

Université de Montréal

La nazification de l'Allemagne perçue à travers la presse alsacienne francophone (1933-1939)

Par

Caroline Durand St-Georges

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maître ès sciences
en histoire

Mai 2014

©Caroline Durand St-Georges, 2014

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé
« La nazification de l'Allemagne perçue à travers la presse alsacienne francophone (1933-1939) »

Présenté par
Caroline Durand St-Georges

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

Carl Bouchard
Président-rapporteur

Samir Saul
Directeur de recherche

Fabien Théofilakis
Membre du jury

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS

À l'aube des années 1930, l'Alsace partage un passé trouble avec la France et l'Allemagne. Alors que la région est redevenue française après la Première Guerre mondiale en 1919, Paris éprouve de la difficulté à la réintégrer à la République, parce qu'il ne comprend pas que les quarante ans de l'Alsace au sein du Reich allemand ont bouleversé la vie régionale aux niveaux politique, culturel, religieux et linguistique. La France ne perçoit pas le particularisme des populations retrouvées et leur volonté de conserver les valeurs qui leur sont chères. L'autonomisme alsacien des années 1920 et la répression du mouvement par les autorités françaises mettent à mal les relations entre Paris et Strasbourg.

Alors que le début des années 1930 se déroule sur ce fond de tensions, l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en 1933 en Allemagne modifie radicalement la donne. Le présent mémoire s'interroge sur la perception par la presse alsacienne francophone de la montée du nazisme en Allemagne, de 1933 à 1939. L'Alsace remet-elle en question son allégeance à une France qui démontre des signes de faiblesses et qui ne comprend pas la région ou préfère-t-elle une Allemagne forte et stable? En consultant des journaux de différentes orientations politiques et religieuses, soit *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, *Le nouvelliste d'Alsace*, *Le Lorrain* et *L'éclair de l'Est*, nous avons analysé l'opinion de la presse alsacienne sur les événements allemands des années 1930.

Il apparaît évident que la presse francophone n'est pas en faveur d'un retour avec le Reich. Néanmoins, l'allégeance à la France n'est pas aussi nette que le laisse croire l'historiographie à ce sujet. Jusqu'en mars 1938, la presse alsacienne francophone ne revendique pas de statut particulier, insatisfaite qu'elle est des options qui s'offrent à elle, autant du côté de la France que de l'Allemagne. Le point de vue de la région change régulièrement. Alors que Hitler attire tous les regards en 1933, la situation politique instable en France ainsi que les décisions du Front populaire sont le point de mire pour la presse alsacienne francophone à partir de 1936. Ce n'est que lorsque la guerre semble inévitable qu'elle se range derrière la République française.

Mots-clés: Alsace, France, Allemagne, nazisme, presse

ENGLISH ABSTRACT

At the dawn of 1930s, Alsace shares a troubled past with France and Germany. While the region came again under French rule after the First World War in 1919, Paris has difficulty integrating Alsace in the Republic, because it does not understand that forty years of German control upset the region's life at the political, cultural, religious and linguistic levels. France does not perceive the sense of identity of the population and its will to preserve its values. The Alsatian separatism of the 1920s and the repression of the movement by the French authorities damage the relations between Paris and Strasbourg.

Along with the tension of the 1930s, Adolf Hitler's arrival to power in 1933 in Germany radically modified the situation. The thesis examines how the French-speaking Alsatian press perceived the rise of Nazism in Germany from 1933 to 1939. Did Alsace question its allegiance to France, a country that demonstrated signs of weaknesses, and did not clearly understand Alsace? Or did it prefer a strong and stable Germany? By consulting newspapers of various political and religious orientations, such as *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, *Le nouvelliste d'Alsace*, *Le Lorrain* et *L'éclair de l'Est*, the thesis analyzes the opinion of the Alsatian press on the German events in the 1930s.

The French-speaking press was not in favour returning to the Reich. Nevertheless, the allegiance to France was not as clear as the historiography leads us to believe on this matter. Until March 1938, the French-speaking Alsatian press did not claim particular status, even if it was dissatisfied with the options available, as much on the side of France as on the side of Germany. The region's point of view changed regularly. While Hitler caught everyone's attention in 1933, the unstable political situation in France as well as the choices of the Popular Front are the target for the French-speaking Alsatian press from 1936. It was only when the war seemed inevitable that it lined up behind the French Republic.

Keywords: Alsace, France, Germany, Nazism, press

Table des matières

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS	III
ENGLISH ABSTRACT	IV
DÉDICACE	VII
INTRODUCTION	1
ÉNONCÉ DU SUJET	1
ÉTAT DE LA QUESTION	2
<i>Les relations franco-allemandes pendant l'entre-deux-guerres</i>	4
<i>L'Alsace de 1919 à 1939</i>	8
IDÉES DIRECTRICES	15
HYPOTHÈSES	18
IMPORTANTCE DU SUJET.....	20
MÉTHODOLOGIE ET SOURCES	20
1933-1935: PREMIÈRES RÉACTIONS FACE AU NAZISME	24
REGARDS INQUIETS DE LA PRESSE.....	27
<i>La presse de centre et de centre droit</i>	27
<i>La presse libérale et régionaliste</i>	34
IMPACT SUR LA FRANCE DE L'AVÈNEMENT DE HITLER AU POUVOIR	40
<i>Élection de Hitler en janvier 1933</i>	41
<i>L'Allemagne quitte la SDN et la conférence de désarmement</i>	42
<i>Le référendum en Sarre</i>	44
LA QUESTION DES MINORITÉS ALLEMANDES.....	46
<i>Les lois contre les juifs vues par la presse catholique</i>	46
<i>La couverture des exactions contre la gauche allemande</i>	52
1936-MARS 1938: LES ÉVÉNEMENTS ALLEMANDS DEVIENNENT UN ENJEU FRANCO-FRANÇAIS	56
L'OPINION DE LA PRESSE CATHOLIQUE ET DE CENTRE DROIT	58
<i>Le nouvelliste d'Alsace</i>	58
<i>Le Lorrain</i>	60
L'ALLEMAGNE TENUE RESPONSABLE DE SES ACTES.....	66
<i>L'éclair de l'Est</i>	67
<i>Les dernières nouvelles de Strasbourg</i>	69
LA QUESTION DES MINORITÉS ALLEMANDES.....	71

1938-1939: OÙ LA CRAINTE D'UNE GUERRE EFFACE LES DIFFÉRENCES IDÉOLOGIQUES.....	76
UN VŒU GÉNÉRAL: LA PAIX À TOUT PRIX	76
<i>Les accords de Munich</i>	76
<i>La prise de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne</i>	82
LE PACTE DE NON-AGRESSION GERMANO-SOVIÉTIQUE: QUI EST LE TRAÎTRE?	84
<i>La trahison soviétique</i>	85
<i>Toujours la faute au Front populaire</i>	86
LA « QUESTION JUIVE »	88
CONCLUSION.....	94
POUR LA FRANCE OU PLUTÔT CONTRE L'ALLEMAGNE?.....	94
LA FRANCE, UN CHOIX STRATÉGIQUE OU PATRIOTIQUE?.....	97
BIBLIOGRAPHIE	104

Un immense merci à tous les membres de ma famille qui ont su me soutenir durant la rédaction de ce mémoire. À mon frère Charles pour sa bonne humeur et ses lumières. À mes amies Stéphanie et Marianne qui ont toujours été présentes dans les moments difficiles. Et surtout, à mon directeur, M. Samir Saul pour ses encouragements et ses précieux conseils.

INTRODUCTION

Énoncé du sujet

La montée du nazisme en Allemagne pendant les années 1920 et 1930 est un phénomène qui fascine les historiens depuis son apparition. Même si le sujet a été abondamment traité, et ce sous plusieurs angles, ses répercussions sur le monde entier en font un sujet vaste, appelant à de nombreuses études. Dans un premier temps, les événements suivant l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933 sont importants à comprendre puisqu'ils mènent à la Seconde Guerre mondiale. Pour les historiens, les retombées politiques, sociales et culturelles de cette période redéfinissent l'histoire de l'entre-deux-guerres. Dans un deuxième temps, on constate que le mouvement nazi n'a pas toujours été perçu comme une menace dans les autres États européens. L'étude du phénomène soulève beaucoup d'interrogations sur les contemporains de l'époque et leur façon de percevoir la politique internationale.

Le présent mémoire s'intéresse à la montée du nazisme en Allemagne, mais d'un point de vue particulier: celui de la presse alsacienne francophone. L'Alsace a une histoire politique et culturelle qui lui est propre et qui la distingue des autres régions de la France. Entre le XIXe et le XXe siècles, de 1870 à 1945, les frontières alsaciennes ont souvent été déplacées, entraînant des changements majeurs dans la région. Ces 75 ans partagés entre la France et l'Allemagne ont apporté des bouleversements politiques, qui ont eu de fortes répercussions sur la vie régionale aux niveaux culturel, religieux et linguistique. De 1933 à 1939, l'Alsace fait partie de la France, mais la désillusion est sensible après le retour de la région à la France en 1918. L'intégration de l'Alsace dans la République ne se fait pas sans heurts. Les liens culturels et linguistiques avec l'Allemagne ne sont pas entièrement rompus.

Les changements politiques et culturels dans la région pendant les années 1920 et 1930 amènent les Alsaciens à s'interroger de plus en plus sur leur place dans l'espace national français. L'adaptation dans une République centralisatrice se fait difficilement pour un peuple

habitué à se gouverner de façon autonome. C'est sur cette base que naît le mouvement autonomiste. Son but est de défendre les droits et la culture de la population alsacienne, majoritairement de langue allemande. Si certains défendent simplement le particularisme de la région, d'autres entretiennent l'espoir de redevenir Allemands un jour. À la fin des années 1920, l'Alsace et la France semblent ne plus pouvoir s'entendre. L'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne en 1933 vient mélanger les cartes.

Cette nouvelle donne amène donc à s'interroger sur la perception du nazisme par la presse alsacienne francophone. Le phénomène qui se développe en Allemagne inspire-t-il aux Alsaciens une réévaluation de leur appartenance à la France? En effet, le gouvernement nazi réussit à redynamiser l'Allemagne alors que la France s'enfonce dans la crise économique. Dans ce cas, est-ce qu'un retour à l'Allemagne ne serait pas favorable aux Alsaciens? Néanmoins, l'avènement du gouvernement nazi est-il annonciateur d'une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne où l'Alsace serait prise entre deux feux? Dans ce cas, ne serait-il pas mieux de faire profil bas et de se dévouer à une France protectrice? Bref, la presse alsacienne francophone reflète-t-elle une volonté de rester fidèle à la République ou s'interroge-t-elle sur une intégration au Reich? Cette question, pourtant simple, ne l'est pas du tout dans le contexte alsacien. Les idéologies diversifiées et instables, le mouvement autonomiste qui prend de l'ampleur et les questions religieuses qui séparent les catholiques et les protestants sont des facteurs importants à prendre en compte. De plus, la période couverte par notre sujet, soit de 1933 à 1939, est complexe puisque la France et l'Allemagne entretiennent des relations tendues. Il est donc intéressant de voir comment la presse alsacienne francophone perçoit le nazisme à ses débuts et comment son regard sera amené à se modifier (ou pas) au fil du temps. C'est cette analyse qui sera le cœur de notre sujet de mémoire.

État de la question

Peu d'ouvrages traitent de la montée du nazisme perçue à travers le regard de l'Alsace. En fait, de nombreuses études ont été réalisées sur les années où l'Alsace faisait partie du Reich allemand (soit de 1871 à 1918 pour le IIe Reich et de 1940 à 1945 pour le IIIe Reich). Plusieurs concernent également la période de l'entre-deux-guerres où l'Alsace éprouve des

difficultés à s'adapter aux attentes de la France. Le mouvement autonomiste grandissant dans la région à cette époque est, de loin, le thème le plus traité dans l'historiographie de l'Alsace; on s'intéresse aux réactions de la population face aux mesures imposées par le gouvernement français ainsi qu'au développement de l'idée autonomiste à travers différents partis politiques régionaux. Néanmoins, outre quelques mentions très courtes ici et là, nous n'avons trouvé aucun travail portant directement sur la visibilité de l'Allemagne et du nazisme dans la presse alsacienne à partir de 1933. Pourtant, cette dernière n'est pas en reste lorsqu'il s'agit de prendre position politiquement. En effet, la période de 1919 à 1933 est marquée par un malaise profond en Alsace et la presse locale est très diversifiée et prompte à se prononcer sur tout sujet, surtout lorsqu'il s'agit d'allégeance à la France ou à l'Allemagne. Si la presse alsacienne a abondamment été analysée pour cette période, il ne semble pas être de même pour celle de 1933 à 1939. Notre recherche semble donc soulever un tout nouveau point dans l'histoire de l'Alsace.

Il faut se demander, dans un premier temps, si les historiens dénotent une attention particulière des Alsaciens pour ce qui se passe en Allemagne pendant les années 1933 à 1939. La réponse nous semble plutôt positive, mais l'analyse reste en surface. Les personnages historiques, les groupes politiques sont flous. Comme nous le verrons, certaines réponses sont claires, mais elles soulèvent d'autres points qui ne sont pas du tout traités dans l'historiographie de l'Alsace. Ce sont ces questionnements plus pointus qui nous intéressent et auxquels nous avons espoir de trouver réponse dans la presse alsacienne.

Pour recenser ce que nous savons du sujet de mémoire et des éléments qui gravitent autour de lui, nous avons décidé de séparer les titres que nous avons consultés en deux grands thèmes. D'abord, il y a les recherches traitant des relations internationales entre la France et l'Allemagne pendant l'entre-deux-guerres. En dehors de l'histoire de l'Alsace, il est important de bien saisir les enjeux qui caractérisaient les relations entre les deux États puisque celles-ci teintèrent aussi la politique alsacienne. La fin de la Première Guerre mondiale ainsi que le traité de Versailles ont mis à mal les liens entre la France et l'Allemagne. À travers ces enjeux politiques, l'Alsace et la Lorraine ont toujours eu une importance réelle et émotive pour les deux pays. Ainsi est-il intéressant et même nécessaire d'examiner les relations entre la France

et l'Allemagne de près pendant l'entre-deux-guerres. L'Alsace en sera influencée, comme région frontalière, mais aussi comme région disputée historiquement entre les deux puissances.

Ensuite, nous avons analysé les recherches portant sur l'histoire de l'Alsace pendant l'entre-deux-guerres et aussi plus spécifiquement sur la période de 1933 à 1939. Comme nous l'avons dit précédemment, beaucoup de documents orientent nos recherches et nous aident à mieux cerner cette région frontalière qui a été reconfigurée sur les plans politique, économique, culturel, religieux et linguistique à plusieurs reprises. Le mouvement autonomiste est sans doute le phénomène le plus étudié puisqu'il marque toute la période de l'entre-deux-guerres et affecte profondément l'Alsace dans ses relations avec la France, mais aussi avec l'Allemagne.

Les relations franco-allemandes pendant l'entre-deux-guerres

Georges-Henri Soutou contribue à un ouvrage collectif dirigé par Jacques Bariéty et soutient que les Alliés ont bel et bien tenu compte des recommandations de la délégation allemande en 1919 pendant les négociations du traité de Versailles. Pour lui, si l'Allemagne accepte de signer le document, c'est principalement parce qu'elle était persuadée que les clauses, surtout celles concernant les réparations et les changements de territoire, pourraient être revues en temps et lieu.¹ Le problème vient justement du fait que le traité était ambigu sur plusieurs points et pouvait être interprété de différentes façons. Ainsi est né, selon lui, le révisionnisme du côté de l'Allemagne et la volonté d'être plus intransigeante du côté de la France.

Jacques Bariéty a également contribué à cet ouvrage qu'il dirige. Son chapitre explique comment Paris réagit face à la montée du nazisme en Allemagne en mettant en contexte la situation de la politique intérieure en France. Pour Bariéty, la politique française prend un tournant vers la gauche à partir de 1932 à cause de la crise économique, mais aussi parce que la population est profondément pacifiste. En matière de relations avec l'Allemagne, le gouvernement d'Édouard Herriot tente par tous les moyens de sauver Weimar et de freiner

¹ Georges-Henri Soutou, « La France et l'Allemagne en 1919 », dans Jacques Bariéty *et al.* (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales, actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV) 15-16-17 janvier 1987*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, p. 9.

l'ascension de Hitler au pouvoir en négociant notamment sur les questions du désarmement et des réparations.² Pendant ces pourparlers, six gouvernements se succèdent en France en 14 mois, rendant ainsi la politique étrangère avec l'Allemagne discontinue et difficile à suivre. Selon Bariéty, Hitler jouera très bien son jeu en alimentant les espoirs pacifistes français et en profitant de l'instabilité gouvernementale pour démontrer les contradictions de la politique extérieure de la France et gagner son pari.³

Finalement, toujours dans le même ouvrage, Christian Baechler atteste que la question des deux régions n'est pas un frein aux relations franco-allemandes dans l'entre-deux-guerres.⁴ L'enjeu du plébiscite en 1919 est très important; le gouvernement allemand est conscient qu'il se doit de le demander, mais il ne veut pas réellement qu'il ait lieu puisqu'il serait inexorablement favorable à la France.⁵ De plus, l'auteur révèle que Robert Ernst, un Alsacien réfugié en Allemagne, aura une grande part de responsabilité dans le soutien que l'Allemagne donnera au mouvement autonomiste en Alsace. Baechler met surtout l'accent sur le fait que l'Alsace est une grande perte au niveau économique pour les Allemands. Ainsi, ce n'est pas tant le gouvernement lui-même qui ne veut pas rétablir de bonnes relations économiques avec la France, mais plutôt les industriels et sidérurgistes allemands.⁶ Pour ce qui est du traité de Locarno, Baechler affirme que Stresemann gardera volontairement une position ambiguë à propos de la récupération de l'Alsace-Lorraine. Il dit ne pas vouloir la reprendre militairement, mais il ne dit pas clairement qu'il y renonce, ce qui frustrera beaucoup le gouvernement français.⁷

Sur le même thème, plusieurs chapitres tirés d'un ouvrage collectif dirigé par François G. Dreyfus ont attiré notre attention. D'abord, celui de Charles Bloch affirme que Hitler en arrivant au pouvoir a trois buts face à la France: la rassurer avec de fausses promesses, profiter du pacifisme et des divisions internes du gouvernement français, et l'isoler parmi les autres

² Jacques Bariéty. « Les partisans français de l'entente franco-allemande et la "prise de pouvoir" par Hitler, avril 1932-avril 1934 », dans Jacques Bariéty *et al.* (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales*, p. 21.

³ *Ibid.*, p. 28.

⁴ Christian Baechler. « L'Alsace-Lorraine dans les relations franco-allemandes de 1918 à 1933 », dans Jacques Bariéty *et al.* (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales*, p. 69.

⁵ *Ibid.*, p. 72.

⁶ *Ibid.*, p. 79.

⁷ *Ibid.*, p. 84.

puissances.⁸ Au début, le chancelier allemand paraît conciliant et laisse supposer qu'il est plutôt pacifique. Lorsque la politique intérieure en France devient instable, il commence à prendre plus de risques. Plusieurs des actions de Hitler n'éveillent aucune réaction de la part du gouvernement français à cause des nombreuses élections qui le paralysent. La politique étrangère sans cohérence amène même certains pays alliés à se distancier de la France. Bref, Bloch expose bien comment Hitler a su interpréter les problèmes internes de la France pour en tirer le meilleur parti.

Jacques Bariéty publie un chapitre dans lequel il cherche surtout à démontrer l'évolution de la pensée socialiste révisionniste de Léon Blum et son influence sur la politique étrangère de la France. D'abord, Blum se positionne contre le traité de Versailles qu'il considère trop dur envers l'Allemagne. Craignant une nouvelle guerre, il milite pendant toutes les années 1930 pour un désarmement complet des nations. À l'époque, il ne voit pas la menace que représente Hitler et cherche surtout à s'en rapprocher. Selon Bariéty, ce n'est qu'à partir de 1938, alors qu'il n'est plus au pouvoir, que Blum réalise que l'Allemagne ne s'arrêtera pas et qu'il faut la contenir en utilisant les mêmes armes qu'elle. Les beaux principes de désarmement seront donc mis de côté pour défendre la nation.⁹ Ainsi Bariéty met-il en lumière, d'un côté, l'instabilité de la politique française et, de l'autre, les réactions pacifistes et conciliatrices des élus français face à l'Allemagne nazie.

Le dernier article de ce recueil, celui de K. Mazurowa, soutient, un peu en contradiction avec les auteurs précédents, que la France s'inquiète beaucoup de la différence économique et démographique à l'avantage de l'Allemagne. Selon elle, la France suit trois étapes bien distinctes dans sa politique internationale de 1936 à 1939 pour pallier ce problème. D'abord, elle tente d'accentuer ses relations commerciales avec son voisin, tout en l'incluant dans l'économie mondiale. Néanmoins, la France n'est pas du tout capable de suivre le rythme de l'essor économique de son partenaire¹⁰. Ensuite, elle essaie de développer des relations bilatérales avec l'Allemagne dans un cadre multilatéral. Si la première étape avait été menée

⁸ Charles Bloch. « La place de la France dans les différents stades de la politique extérieure du troisième Reich (1933-1940) », dans François G. Dreyfus, *Les relations franco-allemandes, 1933-1939, actes du colloque international*, Strasbourg, 7-10 octobre 1975, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1976, p. 19.

⁹ Jacques Bariéty. « Léon Blum et l'Allemagne », dans François G. Dreyfus, *Les relations franco-allemandes, 1933-1939*, p. 51.

¹⁰ K. Mazurowa. « La politique allemande des gouvernements, des principaux partis et groupements français dans les années 1938-1939 », dans François G. Dreyfus, *Les relations franco-allemandes, 1933-1939*, p. 63.

par les socialistes au pouvoir, la deuxième est l'idée de la droite.¹¹ Le but est d'éviter que l'Allemagne ne devienne un ennemi et ne se tourne vers l'Europe centrale et orientale. Mais les accords de Munich viennent tout remettre en question et la France se replie sur elle-même. Finalement, les partis politiques français seront d'accord pour maintenir le pays voisin en respect en lui faisant entrevoir la formation d'une coalition antihitlérienne.¹² Mazurowa souligne néanmoins que toutes ces politiques ne furent jamais adoptées à l'unanimité du côté français et que beaucoup de dissensions étaient visibles, d'où l'instabilité politique.

Finalement, un article de Robert J. Soucy indique que la majorité de la presse française se disait contre les exactions faites à la population allemande. Ce qui est clair c'est que la presse est polarisée selon les courants idéologiques. Les opinions divergent de jour en jour, se portant au secours du groupe social persécuté le plus récemment. Le tout vacillait entre la dénonciation des actes ou, au contraire, l'encouragement. Selon Soucy, pendant ces deux premières années, la presse française alimentait la polarisation des opinions sur le fascisme. Même si le mouvement a connu beaucoup de succès, il y avait tout de même plusieurs groupes qui s'y opposaient.¹³

Comme le remarque Soutou, les relations entre les deux pays pendant la République de Weimar sont très instables à cause du traité de Versailles, mais elles s'enveniment lorsque Hitler arrive au pouvoir. La France est handicapée par un point très important pendant les années 1930: l'instabilité de sa politique intérieure. D'après les historiens que nous venons de mentionner, cela a amené la France à avoir peu ou pas de réactions face à la montée du nazisme en Allemagne. Que ce soit au niveau des élus ou de la presse, les Français étaient trop divisés sur le plan idéologique (socialisme, marxisme, droite conservatrice, fascisme, etc.) pour avoir une politique ferme et cohérente envers l'Allemagne. Ainsi la méfiance à l'égard de l'Allemagne est-elle perceptible chez les Alsaciens qui, eux, se trouvent à la frontière du voisin menaçant, alors que pointe une guerre potentielle.

¹¹ *Ibid.*, p. 64-65.

¹² *Ibid.*, p. 68.

¹³ Robert J. Soucy. « French press reactions to Hitler's first two years in power », *Contemporary European history*, Vol. 7, No. 1, février 1998, p. 38.

L'Alsace de 1919 à 1939

Comme nous l'avons mentionné, la région a un passé troublé par ses changements d'allégeance fréquents entre la France et l'Allemagne. En 1871, suite au traité de Francfort, l'Alsace et une partie de la Lorraine se retrouvent propriétés de l'Allemagne. Pendant tout près de cinquante ans, la population finit par s'habituer à la langue allemande, à la liberté de culte et à la décentralisation politique qu'offre le Reich allemand. Pourtant, l'épreuve de la Première Guerre mondiale est très négative pour les Alsaciens, vivant une dictature difficile imposée par les militaires allemands de 1914 à 1918. Les troupes françaises sont donc très favorablement accueillies. Rapidement, le gouvernement français reprend la région en main, pensant avoir enfin retrouvé « les provinces perdues ». Beaucoup d'espoir fut fondé dans ce « retour à la mère patrie ». Pourtant, l'entre-deux-guerres est très dur pour les Alsaciens.

La plupart des ouvrages traitant de cette période se ressemblent beaucoup sur le plan du contenu. Ils commencent par énumérer les nouvelles lois mises en place par la France en 1919-1920; francisation de l'administration, des tribunaux et des écoles, classification de la population selon leur origine et expulsion des Allemands, imposition de lois anticléricales séparant ainsi l'Église et l'État, mise en place d'une nouvelle monnaie, etc. Toutes ces mesures vont mécontenter les Alsaciens, attachés à leur culture et habitués de se diriger plus ou moins eux-mêmes. Bref, la France est maladroite et ignore les protestations. Rapidement, le mouvement autonomiste prend forme et plusieurs partis politiques régionaux, tous horizons confondus, défendront les droits des Alsaciens. Jusqu'en 1928, le débat se politise et prend de l'ampleur, mais la véritable crise survient lorsque le gouvernement français fait arrêter des leaders autonomistes et organise un procès à Colmar qui sera hautement médiatisé en Alsace. À partir de ce moment, le mouvement autonomiste se radicalise davantage. Certains vont même jusqu'à parler de sécession de la France ou d'un retour à l'Allemagne. Finalement, l'avènement du nazisme au pouvoir en 1933 marque le début de la fin du mouvement. La plupart des auteurs attestent que la nazification de l'Allemagne fait craindre la guerre aux Alsaciens, amenant ainsi le mouvement autonomiste à s'estomper graduellement au cours des années 1930.

Ainsi, la période que nous désirons étudier n'est que très peu couverte par les différents ouvrages que nous avons consultés. Les historiens ont manifestement délaissé cette période, peut-être parce que la précédente est très riche en événements politiques pour la région. Les

années 1930 semblent plus calmes et peuvent donc paraître moins intéressantes. Certains historiens, comme Christopher J. Fischer¹⁴, n'expliquent pas du tout l'abandon progressif de l'autonomisme régional et considèrent le tout comme un simple fait. D'autres, comme Pierri Zind¹⁵, gardent continuellement leur regard tourné sur la région, sans réellement prendre en compte la possibilité que les politiques allemandes aient pu avoir un impact sur l'Alsace.

Bernard Vogler, lui, est sensiblement représentatif de beaucoup d'auteurs sur le sujet. Même si son ouvrage vise un large public, la section consacrée à l'entre-deux-guerres résume ce que bon nombre d'historiens expliquent plus en profondeur. Vogler parle des maladroites de la France face à une Alsace en quête d'identité. Pour ce qui est des années 1930, il mentionne que l'autonomisme diminue beaucoup parce que la menace nazie fait craindre une autre guerre où l'Alsace serait prise entre deux feux.¹⁶ De plus, l'auteur explique que la crise économique de 1929 a bouleversé la région. Le glacié imposé par le gouvernement français à partir de 1933 à cause de la prise de pouvoir de Hitler n'améliore pas du tout les choses et empêche le développement économique.¹⁷

Paul Lawrence, Timothy Baycroft et Carolyn Grohmann expliquent dans un article que les régions retournées à la France après 1919 ont développé leur identité propre. La hiérarchisation sociale qui oppressait les populations indigènes au bénéfice des peuples « étrangers », c'est-à-dire les Allemands pendant le Reichsland et les Français après l'annexion française, a engendré une réaction hostile à l'égard des cultures dominantes. Les immigrés de l'intérieur n'était pas bien perçus.¹⁸ Les auteurs examinent plus précisément le cas de la Moselle, région faisant partie de la Lorraine. Son histoire commune avec l'Alsace laisse croire que cette dernière partageait des opinions similaires à l'égard des Allemands et des Français. En réaction aux règles dictées par l'Allemagne et par la France, les Mosellans ont développé leur propre culture lorraine. Ce constat est grandement similaire à celui fait par d'autres historiens en ce qui concerne les Alsaciens en Alsace.

¹⁴ Christopher J. Fischer. *Alsace to the Alsatians?: visions and divisions of Alsatian regionalism, 1870-1939*, New York, Berghahn Books, 2010, 235 pages.

¹⁵ Pierri Zind. *Elsass-Lothringen = Alsace Lorraine : une nation interdite, 1870-1940*, Paris, Copernic, 1979, 688 pages.

¹⁶ Bernard Vogler. *Nouvelle histoire de l'Alsace : une région au cœur de l'Europe*, Toulouse, Privat, 2003, p. 249.

¹⁷ *Ibid.*, p. 251.

¹⁸ Paul Lawrence *et al.* « "Degrees of foreignness" and the construction of identity in french border regions during the interwar period », *Contemporary european history*, Vol. 10, No. 1, mars 2001, p. 67-68.

Pia Le Moal-Piltzing apporte un point de vue particulier puisqu'elle révèle des articles écrits par des Alsaciens-Lorrains dans un journal catholique allemand publié à Berlin pendant la République de Weimar, le *Germania*. Les auteurs de ces lettres d'opinion défendent le choix de la France en se basant sur deux arguments. D'abord, historiquement, l'Alsace tient à une tradition démocratique existant depuis le Moyen Âge. La France républicaine paraît un choix plus cohérent puisqu'elle partage ces mêmes valeurs. Ensuite, les changements radicaux de régime politique dans la région n'ont pas favorisé l'éclosion d'un sentiment patriotique envers l'une ou l'autre des nations. Le Moal-Piltzing atteste que les Alsaciens ont remplacé l'amour de la patrie par l'amour du terroir, ce qu'ils appellent le Heimat.¹⁹

Dans un article, Christian Baechler atteste que l'instabilité politique en France et la menace que représente Hitler pour la région amènent le Volksfront à adoucir ses revendications autonomistes afin de faciliter un rapprochement avec les partis nationaux.²⁰ Selon lui, à partir de l'Anschluss de 1938, le mouvement autonomiste ne serait plus soutenu que par une minorité de personnes germanophiles.²¹ Malheureusement, il ne va pas plus loin dans son analyse.

Pour Philip C. Bankwitz, il est clair que l'arrivée au pouvoir de Hitler fait peur. Les autonomistes les plus modérés (l'Union populaire républicaine et les Progressistes) vont se calmer, effrayés par l'anticléricalisme et les tactiques terroristes du chancelier allemand.²² Graduellement, ils isolent les séparatistes communistes et le Landespartei (parti fasciste) parce qu'eux, au contraire, se radicalisent. Cette nouvelle division dans le mouvement autonomiste l'affaiblira beaucoup pour les élections de 1934 et de 1936.

Léon Strauss, comme les auteurs déjà mentionnés, affirme que l'instabilité gouvernementale en France et la montée du nazisme en Allemagne ont précipité la chute du mouvement autonomiste. Il ajoute tout de même que plusieurs formations politiques apparurent en réaction à ces événements, se positionnant aux deux extrémités de l'échiquier politique. Strauss fait également mention de problèmes internes en Alsace, comme le début de

¹⁹ Pia Le Moal-Piltzing. « L'Alsace-Lorraine dans la presse catholique de la République de Weimar. Le journal *Germania* », dans Michel Grunewald, *Le problème de l'Alsace-Lorraine vu par les périodiques (1871-1914)*, Bern, P. Lang, 1998, p. 455.

²⁰ Christian Baechler. « L'autonomisme alsacien dans l'entre-deux-guerres », *Historiens et Géographes*, Vol. 86, No. 347, janvier 1995, p. 253.

²¹ *Ibid.*, p. 254.

²² Philip C Bankwitz. *Alsations autonomist leaders 1919-1947*, Lawrence, Regents Press of Kansas, 1977, p. 32-33.

difficultés économiques dues à la fermeture du marché allemand et la montée d'un antisémitisme très puissant. Il ajoute que le mouvement s'effrite beaucoup aussi du fait que l'assimilation française se fait sentir sur les nouvelles générations qui éprouvent moins le besoin de défendre des droits que leurs parents ou grands-parents auraient eu sous le Reich allemand.²³

Christian Hallier, lui, adopte un ton beaucoup plus vindicatif à l'endroit de la France. Il affirme qu'en 1933, Paris va financer les journaux alsaciens pour contrebalancer la propagande allemande. Selon lui, le gouvernement français va même jusqu'à dire que les autonomistes alsaciens sont des agents nazis, des hitlériens.²⁴ Hallier affirme que le mouvement sera repris en 1936 par des associations de jeunes. Outre cette exception dans le mouvement autonomiste, la population d'Alsace est très pacifique et voudrait surtout que la France et l'Allemagne entretiennent de bonnes relations. Elle se positionne donc contre tout ce qui pourrait nuire à la bonne entente : la ligne Maginot, la coopération entre la France et l'URSS, la subordination de la France aux politiques de la Grande-Bretagne, etc.²⁵

Pour sa part, David Allen Harvey a un point de vue plutôt à gauche. Lorsqu'il évoque la montée du nazisme en Allemagne et ses effets sur l'Alsace, il rend compte presque exclusivement de la réaction des socialistes et des communistes alsaciens. Selon lui, ils sont bien conscients que le national-socialisme de Hitler est différent et potentiellement dangereux. Chacun va dénoncer les exactions perpétrées contre ses camarades en Allemagne dans leur journal respectif. Harvey mentionne tout de même que quelques leaders autonomistes vont ouvertement soutenir le régime nazi, ce qui divise les forces du mouvement. La question ne sera plus pour l'Allemagne ou pour la France, mais plutôt pour Hitler ou contre Hitler.²⁶

François G. Dreyfus est très explicite sur les années 1930. Selon lui, l'Allemagne aurait financé la propagande nazie en Alsace pendant plusieurs années, amenant ainsi les Alsaciens à se demander si l'Allemagne n'est pas meilleure que la France. Il affirme qu'en 1933, une minorité de personnes seulement appuient Hitler, mais elle a beaucoup de visibilité (le

²³ Léon Strauss. « L'Alsace de 1918 à 1945 : d'une libération à une autre », dans Hildegard Châtellier et Monique Mombert, *La presse en Alsace au XXe siècle : témoin, acteur, enjeu*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002, p. 50.

²⁴ Christian Hallier. *La lutte de l'élément ethnique allemand d'Alsace et de Lorraine pour son existence*, 1918-1940, Bruxelles, Maison internationale d'édition, 1944, p. 128.

²⁵ *Ibid.*, p. 136-137.

²⁶ David Allen Harvey. *Constructing class and nationality in Alsace, 1830-1945*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2001, p. 167.

quotidien *Elz*, les milieux protestants, le leader du parti communiste alsacien, Maurice Thorez, etc.).²⁷ Comme la religion est un enjeu fondamental en Alsace, le Concordat de l'Allemagne avec l'Église catholique vient embellir l'image du nazisme aux yeux de certains croyants. Dreyfus dresse un bilan nuancé de la réception du nazisme hitlérien en Alsace. D'une part, il séduit par son efficacité sur le plan économique. L'Allemagne a considérablement diminué son chômage et la production a repris, ce qui n'est pas du tout le cas en Alsace où la crise économique de 1929 continue de sévir. Au niveau politique, la stabilité et l'efficacité du gouvernement allemand sont bien vues par une population aux prises avec des changements politiques très fréquents pendant les années 1930. D'autre part, l'Allemagne nazie effraie également. La presse alsacienne explique chaque jour en quoi consistent la Gestapo, les camps de concentration, etc.²⁸ La nuit des longs couteaux de 1934 vient achever de ternir l'image de leur voisin; les Alsaciens sont pleinement conscients des exactions perpétrées par le gouvernement nazi. Dreyfus est, selon nos recherches, l'auteur qui va le plus loin dans son analyse de l'impact de la nazification de l'Allemagne sur l'Alsace. Néanmoins, il se contente des premières années en place de Hitler et plusieurs questions restent en suspens.

Samuel Goodfellow est l'historien qui s'est le plus intéressé à la question de l'autonomisme en Alsace et à la nazification progressive de la région. Nous avons consulté plusieurs de ses ouvrages puisqu'il dresse un portrait complet de l'autonomisme et des années 1930. D'abord, dans un chapitre, Goodfellow explique longuement l'évolution de l'Action française. Si, au début, cette aile droite nationale voit l'Alsace comme un problème pour la République de par son bilinguisme et ses liens culturels avec l'Allemagne, elle finira par devenir plus conciliante. Elle intégrera même des autonomistes dans ses rangs dans les années 1930 prônant la défense des droits alsaciens, mais pas la séparation de la région avec la France.²⁹ Selon lui, les partis extrémistes de tous horizons ont facilement du succès en Alsace puisqu'ils s'adressent généralement au sentiment national et à l'identité, qui sont des sujets constamment débattus dans la région.

²⁷ François G. Dreyfus. *La vie politique en Alsace, 1919-1936*, Paris, A. Collins, 1969, p. 202.

²⁸ *Ibid.*, p. 212 à 215.

²⁹ Samuel Goodfellow. « Autonomy or colony: the politics of Alsace's relationship to France in the interwar era », dans Kevin J. Callahan et Sarah A. Curtis. *From the margins: creating identities in modern France*, Lincoln, University of Nebraska press, 2009, p. 151.

Un autre ouvrage de Goodfellow soulève un nouvel élément que nous n'avions pas rencontré dans d'autres travaux, soit la transformation du communisme autonomiste alsacien en fascisme. Comme l'explique Goodfellow, cette transition s'est faite principalement au cours des années 1930. En effet, les communistes autonomistes alsaciens, voyant le mouvement autonomiste s'effriter, n'ont pas voulu, eux, l'abandonner, allant même jusqu'à prôner davantage l'autonomisme que le communisme. Peu à peu, cette orientation a isolé les Alsaciens par rapport aux communistes français. À partir de 1938, l'Elsässische Arbeiter-und Bauernpartei (EABP) défend ouvertement le nazisme.³⁰ Quelques variantes avec le nazisme hitlérien sont tout de même à noter : le nouveau parti est profondément pacifiste; il est contre la France intégrationniste et soutient Hitler dans l'Anschluss et la prise des Sudètes puisque cela vient unifier les peuples germaniques. On voit donc un autre aspect de l'impact du nazisme directement dans des mouvements semblables en Alsace.

Finalement, Goodfellow explore l'apparition des mouvements fascistes en Alsace en parallèle avec les partis autonomistes. Ce qu'il tente de démontrer, c'est que le fascisme va utiliser l'autonomisme comme levier pour s'étendre en Alsace.³¹ Goodfellow affirme que l'Alsace n'est pas monochrome; on y voit une hiérarchie d'identité, soit la famille, la région et la patrie. Il est souvent possible de voir l'influence de l'Allemagne et du nazisme sur le chemin que prennent plusieurs partis politiques régionaux autonomistes comme le Bauernbund. Néanmoins, Goodfellow précise que, même si la plupart de ceux-ci défendent le nationalisme régional et une plus grande autonomie de l'Alsace, ils le font toujours dans l'optique de rester fidèles à la France. Quelques-uns seulement veulent revenir avec l'Allemagne. Beaucoup d'Alsaciens conçoivent le fascisme simplement comme un outil pour sauvegarder leurs droits.³²

Julien Fuchs vient toucher un sujet un peu différent des autres historiens. Il tente de saisir les enjeux autour des associations de jeunesse en Alsace pendant l'entre-deux-guerres, surtout à travers le mouvement autonomiste et la religion défendue par chaque association.

³⁰ Samuel Goodfellow. *Between the swastika and the Cross of Lorraine: fascisms in the interwar Alsace*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 1999, p. 83.

³¹ Samuel Goodfellow. « Fascism and regionalism in interwar Alsace », *National Identities*, Vol. 12, No. 2, juin 2010, p. 134-135.

³² *Ibid.*, p. 143.

Selon lui, si les modérés se rallient à la France, plusieurs groupes de jeunes vont soutenir le IIIe Reich, notamment le Jungvolkspartei, le Jungkreuzfarher, le Jungmannschaft et le Bund Erwin von Steinbach. Le racisme, l'opposition aux politiques françaises et l'exaltation du germanisme sont des caractéristiques dominantes de ces mouvements.³³

Le travail de Stephan Wolff est à prendre en considération puisqu'il est le seul qui développe l'idée que l'Alsace des années 1930 cherche à devenir un pont entre la France et l'Allemagne. Selon lui, la région se sent toujours exclue de la République, notamment à cause des élections de 1932 puisque le gouvernement élu à Paris est de gauche alors que 70% des députés en Alsace sont affiliés à des partis de centre droit.³⁴ Aux élections de 1934 et de 1935, le vote de droite est divisé, car l'aile particulariste du mouvement autonomiste tend de plus en plus vers le nazisme. Pour contrer ce phénomène, l'aile régionaliste multipliera les allégeances à la France tout en soutenant une politique de réconciliation avec l'Allemagne.³⁵ Ainsi, Wolff soulève un nouveau point important. Selon son étude, ce ne serait pas la montée du nazisme en Allemagne qui serait à l'origine de la disparition progressive du régionalisme, mais bien la montée du nazisme en Alsace même qui le serait.

Pour sa part, Fernand L'Huillier se concentre sur la pénétration du nazisme en Alsace. Selon lui, le nazisme commence à prendre forme de façon politique après le procès de Colmar de 1928, avec la formation du Landespartei. Ce parti autonomiste fondé par Karl Roos (un des accusés pendant le procès) soutiendra ouvertement Hitler en 1933. L'Huillier s'intéresse aussi au Jungmannschaft (mouvement jeunesse) qui, même s'il n'a qu'un millier de membres en Alsace, est très répandu géographiquement. Finalement, il revient sur le fait que l'Allemagne a renoncé politiquement à la région.³⁶ Si elle continue de soutenir la culture germanique, c'est plutôt parce que Hitler perçoit l'Alsace comme une extension culturelle de son domaine territorial. La défense des droits des Alsaciens ne l'intéresse pas du tout et c'est ce que la population réalisera pendant l'Occupation.

³³ Julien Fuchs. « La jeunesse alsacienne et la question régionale (1918-1939) », *Histoire@Politique*, Vol. 1, No. 4, 2008, p. 15-16.

³⁴ Stephan Wolff, *Disputed territories: the transnational dynamics of ethnic conflict settlement*, New York, Berghahn Books, 2003, p. 62.

³⁵ *Ibid.*, p. 63.

³⁶ Fernand L'Huillier. « Sur la nazification de l'Alsace », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, octobre 1980, No. 120, p. 60.

Finalement, nous mentionnons rapidement le travail des historiens Alfred Wahl et Jean-Claude Richez. Ces deux auteurs ont une approche très particulière pour couvrir l'histoire de l'Alsace de 1870 à 1945. Au lieu de relater les faits de façon chronologique, ils ont choisi de les traiter par thèmes, soit le travail, la famille, la cité et l'imaginaire. À cause de cette approche, l'ouvrage est moins utile à notre étude, en dépit du regard neutre et nouveau des auteurs qui décrivent les Alsaciens de brillante façon.

Ceux qui exprimaient ouvertement des sentiments profrançais ou laissaient paraître une certaine nostalgie, ceux qui adhéraient à l'une ou l'autre valeur germanique ne manifestaient pas forcément une adhésion totale à la France ou à l'Allemagne. Il est impossible, à partir de là, de mesurer leurs sentiments profonds. Il est encore plus aléatoire d'apprécier les sentiments réels de la grande majorité de la population, qui ne s'exprimait pas publiquement. On peut certes les approcher en ayant recours à d'autres témoignages et indices. Mais une chose est sûre : la réalité n'a rien à voir avec les jugements hâtifs et polémiques de ceux qui classent sommairement les Alsaciens en deux groupes, les francophiles et les germanophiles. [...] En réalité, l'Alsace était géographiquement, culturellement et socialement diverse. En conséquence, l'Alsacien type, représentatif d'un corps uni, n'a jamais existé. Il n'y a eu que des Alsaciens aux options et aux sensibilités diverses et opposées. Cela vaut également pour le sentiment national.³⁷

Cette citation est très représentative de ce qu'est l'Alsace pendant l'entre-deux-guerres. Les opinions sont changeantes et difficiles à cerner pendant cette période. C'est ce qui rend la recherche plus ardue, mais plus passionnante également. Pour les années de 1933 à 1939, il est peu probable qu'il y ait consensus dans la presse alsacienne en ce qui concerne les appréhensions face à la nazification de l'Allemagne. Néanmoins, comme nous l'avons vu, plusieurs historiens indiquent des pistes intéressantes en rendant compte de l'évolution de l'autonomisme ou de certains partis politiques pendant les années 1930; nécessairement, les opinions sont influencées par les choix politiques de Paris et de Berlin.

Idées directrices

Analyser la presse alsacienne francophone sur une période de six ans exige de prendre en compte plusieurs éléments inhérents à la situation politique et culturelle de l'Alsace.

³⁷ Alfred Wahl et Jean-Claude Richez. *L'Alsace entre France et Allemagne (1850-1950)*, Paris, Éditions Hachette, 1994, p. 241 à 243.

Comme nous l'avons vu précédemment, le retour de la région à la France a entraîné la revendication de plusieurs droits aux niveaux politique, culturel, religieux et linguistique. Ainsi, les idéologies et les partis politiques sont très hétéroclites et difficiles à cerner dans l'entre-deux-guerres. Certains changent d'allégeance, s'associent à des causes pour ensuite les abandonner, se forment ou s'allient entre eux; d'autres meurent au fil des ans. Si plusieurs historiens présupposent une disparition de l'autonomisme, nous n'en sommes pas totalement convaincus. Il nous apparaît difficile de concevoir qu'un mouvement aussi fort dans les années 1920 puisse simplement s'éteindre avec l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933. Y a-t-il eu un véritable abandon de l'autonomisme ou s'est-il transformé en quelque chose de plus régional? Il y a un réel manque historiographique à ce sujet et notre mémoire pourrait répondre à cette question. De plus, l'effervescence en Alsace transparaît directement dans ses organisations politiques et ces dernières sont visibles également dans la presse. Il nous est donc impossible d'analyser une partie de la presse sans prendre en compte l'idéologie de chaque journal. Notre but est d'arriver à brosser un tableau représentatif du paysage politique de l'époque et ainsi rapporter le regard de chacun. Il est primordial de s'interroger à savoir si la droite et la gauche francophones ont la même perception du nazisme.

Dans un deuxième temps, les Alsaciens sont également divisés sur le plan religieux. Tout comme pour les partis politiques, les catholiques et les protestants trouvent l'écho de leurs revendications dans la presse régionale. Si, pour plusieurs régions françaises, la religion n'est qu'un facteur secondaire, il en va tout autrement en Alsace. La question religieuse fait pratiquement office d'idéologie, surtout pendant la période qui nous intéresse. La France anticléricale rebute de nombreux Alsaciens qui voudraient que l'État ne soit pas séparé de la religion, ce que le Reich allemand n'avait pas refusé à l'Alsace-Lorraine de 1871 à 1918. Peut-être que certains pensent qu'un retour à l'Allemagne pourrait favoriser le maintien d'une cohabitation entre l'État et l'Église? De plus, les protestants de langue allemande craignent un effet d'isolement de leur communauté parce que Paris impose une nouvelle législation au début des années 1920, obligeant les écoles alsaciennes à n'enseigner qu'en français. L'enseignement du protestantisme devient donc marginalisé. Ainsi, la presse à tendance catholique ou protestante devient intéressante pour notre mémoire puisqu'elle possède assez de

dynamisme à l'interne pour s'interroger sur la montée du nazisme et sur son allégeance à la France ou à l'Allemagne.

Troisièmement, notre mémoire concerne une période très mouvementée en événements politiques au niveau européen. Il est donc important de s'interroger sur les changements possibles d'opinions de la presse alsacienne francophone sur le long terme. Ainsi, les relations entre Paris et Berlin sont déterminantes pour saisir la compréhension du nazisme d'une part, et son interprétation sur toute la période d'autre part. La politique interne de l'Allemagne aussi est importante puisqu'elle peut être bénéfique pour les Alsaciens tout comme elle peut leur nuire, selon le point de vue et leur compréhension du nazisme. Il pourrait y avoir également les enjeux entre Paris et Strasbourg qui occultent ou alimentent la vision de la presse alsacienne francophone sur la montée du nazisme. La crise économique qui perdure et la construction de la ligne Maginot sont des facteurs qui peuvent influencer le jugement des Alsaciens en faveur de la France ou de l'Allemagne. Dans un même temps, une plus grande importance accordée à des événements outre-Rhin ou aux relations bilatérales entre Paris et Berlin pourrait justement témoigner d'un certain point de vue de la presse. Le choix de traiter ou non d'une nouvelle peut être révélateur.

Finalement, il serait hâtif de dire que l'Alsace, de par son passé particulier avec l'Allemagne, possède un point de vue plus juste ou plus réel de la situation allemande. En effet, pourquoi la presse alsacienne francophone aurait-elle une plus grande clairvoyance en ce qui concerne le III^e Reich? Sa couverture des événements est-elle si différente de celle de la presse nationale française? Il est vrai que ce passé commun ainsi que la proximité géographique de la région peuvent aider la presse alsacienne à comprendre la culture allemande avec davantage de précision. Néanmoins, le contraire est également possible. L'histoire mouvementée entre la région et les deux pays dont elle a fait partie peut venir biaiser le regard des journaux alsaciens autant par rapport à l'Allemagne qu'à la France. Ainsi, il sera important de comparer la presse alsacienne à la presse nationale française afin d'établir si l'Alsace bénéficie réellement d'un regard unique sur la situation.

Hypothèses

L'historiographie sur l'Alsace pendant les années 1930 est lacunaire. Même si certaines pistes sont avancées par les historiens afin de saisir le mouvement autonomiste, aucun n'aborde la perception de la montée du nazisme. Ce mémoire a donc deux orientations principales, soit l'analyse de la vision idéologique et celle de la perception d'un point de vue de la religion. Le tout doit être vu sur le long terme, à travers toutes les années 1930.

Premièrement, nous croyons que la presse alsacienne francophone aura une vision plus complète du nazisme hitlérien que la presse nationale française. De par le passé de la région à cheval entre la France et l'Allemagne, il est fort probable que les journaux alsaciens perçoivent mieux les répercussions que peuvent avoir les décisions internes du III^e Reich sur la République et sur l'Alsace. De plus, sa situation géographique place la région dans une zone dangereuse advenant le cas d'un conflit entre la France et l'Allemagne. Il est fort probable que l'Alsace désire voir de bonnes relations entre les deux États, allant peut-être même jusqu'à souhaiter une paix à n'importe quel prix, plutôt qu'une réaction armée de la France.

Deuxièmement, nous voulons interpréter les journaux alsaciens francophones à partir de leur orientation politique. Nous pensons que chacun aura sa propre vision du nazisme en général, mais aussi de son allégeance à la France ou à l'Allemagne. Même si l'Alsace n'est pas reconnue pour être de gauche, les communistes et les socialistes sont présents et surtout très divisés sur la question. Si au départ ils soutiennent l'autonomisme de la région, on peut supposer que leurs objectifs vont se modifier au cours des années 1930. Goodfellow avance même l'idée que plusieurs communistes alsaciens se tourneront vers le fascisme³⁸ alors que Léon Strauss atteste que les socialistes vont plutôt quitter la branche régionale pour se joindre à l'aile nationale.³⁹ Ils pourraient finalement avoir tendance à défendre d'abord et avant tout la France républicaine au cours des années 1930. Pour ce qui est du centre droit, l'Union populaire républicaine (UPR) est le parti le plus populaire pendant les années 1920 et il défend les « droits acquis » des Alsaciens. Néanmoins, Strauss atteste que le mouvement se modifie dans les années 1930 pour devenir un peu plus clérical qu'il ne l'était en abandonnant l'aile

³⁸ Samuel Goodfellow. « From communism to nazism: the transformation of Alsatian communists », *Journal of contemporary history*, Vol. 27, No. 2, avril 1992, p. 231-259.

³⁹ Léon Strauss, *loc.cit.*, p. 41.

particulariste.⁴⁰ À ce moment-là, nous pouvons supposer que la presse de centre droit s'orientera davantage vers une adhésion à la France. Finalement, la droite alsacienne se divise en deux factions : les autonomistes radicaux et les ligues d'extrême droite. Dans les deux cas, le nazisme pourrait être perçu de façon favorable par leurs partisans, ce qui mènerait à une remise en question de leur appartenance à la France.

Troisièmement, les deux courants religieux présents en Alsace, le catholicisme et le protestantisme, sont également visibles dans la presse alsacienne. Nous pourrions penser que, face au nazisme, les catholiques auraient plus tendance à appuyer la France alors que les protestants y verraient une façon de se réaffirmer. Or, nous ne croyons pas que leur pensée soit aussi monolithique. La France républicaine défend un laïcisme qui ne plait ni à l'un, ni à l'autre. Peut-être que l'apparente tolérance des nazis envers la religion, tel que démontré par le Concordat de 1933, a influencé le jugement du nazisme chez les Alsaciens catholiques? Et cette vision, favorable ou pas au gouvernement allemand, a de grandes chances d'évoluer au cours des années 1930, à mesure de l'évolution du nazisme en matière religieuse.

Finalement, nous pensons qu'il est possible que les événements politiques intérieurs en France ne feront qu'accentuer le malaise de l'Alsace face à son allégeance à la République. Les difficultés du gouvernement français à établir un cabinet stable, à suivre une politique étrangère cohérente et à relancer une économie en déclin pourraient être des facteurs importants dans la compréhension du nazisme par les Alsaciens. En contrepartie, le gouvernement allemand peut sembler plus solide de par sa relance économique, sa mise au pas des individus jugés problématiques pour la société et de sa politique étrangère ne tolérant aucun compromis. Néanmoins, il est également probable que la disparition du républicanisme allemand et la violence faite aux Juifs et aux opposants politiques du Reich aient un effet négatif sur la vision que portent les journaux alsaciens francophones sur l'Allemagne. L'espace que chaque quotidien laisse dans ses pages aux événements nationaux ainsi que les critiques formulées à l'égard de la France ou de l'Allemagne sont des pistes à suivre pour bien saisir l'ensemble de la problématique.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 46.

Importance du sujet

La montée du nazisme n'est certes pas un sujet qui a été oublié par l'historiographie de l'Allemagne contemporaine. Au contraire, il suscite chaque année de nouvelles recherches, sur des thèmes très variés. Les plans sociaux, politiques, économiques et culturels ont été traités en long et en large par la communauté historique. Mais cet événement continue de marquer les esprits de par son ampleur et de par ses répercussions sur la suite de l'histoire européenne. Ainsi, notre point de vue confère une originalité particulière au sujet de notre mémoire. La presse alsacienne apporte une nouvelle vision de la montée du nazisme qui diffère des études de d'autres journaux étrangers. L'Alsace a une singularité dans ses relations avec la France et l'Allemagne qu'aucune autre région ne peut avoir.

De plus, notre étude vient éclaircir une partie de l'historiographie de l'Alsace. En effet, comme nous l'avons vu, les années d'entre-deux-guerres sont plus ou moins bien traitées par les historiens. Si l'essor de l'autonomisme a été un sujet très étudié, il en est tout autrement pour les années 1930 qui ont été laissées à l'abandon. Les années 1920 sont principalement marquées par un décalage entre Paris et Strasbourg. Lorsque les historiens en arrivent à traiter de la décennie suivante, ils ont plutôt tendance à faire entrer l'Alsace dans le giron de la France sans se préoccuper des réalités locales. Notre mémoire viendra donc combler en partie ce vide historique. Nous voulons faire ressortir le particularisme de cette région, mais surtout démontrer que la presse alsacienne est loin de présenter un point de vue homogène. Par leur silence, certains historiens laissent entendre que le débat sur l'appartenance nationale est terminé en Alsace. Or, nous pensons justement que l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933 réveille à nouveau cette discussion dans la population alsacienne, et ce, de façon très vive. C'est ce que notre analyse tentera de démontrer.

Méthodologie et sources

Ce mémoire se consacrera donc à l'étude de plusieurs journaux alsaciens francophones. Pour les analyser, notre méthode consistera d'abord à faire une enquête. Nous voulons cibler certains événements politiques d'envergure en Allemagne entre 1933 et 1939 pour voir

comment ils sont traités dans la presse alsacienne. Il peut s'agir de faits incontournables comme l'avènement de Hitler au pouvoir ou l'annonce des lois de Nuremberg, tout comme il peut être question de faits moins politiques comme le passage à tabac d'un groupe de revendicateurs socialistes par exemple. Il est surtout question de cibler des dates précises afin de pouvoir les repérer dans les journaux par la suite. Dans un premier temps, il faut analyser la compréhension de l'événement par les quotidiens. Quels mots utilisent-ils pour décrire les acteurs? Ont-ils un parti pris? Nous porterons davantage d'attention aux éditoriaux ou aux articles signés par les journalistes vedettes des journaux ciblés puisque ce sont ces chroniques qui indiquent le mieux l'opinion des quotidiens. Dans un deuxième temps, nous regarderons la façon avec laquelle ces contemporains traitent l'événement en faisant une comparaison entre les différents journaux sélectionnés. Les éditeurs accordent-ils beaucoup d'importance à un phénomène ou pas? Rapportent-ils tous les faits ou seulement une partie? Des erreurs événementielles sont-elles visibles? Le contraste entre les points de vue viendra nous orienter sur la compréhension que chacun a de la montée du nazisme, mais aussi sur leur sentiment d'appartenance à la France ou à l'Allemagne. Comme cette étude sera faite sur le long terme, il faudra aussi comparer les changements d'opinion entre le début de notre période et la fin, soit jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Nous avons sélectionné certains journaux alsaciens francophones en voulant présenter plusieurs points de vue différents. Chacun est rattaché à un courant idéologique ou à une religion particulière. Nous étudierons d'abord le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, édité à Strasbourg. Il s'agit du journal qui possède le plus grand tirage dans la région, soit 150 000 exemplaires, le journal ayant une édition dans toutes les grandes villes d'Alsace. Il a une orientation politique plutôt centriste⁴¹ de laquelle est évacuée volontairement toute connotation religieuse. Leur journaliste vedette, Jean Knittel, est reconnu pour sa compréhension très juste de l'Allemagne nazie et des retombés possibles de sa politique sur l'Alsace et la France. De par la diffusion du journal à grande échelle et de la clairvoyance des réflexions de M. Knittel, ce quotidien prendra une grande place dans notre analyse.

⁴¹ Claude Béllanger *et als.* *Histoire générale de la presse française, tome III : de 1871 à 1940*, Paris, Presses universitaires de France, 1972, p. 604.

En deuxième lieu, l'Union populaire républicaine (UPR), qui se veut un parti de centre droit, propose un périodique francophone, *Le nouvelliste d'Alsace*, représentant l'aile nationaliste du parti. Ce journal hebdomadaire est publié à Colmar le samedi et reflète de nettes tendances catholiques, voire régionalistes par moment. Son complément publié le dimanche, *La croix du dimanche*, embrasse la même orientation.

Pour donner un portrait contrastant de ce tableau, nous avons également choisi d'étudier deux journaux qui ne sont pas alsaciens, mais qui s'en rapprochent de par leur situation géographique. Il y a donc *Le Lorrain : écho de Metz et d'Alsace-Lorraine*, quotidien de Metz qui se veut catholique et d'orientation de droite avec quelque 20 000 exemplaires de tirage en 1939.⁴² Un des journalistes que nous verrons davantage est l'abbé Charles Ritz, également directeur politique du journal jusqu'à sa mort en 1939.⁴³ *L'éclair de l'Est*, édité à Nancy, viendra compléter notre tableau avec son point de vue républicain et libéral. Ce journal a pour directeur d'abord Paul Sordoillet jusqu'en 1934, puis Émile Meyer et est rattaché à la Presse régionale catholique. Son rayonnement s'étend en Meurthe-et-Moselle, dans les Vosges, en Meurthe et en Moselle⁴⁴ avec près de 30 000 exemplaires de tirage.⁴⁵

Finalement, afin de voir si l'Alsace a réellement un point de vue particulier sur l'Allemagne de par son passé partagé entre celle-ci et la France, nous analyserons également un journal français dont le rayonnement est national, soit *Le Figaro*. Ce quotidien de centre droit est la propriété du parfumeur François Coty jusqu'en 1934. Après sa mort, il est repris en main par sa femme qui détient la majorité des actions de l'entreprise. Les années 1933-1934 sont difficiles pour le journal puisque Coty tente de séduire un nouveau lectorat avec des textes au ton démagogique, mais il en vient à se mettre à dos son lectorat traditionnel, c'est-à-dire la bourgeoisie lettrée.⁴⁶ À la fin de 1934, le tirage du *Figaro* s'élève à 30 000 exemplaires. Lucien Romier est alors nommé directeur politique du journal et réussit à redresser la barre. D'année en année, le tirage augmente, passant à 50 000 en 1936 et à 80 600 en 1939.⁴⁷

⁴² *Ibid.*, p. 605.

⁴³ *Ibid.*, p. 614.

⁴⁴ André Demaison. *La voix de la France. La presse de province au XX siècle*, Paris, Hachette, 1932, p. 177-178.

⁴⁵ Bèllanger, *op.cit.*, p. 605.

⁴⁶ Emmanuel Derieux et Jean C. Texier. *La presse quotidienne française*, Paris, A. Collin, 1974, p. 56.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 66.

Quotidien connu pour ses penchants anticomuniste, antisémite et profasciste⁴⁸, *Le Figaro* possède une équipe de journalistes chevronnés au cours des années 1930 ainsi que des correspondants un peu partout en Europe. Pierre Brisson est directeur littéraire, Lucien Romier s'occupe des analyses politiques et économiques et Wladimir d'Ormesson réagit à la politique internationale.⁴⁹

⁴⁸ Christophe Charle. *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, Collection Univers historique, 2004, p. 295.

⁴⁹ Richard Brunois. *Le Figaro face aux problèmes de la presse quotidienne*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, p. 22.

1933-1935: PREMIÈRES RÉACTIONS FACE AU NAZISME

Avant d'analyser chacun des journaux que nous avons ciblés pour la période de 1933 à 1935, il est important de faire une mise au point sur les événements allemands. À l'aube de 1933, la situation politique en Allemagne est chaotique. La république de Weimar agonise et les intrigues parlementaires n'améliorent en rien la situation économique du pays. Les élections de janvier viennent marquer un tournant par rapport aux années précédentes. Le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) réussit à faire nommer son chef, Adolf Hitler, au poste de chancelier. Cette mainmise sur le poste clé de l'État donne à Hitler l'élan pour continuer de renforcer son pouvoir. Ainsi, jusqu'en 1935, il met au pas la société allemande et arrive bientôt à contrôler presque toute l'Allemagne. Ses choix à ce sujet sont dictés par la reconstruction économique et militaire du pays. S'ils sont peu nombreux dans le cabinet ministériel, les nationaux-socialistes ont quand même réussi à obtenir deux postes clés pour la suite de choses; Frick est nommé ministre de l'Intérieur et Goering ministre de l'Intérieur de Prusse. Selon François-Georges Dreyfus, cela donne donc au NSDAP le contrôle des trois cinquièmes de l'Allemagne.⁵⁰ Si les presses alsacienne et lorraine craignaient déjà l'impact des propos de l'agitateur Adolf Hitler, son arrivée au pouvoir inquiète davantage encore.

Alors que son mandat de chancelier commence à peine, Hitler décide de dissoudre le Reichstag pour obtenir plus de sièges dans une seconde élection et avoir les pleins pouvoirs par la suite. Les nouvelles élections du 5 mars donnent raison au chef national-socialiste. Le NSDAP obtient 44% des voix seulement, mais le KPD perd énormément de votes. N'ayant pas la majorité, Hitler doit continuer son alliance avec la droite conservatrice.⁵¹ Quelques journaux alsaciens ne saisissent pas immédiatement les répercussions qu'allait avoir cette nouvelle mainmise des nazis sur le reste de l'Allemagne. Peu à peu, les villes et les Länder tombent sous le contrôle des nazis. Le 24 mars, la démocratie allemande est mise en veilleuse puisque le Reichstag vote en faveur d'une motion qui donne les pleins pouvoirs à Hitler. Entre les élections et cette date fatidique, le chef du NSDAP a réussi à convaincre le Zentrum de ses bonnes intentions envers le christianisme. Il a surtout rassuré ses adversaires sur le combat qu'il compte mener à l'encontre

⁵⁰ François-Georges Dreyfus, *Le IIIe Reich*, Paris, Librairie générale française, 1998, p. 111.

⁵¹ *Ibid.*, p. 114.

du communisme. Dans le discours qu'il fait le jour même devant le Reichstag, Hitler expose son plan d'action en matière de politique intérieure et extérieure qui peut se résumer en trois points: unification des Länder sur une politique commune, lutte contre le communisme et discussions avec les autres puissances européennes en matière de désarmement.

En mai 1933, l'emprise de Hitler sur la politique allemande se fait sentir également dans d'autres sphères, notamment l'éducation des jeunes générations. Peu à peu, les idées racistes du parti nazi sont écoutées et son opposition au communisme soutenue par beaucoup de jeunes universitaires. Le 10 mai, on brûle, face à l'opéra de Berlin ainsi que dans plusieurs villes de l'Allemagne, des œuvres littéraires dites non allemandes, c'est-à-dire des livres écrits par des juifs ou des communistes et certains ouvrages dénigrant la nation allemande.

Le dernier coup d'éclat de Hitler pour l'année 1933 est clairement à double sens. Il annonce brusquement que l'Allemagne se retire de la conférence de désarmement ainsi que de la Société des Nations. Par ce geste, il démontre qu'il a maintenant le contrôle absolu sur l'Allemagne et qu'il peut lui imposer ses choix en matière de politique étrangère, mais aussi qu'il est prêt à attaquer de front les clauses du traité de Versailles. « L'audace de Hitler avait flatté la fierté nationale du peuple allemand. Il avait d'ailleurs besoin d'un succès à l'extérieur. Des considérations de politique intérieure n'avaient pas été étrangères à sa décision. Le grand enthousiasme de ses adhérents durant les premiers mois de pouvoir s'étant un peu atténué... ».⁵² Le chef du NSDAP se révélera par la suite maître dans l'art d'utiliser un mélange de promesses et de menaces pour manœuvrer en politique étrangère.

Après un an comme chancelier, il ne manque que quelques éléments à Hitler pour avoir le pouvoir absolu. Certains problèmes restent à régler avant de commencer à penser à étendre l'Allemagne hors de ses frontières: la présence de personnes nuisibles pour le régime au sein même des proches de Hitler, le président Hindenburg qui, malgré son âge avancé, continue d'être à la tête du Reich et la mise en place d'un réarmement massif. Le chancelier jouera de beaucoup de finesse pour arriver à ses fins en ce qui concerne les troupes SA qui sont de plus en plus gênantes. Röhm et ses combattants embarrassent la Reichswehr de par leurs propos et leurs actes incontrôlés. Avec la « nuit des longs couteaux » du 30 juin 1934, Hitler ne met pas simplement fin à une alliance embarrassante, il place également sa confiance dans les dirigeants de la

⁵² Charles Bloch. *Le IIIe Reich et le monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986, p. 113.

Reichswehr, comme von Blomberg et von Reichenau, mais aussi des conservateurs qui ne sont pas nazis, comme Beck et von Frisch.⁵³ Le soir du 30 juin, Hitler se rend personnellement à Bad Wiesse pour arrêter Röhm pendant que les SS et la Reichswehr s'occupent des autres chefs SA, de différents ennemis politiques et de traîtres potentiels. Le lendemain, le chancelier dira qu'il a agi ainsi pour prévenir un complot contre le gouvernement ainsi que pour chasser les éléments qui n'étaient pas dignes d'être Allemands.⁵⁴ Ce qui vient achever la consolidation du pouvoir du chancelier allemand est la mort du président Hindenburg au début du mois d'août 1934. Dorénavant, Hitler est le seul aux commandes puisqu'il cumule les titres de chancelier et de président.

L'année 1935 commence en force pour l'Allemagne avec le référendum en Sarre. Depuis la signature du traité de Versailles, la Sarre est un territoire géré par la SDN dans lequel la France avait un droit sur les mines de charbon. Pendant quinze ans, le territoire a été détaché de l'Allemagne et c'est en janvier 1935 que la population doit se prononcer par référendum. Trois choix s'offrent aux Sarrois; un retour à l'Allemagne, un rattachement à la France ou le maintien du statu quo. Hitler utilise beaucoup la question de la Sarre en disant que c'est le dernier rempart qui sépare l'amitié franco-allemande. Résultat de ces quinze ans de séparation: un retour sans équivoque à l'Allemagne, que le chancelier allemand qualifiera comme la réparation d'une injustice.⁵⁵

Finalement, le dernier facteur qui entrave les projets de Hitler concernant l'agrandissement de l'espace vital allemand est la faiblesse de l'armée. Même si le réarmement allemand a commencé vers 1932-1933, ce n'est qu'à partir de 1936-1937 que près de 13% du PIB allemand y sera consacré.⁵⁶ Depuis que l'Allemagne a quitté la conférence de désarmement en 1933, la presse alsacienne s'attend quand même à ce que Hitler appelait « le rétablissement de l'égalité des droits ». D'ailleurs, beaucoup de rumeurs circulent à l'effet que le Reich aurait déjà une armée de terre entraînée et une aviation de guerre, mais rien n'a été confirmé par l'Allemagne.⁵⁷

⁵³ Dreyfus, *op.cit.*, p. 158.

⁵⁴ Le lendemain, la propagande allemande dans les journaux accusera Röhm et plusieurs hauts dirigeants de la SA d'avoir des penchants homosexuels. « The implication was clear: Germans should not feel any pity for the death of such traitors and "sexual deviants" ». Voir Klaus P. Fischer *Nazi Germany: a new history*, New York, Continuum, 1995, p. 292.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 408.

⁵⁶ Dreyfus, *op.cit.*, p. 204.

⁵⁷ Bloch, *op.cit.*, p. 136.

Les traités signés après la Première Guerre mondiale prévoyaient le désarmement de tous les pays européens, à commencer par l'Allemagne. En 1935, Hitler atteste que seuls les Allemands ont respecté leurs engagements. Comme les autres nations sont toujours armées, le Reich se donne le droit de se remilitariser au même niveau que ses voisins. La raison finale qui pousse l'Allemagne à dévoiler son réarmement publiquement vient du fait que la France a annoncé qu'elle augmentait son service militaire obligatoire à deux ans. Le 16 mars 1935, Hitler informe l'Europe de la mise en place d'un service militaire obligatoire de deux ans en Allemagne.

Regards inquiets de la presse

Les premières années au pouvoir du parti national-socialiste en Allemagne sont particulièrement importantes dans l'analyse de la compréhension des journaux alsaciens et lorrains que nous avons ciblés pour ce mémoire. Ont-ils bien saisi les visées d'Adolf Hitler? Ont-ils compris tout ce que ses choix initiaux impliquaient, autant pour l'Allemagne que pour la France? Le regard que portent les journaux alsaciens sur leur voisin influence-t-il leur vision du gouvernement français pendant cette période? La presse nationale française perçoit-elle le même phénomène que la presse alsacienne?

La presse de centre et de centre droit

Les journaux de centre et de centre droit, représentés respectivement dans ce mémoire par *Les dernières nouvelles de Strasbourg* et *Le Lorrain* au niveau régional, ne sont pas du tout favorables à l'avènement du chef du NSDAP au pouvoir en Allemagne. Ils voient en Hitler un raciste, mais leurs critiques s'adressent surtout aux Allemands directement. Même si les journaux ne saisissent pas encore l'ampleur des changements qui s'opèrent dans le pays voisin par l'élection de Hitler, ils reprochent aux Allemands leurs choix électoraux et leur façon de penser la politique dans cette période troublée. Le 31 janvier 1933, à la une des *Dernières nouvelles de Strasbourg*, Jean Knittel⁵⁸ s'interroge sur la direction que prend l'Allemagne. Il dit que le cabinet est formé de réactionnaires et que le tout est soutenu par l'ossature nazi. Knittel a bien saisi l'importance des postes qui ont été octroyés à Goering et Frick. Selon lui, l'évolution du Reich est inquiétante et il

⁵⁸ Jean Knittel est le journaliste vedette des *Dernières nouvelles* pendant toute la période qui nous intéresse, soit de 1933 à 1939. Il intervient régulièrement sur divers sujets, mais principalement sur des sujets politiques concernant la France ou l'Allemagne.

blâme les Allemands pour leur manque de jugement. « La réaction allemande leur confie les leviers de commande au moment précis où ce hideux mouvement barbare et brutal commençait à se désagréger ». ⁵⁹ Les termes peu élogieux choisis pour décrire le parti nazi démontrent bien l'opinion du journal.

Dans *Le Lorrain*, Charles Ritz ⁶⁰ est d'avis que la politique allemande est chaotique puisque les factions politiques autrefois ennemies deviennent subitement alliées et laissent Hitler manœuvrer à sa guise. Il atteste que toute la population allemande vit dans le chaos, car la droite s'entredéchire dans les rues plutôt qu'au Reichstag. De ce fait, il pense que les communistes finiront par prendre le pouvoir. Cette première analyse du quotidien montre sa compréhension de toute l'instabilité qui règne en Allemagne au moment de l'élection de Hitler. Même si la prédiction du *Lorrain* se révélera fausse, il n'en demeure pas moins que cette tentative démontre que le journal saisit les enjeux liés aux désordres politiques allemands.

Dans la presse nationale, *Le Figaro* est moins vindicatif que les journaux alsaciens, mais souligne tout de même que la République de Weimar et le parlementarisme sont définitivement morts en Allemagne. « Dans le domaine politique comme dans le domaine économique, c'est l'instauration de la dictature au profil des grands industriels, des hobereaux et des militaires ». ⁶¹ Là où la presse alsacienne blâme la population allemande pour ses choix électoraux et dénonce le chaos de la politique allemande, le quotidien parisien constate simplement le tableau qui se dessine à l'horizon pour l'Allemagne avec Hitler à sa tête.

Les nouvelles élections qui ont lieu le 5 mars ne font que confirmer ce que la presse alsacienne redoutait. Dès le 4 mars, Jean Knittel dans *Les dernières nouvelles de Strasbourg* affirme que les élections allemandes sont inutiles puisque les nazis ont déjà annoncé qu'ils allaient rester au pouvoir même s'ils n'avaient pas plus de 50% des voix. Cette vision des choses de Knittel donne le ton sur ses appréhensions. Le lendemain des élections, le journal annonce la victoire des nationaux-socialistes en disant que tout a fonctionné seulement grâce à la propagande et à la dictature des derniers jours puisque la gauche n'a pas pu faire de campagne électorale. La rédaction du journal est consciente que certaines villes tombent sous l'emprise des nazis, comme

⁵⁹ « Expérience fasciste dans le Reich? », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 31 janvier 1933, p. 1.

⁶⁰ L'abbé Charles Ritz est le directeur politique du *Lorrain*. Pendant la Première Guerre mondiale, il fut fait prisonnier au front et emprisonné pendant quatre ans en Allemagne.

⁶¹ « Hitler chancelier devient maître de l'Allemagne », *Le Figaro*, 31 janvier 1933, p. 1.

Hambourg. Elle rapporte que les élections municipales dans plusieurs villes importantes se terminent à l'avantage des partisans de Hitler.⁶²

Face à la victoire du NSDAP, Charles Ritz dans *Le Lorrain* adopte un ton très différent. Il dit que c'est la faute des autres partis si Hitler est arrivé au pouvoir, car ce sont eux qui ont alimenté la fibre nationaliste de la population allemande depuis plusieurs années en contestant le traité de Versailles. Par conséquent, il croit que la presque totalité des Allemands est acquise à l'idée d'une revanche. Ritz conclut en disant que la majorité de Hitler n'est pas une surprise et qu'elle est même une bonne chose dans l'optique où elle vient confirmer une réalité déjà existante. Ainsi, l'inquiétude des deux journaux se traduit par leur empressement à condamner les méthodes du parti national-socialiste et le peu d'étonnement face aux victoires successives de Hitler.

Pour sa part, Raymond Henry⁶³ dans *Le Figaro* explique que c'était à Hugenberg et von Papen d'encadrer Hitler. Dorénavant, c'est le chancelier qui dirige complètement la droite et peu lui importe d'avoir une majorité parlementaire dans la mesure où il est le maître de l'Allemagne. Ainsi, le journaliste conclut en affirmant que Hitler est prêt à « mettre le feu à tous les barils de poudre de l'Europe ».⁶⁴ Cette phrase démontre l'inquiétude du journal parisien par rapport à une possible remise en question des frontières de l'Allemagne dans un futur rapproché.

Aucun éditorial dans les trois journaux ne vient souligner l'obtention des pleins pouvoirs de ce dernier. *Les dernières nouvelles*, *Le Lorrain* et *Le Figaro* se contentent de rapporter les propos qu'a tenus le chancelier allemand au Reichstag, comme si ce fait était totalement prévisible, compte tenu des derniers développements. Or, c'est plutôt la refonte ministérielle du gouvernement français qui occupe en grande partie la une du 24 mars 1933.

L'autodafé de Berlin crée une vive réaction dans la presse alsacienne; le geste n'est pas du tout anodin aux yeux des éditeurs. Knittel est catégorique à la une des *Dernières nouvelles*. Selon lui, si l'Allemagne brûle les livres sur le pacifisme, il est normal de penser qu'elle est pour la guerre ou du moins pour sa préparation. Il est persuadé que Hitler ne se contentera pas des

⁶² « La situation intérieure en Allemagne », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 14 mars 1933, p. 2.

⁶³ Raymond Henry est un journaliste occasionnel du *Figaro*.

⁶⁴ « Les élections allemandes. Le triomphe de Hitler. Le Chancelier a la majorité absolue », *Le Figaro*, 6 mars 1933, p. 1.

frontières actuelles de l'Allemagne et ce constat est très inquiétant pour la France.⁶⁵ Pour sa part, *Le Lorrain* semble aussi très inquiet. Déjà, le 10 mai, il écrit que les nationaux-socialistes tentent de réviser, par une nouvelle politique scolaire, l'histoire allemande en condamnant le diktat du traité de Versailles.⁶⁶ Le 12 mai, il décrit des scènes d'euphorie en Allemagne alors que des étudiants brûlent des œuvres d'écrivains juifs et marxistes.⁶⁷ L'attitude du *Figaro* est à l'opposé de la réaction des journaux alsaciens. En effet, le journal parisien mentionne l'événement dans un minuscule paragraphe en page 3. Aucun commentaire ne vient étayer ce bref résumé, laissant croire que l'autodafé n'a pas de signification particulière pour la rédaction.⁶⁸

Les journaux alsaciens francophones sont vraiment partagés sur le coup de théâtre qu'a orchestré le chancelier allemand en quittant la SDN et la conférence de désarmement. Dans les *Dernières nouvelles*, Knittel est d'avis qu'il faut impérativement organiser la paix contre l'Allemagne. Pour lui, il est dorénavant clair que le désarmement européen n'aura pas lieu. Il est convaincu que les discours pacifiques de Hitler, Goering et Goebbels ne sont que de la poudre aux yeux. Le journal rapporte les propos tenus par le chancelier lors d'une entrevue. Celui-ci affirme qu'il n'a que des intentions pacifiques envers ses voisins et que s'il réarme et forme militairement les milices, ce n'est que pour une question de politique intérieure. Ce que le Reich désire c'est l'égalité des droits.

Responsable ou non, dit le chancelier, nous avons supporté les conséquences de notre défaite. Mais une nation de 65 millions d'hommes ne saurait tolérer d'être continuellement déshonorée et humiliée. Nous n'admettons pas plus longtemps cette discrimination persistante contre l'Allemagne. Tant que je vivrai, je ne signerai, en ma qualité de chef d'État, aucun acte que je ne pourrais signer en ma qualité d'homme. Ce que je signerai, je l'observerai, ce que je ne pourrai pas observer, je ne le signerai pas.⁶⁹

Sans analyser les réponses du chancelier, le journal arrive à bien faire comprendre au lecteur toute la menace et le danger qui se trouvent cachés derrière les mots pacifiques qui sont rapportés.

⁶⁵ « La pensée sur le buchée. La lutte contre l'esprit non-allemand », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 12 mai 1933, p. 1.

⁶⁶ « L'Allemagne de demain. La nouvelle politique scolaire », *Le Lorrain*, 10 mai 1933, p. 1.

⁶⁷ *Ibid.*, 12 mai 1933, p. 1-2.

⁶⁸ « Autodafé des livres non allemands », *Figaro*, 12 mai 1933, p. 3.

⁶⁹ « Dans une interview le chancelier du Reich déplore les malentendus qui existent entre son pays et l'Angleterre », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 20 octobre 1933, p. 2.

Quant au propos de Charles Ritz, dans *Le Lorrain*, il est mitigé. D'un côté, il estime que l'Allemagne a eu tort d'agir ainsi puisque la conférence de désarmement et la SDN sont deux plateformes de discussion importantes pour l'Europe. Le Reich envoie un message dangereux: ceux qui se sentent lésés par Versailles peuvent quitter les institutions internationales en guise de protestation. De plus, le plébiscite que requiert Hitler sera sûrement en sa faveur, ce qui lui laissera le champ libre pour un réarmement massif. D'un autre côté, Ritz est content que l'Allemagne dévoile enfin son vrai visage. *Le Lorrain* paraît un peu moins tendu que le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* face à cette nouvelle dans la mesure où l'Allemagne annonce maintenant ses vraies couleurs. Néanmoins, ses propos mènent à la même conclusion que ceux de son homologue de centre, c'est-à-dire que le Reich devient une menace sérieuse pour la sécurité européenne.

Pour sa part, James Donnadien⁷⁰ dans *Le Figaro* ne se fait pas rassurant du tout. Selon lui, le désistement de l'Allemagne de la SDN et de la conférence de désarmement signifie deux choses. D'abord, que le Reich va se réarmer. Ensuite, que Hitler cherche à anéantir le traité de Versailles et à rompre toutes relations avec les autres pays européens. Le journaliste est convaincu que le plébiscite organisé pour valider ce retrait n'a pour but que de rallier les Allemands à une politique de revanche. Pire encore, Donnadien mentionne déjà que si les choses continuent à se développer sur cette voie, une guerre avec l'Allemagne sera inévitable. Il soutient que Hitler n'a jamais voulu s'entendre avec les autres nations européennes à la SDN, ne faisant aucun effort et repoussant constamment ceux des États européens à son égard. Le correspondant estime que la conférence sur le désarmement ne vaut plus rien dans la mesure où il serait illogique que la France se désarme pendant que l'Allemagne reconstruit son armée à sa guise.⁷¹ La presse alsacienne et la presse nationale française se font donc unanimes sur un point et ne sont pas dupes: le retrait du Reich de la SDN et de la conférence sur le désarmement n'augure rien de bon pour la paix européenne.

La « nuit des longs couteaux » soulève encore un peu plus d'inquiétude dans la presse alsacienne de centre et de centre droit. En général, les journaux comprennent rapidement le manège de Hitler lorsqu'il fait exécuter, sans procès, les personnes qu'il accuse d'avoir voulu

⁷⁰ James Donnadien est le correspondant du journal à Genève.

⁷¹ « Le gouvernement du Reich quitte la SDN et la conférence du désarmement », *Le Figaro*, 15 octobre 1933, p. 1 à 4.

attenter à sa vie. Ce qui choque surtout les journalistes, ce sont les manières brutales de l'opération. Au départ, alors que les événements ne semblent pas très clairs pour la rédaction des *Dernières nouvelles*, Jean Knittel soulève plusieurs questions importantes sur l'identité des victimes et celle des persécuteurs. À mesure que les informations se clarifient dans les jours suivants, Knittel avance sa propre opinion. Il est d'avis que Hitler était menacé, d'abord du côté de la SA avec ses éléments d'extrême gauche, ensuite du côté de la droite réactionnaire. Au final, le chancelier est sorti vainqueur de cet affrontement puisqu'il a maintenant la Reichswehr et l'État-major comme alliés, ce qui lui laisse les mains libres. Knittel termine en disant que peu importe les motifs de Hitler, l'Allemagne reste pour lui un pays de brutalité, de trahison, de sang et de vice.⁷²

Dans *Le Lorrain*, Charles Ritz décrit très bien le choix qu'a dû faire Hitler entre la tendance extrémiste et la tendance réactionnaire. Il estime que même si cet événement était de la politique intérieure, il peut avoir un impact sur la position du Reich à l'extérieur de l'État. Finalement, Ritz ne se gêne pas pour critiquer les méthodes du gouvernement allemand. « C'est vraiment un beau monde que ces individus tarés, ces anormaux, ces suicidéurs et ces suicidés, grands hommes qui conduisaient et conduisent encore l'Allemagne vers ses destinées infinies! Vraiment une belle équipe, de beaux porteurs de culture qui veulent en imposer à l'univers ».⁷³ Par ces propos, nous comprenons que Ritz n'est pas du tout certain que cette nouvelle alliance entre le Reich et la Reichswehr soit bonne pour l'avenir. Il comprend que Hitler vient d'acquérir énormément de puissance.

À travers cet événement, les deux journaux alsaciens font preuve de beaucoup de clairvoyance pour déceler le faux du vrai dans les nouvelles qui leur parviennent de l'Allemagne. Tous les deux comprennent bien le dilemme qui était en jeu pour Hitler et chacun explique les retombées qu'aura ce choix sur les prétentions militaires du Reich dans l'avenir. *Le Figaro*, lui, éprouve des difficultés à bien saisir ce qui se passe en Allemagne. Même si le journal atteste avec justesse que Hitler réussit à se débarrasser efficacement de l'aile gauche de son parti, il révèle également qu'il n'est pas maître de la Reichswehr. Au contraire, Wladimir d'Ormesson explique que le chancelier allemand « est prisonnier de la seule force qui représente l'ordre et l'autorité ».⁷⁴ Le journaliste va même jusqu'à dire que les nazis ont pris un coup au niveau moral avec

⁷² *Ibid.*, 2 juillet 1934, p. 2.

⁷³ « De graves événements se déroulent en Allemagne », *Le Lorrain*, 1er juillet 1934, p. 1.

⁷⁴ « Les sections d'assaut de Bavière avaient fomenté un complot contre Hitler », *Le Figaro*, 1er juillet 1934, p. 1.

l'arrestation et la condamnation des SA puisqu'ils ne peuvent plus affirmer que la révolution hitlérienne s'est faite sans verser de sang. D'Ormesson termine son article en soulignant que le Reich a besoin de calme de confiance pour se remettre sur pied au niveau économique. « C'est le drame de l'Europe que depuis quinze ans nous avons constamment affaire à une Allemagne instable, incohérente, insaisissable, en proie à des crises nerveuses insensées, qui renie un jour la parole donnée la veille parce que les factions qui se suivent à son gouvernail ne cessent de se déchirer entre elles ».⁷⁵

La mort de Hindenburg le 3 août 1934 fait tomber un des derniers remparts qui séparent Hitler du pouvoir absolu. Le chancelier allemand devient également chef d'État. La presse de centre et de centre droit d'Alsace n'apprécie pas ce cumul de titres et trouve même qu'il est très imprudent de la part de Hitler d'agir ainsi. Le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* se dit préoccupé, car dorénavant l'armée allemande n'est plus nationale, mais bien hitlérienne. Cette dernière doit prêter serment de fidélité au nouveau Führer.⁷⁶ Paul Durand dans *Le Lorrain* estime que Hitler a fait un bien mauvais choix en devenant chef d'État, effaçant ainsi le rôle de la monarchie allemande. Mussolini, lui, s'est bien gardé de suivre la même voie. Durand pense que le chancelier est pressé par les événements et qu'il ne peut pas mener des élections sur cette question puisque tout vote pour un adversaire serait un échec moral. Il compare Hitler à Napoléon 1er qui, malgré ses grandes victoires, n'a pas su gagner au final. Il croit qu'il est en train de creuser sa propre tombe en accaparant autant de pouvoir.⁷⁷

En comparaison, *Le Figaro* reste impassible face à la mort d'Hindenburg et aux nouveaux pouvoirs de Hitler. Le correspondant du journal en Allemagne se contente de rapporter les faits qui s'y déroulent sans commenter la cumulation des pouvoirs du chancelier ni même le serment que la Reichswehr doit dorénavant faire à l'endroit de ce dernier. Pourtant, ces événements viennent contredire l'hypothèse du *Figaro* à l'effet que Hitler soit prisonnier des volontés de l'armée allemande.

Le dernier événement concluant l'ascension de Hitler est sa mise en place du réarmement de l'Allemagne en mars 1935. Cet acte fait suite à la décision de la France de prolonger son

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ « Le maréchal Hindenburg est mort », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 3 août 1934, p. 1.

⁷⁷ « Chancelier et président du Reich », *Le Lorrain*, 3 août 1934, p. 1.

service militaire de deux ans. La presse alsacienne ne perd pas de temps à réagir. Le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* dénonce les discours pacifiques de l'Allemagne, pays qui se réarme en secret. On dit que le Reich ne fait qu'annoncer ce dont plusieurs se doutaient déjà. Charles Ritz dans *Le Lorrain* estime que toute cette annonce n'est qu'un coup monté et qu'on attendait simplement le moment opportun en Allemagne pour révéler ce que tout le monde savait déjà. Il affirme que la France ne traversera pas le Rhin pour rétablir le respect des traités. La Grande-Bretagne ne le fera pas non plus. Ritz ajoute avec ironie que les « députés français regretteraient presque d'avoir voté pour l'allongement du service militaire français de deux ans ». ⁷⁸

Le Figaro n'est pas plus optimiste. Le journal parisien parle d'un « coup d'État international ». Il affirme que la prolongation du service militaire français n'est qu'une fausse excuse pour Hitler puisqu'elle n'augmente pas les effectifs de la France, mais ne fait que maintenir ceux-ci au même niveau pendant une année supplémentaire. « Les agissements de l'Allemagne forcent les voisins qu'elle menace à prendre des précautions. Dès que ces précautions sont prises, elle jette alors les hauts cris. C'est elle qui se déclare menacée et elle en profite alors pour armer davantage. Nous connaissons le système. De 1905 à 1914 il a empoisonné l'Europe. Voilà qu'il l'empoisonne derechef ». ⁷⁹ Ces propos laissent croire que le journal pense qu'une guerre est à nouveau probable entre la France et l'Allemagne. D'Ormesson termine en disant que Hitler n'a pas besoin de justifier ses actes avec des paroles que tous savent fausses, mais que si quelqu'un veut connaître la vérité sur l'Allemagne, il n'a qu'à lire *Mein Kampf*.

Ce dernier coup de force pour la période de 1933 à 1935 augmente de façon importante l'inquiétude de la presse de centre et de centre droit, autant en Alsace qu'à Paris. Même si le réarmement était déjà connu, l'annonce officielle de Hitler met en lumière une Allemagne sans complexes.

La presse libérale et régionaliste

Pour leur part, les presses libérale et régionaliste, représentées respectivement dans ce mémoire par *Le nouvelliste d'Alsace* et *L'éclair de l'Est*, ne sont pas non plus favorables à l'avènement de Hitler au pouvoir en Allemagne. Néanmoins, les deux journaux se distinguent par

⁷⁸ « Notre attitude face à l'Allemagne: nous raidir ou nous mettre à plat ventre », *Le Lorrain*, 17 mars 1935, p. 1.

⁷⁹ « Un coup d'État international. L'Allemagne dénonce les clauses militaires du traité de Versailles », *Le Figaro*, 17 mars 1935, p. 1.

une inquiétude moins probante par rapport au NSDAP, du moins, au tout début de l'ère hitlérienne. De plus, ces journaux ne comprennent pas toujours l'ensemble des retombées que peuvent avoir les actions de l'Allemagne par rapport à la région alsacienne, au gouvernement français ou même au système européen.

Le 30 janvier 1933, lors de l'élection de Hitler, *Le nouvelliste d'Alsace*, se dit méfiant face à ce nouveau gouvernement, même si le journal est plus optimiste suite au discours de Hitler au Reichstag le lendemain de son élection. « Le violent a fait des déclarations sages et modérées. Son intention est de ne se livrer à aucune expérience téméraire dans le domaine économique, politique, financier. Bien plus, il affirme qu'il veut vivre en bons termes avec le monde entier [...] ». ⁸⁰ *Le nouvelliste* ne commente pas la nomination des deux ministres nazis, mais semble vouloir donner la chance à Hitler de faire ses preuves avant de le juger. Néanmoins, dès la semaine suivante, le journal parle de la dissolution du Reichstag de façon beaucoup plus alarmante. Dans un article signé « S » ⁸¹, on dit que Hitler use de méthodes dictatoriales en menaçant la liberté de presse, en renvoyant les fonctionnaires suspects et en voulant anéantir le Parti communiste allemand par la terreur. L'auteur de l'article va même jusqu'à dire que la situation est peut-être tragique pour l'avenir européen. Dans l'édition du dimanche, le journal est encore plus clair: « Les nouvelles déclarations de Hitler détruisent la bonne impression qu'avaient produite les premières. Sa pensée est claire: désarmer la France et fonder la paix du monde sur la collaboration anglo-saxonne ». ⁸²

Dans *L'éclair de l'Est*, on estime que les nominations au cabinet ministériel viennent solder une phase importante de la crise intérieure en Allemagne. Le journal estime que les nationaux-socialistes ont gagné une belle victoire et que tout ce qu'ils leur manque dorénavant est une mainmise sur la politique intérieure en Prusse. On note que cela ne tardera pas puisque Goering fait partie du cabinet. Nous pouvons donc voir que *L'éclair de l'Est* est bien conscient des enjeux allemands, mais ne semble pas du tout craindre une prise de pouvoir plus importante par le NSDAP. Le lendemain, le journal rapporte les propos de M. Wallach, député de Mulhouse, qui a accordé une entrevue au journal *La liberté*. Celui-ci ne se dit pas surpris de la nomination de Hitler. Il croit qu'il y a continuité avec le gouvernement précédent, mais que dorénavant le Centre

⁸⁰ « La semaine », *Le nouvelliste d'Alsace*, 5 février 1933, p. 1.

⁸¹ Avec les éléments que nous connaissons de ce journal, il est impossible de dire avec précision qui se cache derrière la lettre « S » dans cet article.

⁸² « La semaine », *La croix du dimanche*, 19 février 1933, p. 1.

se retrouve coincé entre la droite majoritaire et la gauche. Il estime que cela pourrait être dangereux.

« Hitler voudra accomplir un geste symbolique, rehausser le prestige national. Quel sera ce geste? S'il consiste à lutter contre le communisme ou la social-démocratie, nous n'en avons cure. Mais nous devons craindre qu'il ne s'attaque aux accords signés avec la France. S'il pose la question des territoires perdus par l'Allemagne à la suite de la guerre, nos diplomates, nos représentants devront opposer à ses revendications les raisons profondes qui les ont fait insérer dans les différents traités de paix [...] ». ⁸³

Ces propos rapportés par le journal éclairent bien la pensée de la rédaction au sujet de la nomination de Hitler. Malgré une assez bonne impression du gouvernement allemand, nous pouvons sentir une inquiétude face à l'avenir.

Les élections du 5 mars sont une surprise pour la presse régionaliste. Le journaliste se faisant appeler « S » dans *Le nouvelliste d'Alsace* se dit stupéfait des résultats de l'élection. Il est étonné de voir que les Allemands sont fatigués à ce point du parlementarisme et du républicanisme. Il trouve les résultats encore plus étonnants, car toute la campagne électorale et l'incendie du Reichstag ont été mis en scène par les nazis à des fins de propagande. Il semble se demander pourquoi la population allemande n'est pas capable de voir clair dans le jeu de Hitler alors que lui-même arrive à le faire. ⁸⁴ Le 25 mars, le journal écrit que l'attitude agressive du chancelier, elle, n'est pas étonnante puisque le NSDAP est intimement lié à l'industrie lourde allemande et à la Reichswehr. On estime que les rumeurs de guerre ne sont pas fondées sur du vent. ⁸⁵ Cette dernière réflexion démontre que le journal craint de plus en plus l'Allemagne nazie.

L'éclair de l'Est, pour sa part, affirme que l'Allemagne ressemble à un État totalitaire, tellement il y a de soldats dans les rues la journée du scrutin. Du 12 au 14 mars, le journal rapporte la prise du pouvoir par les nazis dans plusieurs grandes villes allemandes, notamment en Bavière, dans le Wurtemberg et en Prusse. Il souligne également l'épuration des éléments socialistes ou israélites de l'administration allemande. Paul Sordoillet écrit qu'il n'y a pas d'actes de rébellion contre les nazis en Allemagne et que les gens leur obéissent avec humilité et

⁸³ « Les réflexions de M. Wallach député de Mulhouse par l'avènement de Hitler au pouvoir », *L'éclair de l'Est*, 2 février 1933, p.2.

⁸⁴ « Et maintenant... à l'œuvre! », *Le nouvelliste d'Alsace*, 11 mars 1933, p. 1.

⁸⁵ *Ibid.*, 25 mars 1933, p. 1.

servilité.⁸⁶ Cette affirmation n'est pas complètement fautive dans la mesure où la résistance aux nazis s'organise davantage à l'extérieur des frontières de l'Allemagne par des communistes, des socialistes et des juifs allemands en exil. Autrement, il était trop dangereux, en Allemagne même, de s'opposer au régime.⁸⁷ Dans ce cas-ci, il est évident que *L'éclair de l'Est* comprend beaucoup mieux que *Le nouvelliste d'Alsace* la situation allemande dans son ensemble après les élections du 5 mars.

À propos de l'autodafé de Berlin, *Le nouvelliste* ne l'évoque pas du tout. Le journal s'inquiète simplement d'une situation internationale tendue et s'interroge sur les motivations de l'Allemagne puisque von Papen aurait démenti les intentions pacifiques du gouvernement dans un discours. *L'éclair de l'Est* tient plus ou moins les mêmes propos que *Le Lorrain*, à savoir que de jeunes Allemands ont brûlé des livres d'auteurs juifs et marxistes dans une grande euphorie, et ce, dans plusieurs villes d'Allemagne.⁸⁸ Les commentaires de la presse régionaliste et libérale sur l'autodafé de Berlin sont beaucoup moins étoffés que ceux de la presse de centre et de centre droit. Nous ne sentons pas le même niveau d'inquiétude que dans celle-ci.

Lorsque l'Allemagne quitte la conférence de désarmement et la SDN, les réactions de la presse régionaliste et de la presse libérale sont très contrastées. *Le nouvelliste*, pour sa part, ne se démonte pas face à cette nouvelle. Pour lui, l'important c'est de continuer les travaux à la commission et à la SDN dans le but de montrer à l'Allemagne qu'elle a eu tort de se prononcer contre ces organisations internationales.⁸⁹

Paul Sordoillet dans *L'éclair de l'Est* se fait plus pessimiste face à la situation. Il est d'avis qu'il ne sert plus à rien de négocier à Genève puisque maintenant l'Allemagne s'est complètement relevée et rien, apparemment, ne l'arrêtera. « Il ne s'agit plus d'internationalisme, ni de pacifisme. Un seul but: la France forte et tranquille; un seul moyen: une armée puissante et bien pourvue ». ⁹⁰ Les réactions des deux journaux ne pourraient être plus contrastées. *Le nouvelliste d'Alsace* est le seul journal de toute la presse alsacienne francophone qui demeure optimiste. *L'éclair de l'Est* paraît plus terre-à-terre et pragmatique que le journal régionaliste. Il

⁸⁶ « Français et Allemands », *L'éclair de l'Est*, 14 mars 1933, p. 1.

⁸⁷ Dreyfus, *op.cit.*, p. 241.

⁸⁸ « Contre l'esprit non allemand », *L'éclair de l'Est*, 12 mai 1933, p. 1.

⁸⁹ « L'Allemagne a quitté Genève », *Le nouvelliste d'Alsace*, 21 octobre 1933, p. 1.

⁹⁰ « En face de l'Allemagne hitlérienne », *L'éclair de l'Est*, 15 octobre 1933, p. 1.

est le premier à suggérer un armement plus massif de la France en vue de répondre aux provocations de l'Allemagne.

La nuit des longs couteaux perturbe autant les presses régionalistes et libérales que celles de centre et de centre droit. Néanmoins, *Le nouvelliste d'Alsace* et *L'éclair de l'Est* ne semblent pas comprendre ou analyser la situation de la même façon que les deux autres journaux. *Le nouvelliste* ne saisit pas bien les événements du 30 juin. André Zwingelstein⁹¹ affirme que c'est une victoire à la Pyrrhus pour Hitler puisqu'il a perdu beaucoup, même s'il n'avait pas le choix de faire un coup d'éclat pour rétablir sa supériorité face à une population et des troupes mécontentes. Malgré le fait que le journal ait compris que la Reichswehr sort avantagée de cet événement, nous pouvons voir qu'il ne saisit pas réellement le fond des choses.⁹² En effet, le 8 juillet, il écrit que Hitler se retrouve en quelque sorte prisonnier de la Reichswehr et qu'il ne se ferait obéir que parce qu'il est chancelier.⁹³ Or, c'est plutôt l'inverse qui se produit: Hitler accentue son emprise sur l'état-major.

Finalement, *L'éclair de l'Est* rapporte les propos du journal *Le Temps* publiés le 2 juillet. Ce dernier mentionne que le plus étonnant est que Hitler soit entouré de Goering et de Goebbels, alors qu'on croyait le premier plus lié aux nazis de droite et le deuxième à ceux de gauche. *L'éclair de l'Est* conclut que Hitler suit son propre chemin et que, pour lui, il n'y a ni droite ni gauche.⁹⁴ Le journal, même s'il ne le dit pas clairement, semble comprendre le lien entre la nuit des longs couteaux et un gain de puissance pour Hitler. Encore une fois, les presses régionaliste et libérale paraissent beaucoup moins inquiètes de la tournure des événements en Allemagne. Elles ne semblent pas y voir une menace directe encore, ce qui n'est pas le cas dans la presse de centre et de centre droit.

La mort du président Hindenburg et ses conséquences sont perçues par *L'éclair de l'Est* de façon beaucoup plus dramatique que dans la presse de centre et centre droit. Le journal écrit que Hitler impose sa dictature à tous les vieux aristocrates qui n'ont maintenant plus vraiment de pouvoir. Il estime que le NSDAP a terminé sa conquête totale du pouvoir. Le point de vue de

⁹¹ André Zwingelstein est le rédacteur en chef du journal *Le nouvelliste d'Alsace*.

⁹² « À la Pyrrhus... », *Le nouvelliste d'Alsace*, 7 juillet 1934, p. 1.

⁹³ « L'actualité en Allemagne. Jours de terreur », *La croix du dimanche*, 8 juillet 1934, p. 1.

⁹⁴ « La sanglante répression du mouvement révolutionnaire », *L'éclair de l'Est*, 2 juillet 1934, p. 1.

Paul Sordoillet est très tranché. Pour lui, si Hitler a tous les pouvoirs, il a aussi toutes les responsabilités et, pour l'instant, le peuple allemand ne mange pas à sa faim, ce qui s'avère problématique.⁹⁵ Ainsi, Sordoillet semble penser que ce nouveau statut est une menace potentielle pour la politique intérieure allemande, mais également pour les voisins du Reich.

Le nouvelliste est un peu à part du reste de la presse alsacienne francophone, car il se contente de constater que la dictature hitlérienne est au sommet de l'absolutisme et que Hitler viole la constitution de Weimar en refusant qu'un nouveau président soit élu.⁹⁶ Le 12 juillet, le journal s'interroge sur la position de Hitler. Est-ce qu'il se sépare de plus en plus des nazis, tout en ayant le soutien de l'armée? Est-ce que le parti, maintenant pacifié, reçoit davantage l'appui de l'armée? À travers ces questions, nous pouvons observer que le journal, contrairement aux autres périodiques, ne saisit pas bien encore les événements de la fin du mois de juin, ni même la menace que représente une alliance entre les nazis et la Reichswehr.

Finalement, lors du réarmement de l'Allemagne en mars 1935, les presses régionaliste et libérale sont très inquiètes. Elles ne font pas confiance à Hitler qui assure que le Reich restera pacifique même s'il se réarme. *Le nouvelliste* se fait tranchant. Le journaliste Georges Kuhlmann⁹⁷ donne libre cours à sa colère en disant que, si la France a elle-même pris cette mesure, c'est parce qu'elle sait que l'Allemagne se réarme secrètement. Il prend note qu'en 1935, le Reich considère les traités comme des « chiffons de papier » quand il n'a pas intérêt à les suivre. Kuhlmann estime que l'Allemagne n'est pas menacée et que rien ne justifie cette annonce. Tout de suite, le journaliste affirme que s'il y a une autre guerre, c'est la fin de l'Europe. Il veut qu'un accord international soit signé le plus rapidement possible concernant l'armement des États.⁹⁸

Émile Meyer de *L'éclair de l'Est* exprime la même opinion sur le gouvernement allemand. Il affirme que les mises en scène théâtrales sont, pour Hitler, des façons de diriger le Reich. De par sa décision, le chancelier vient de déchirer le dernier élément de Versailles qui était encore indemne. Selon le directeur du journal, la SDN n'aurait pas dû oublier si vite le passé belliqueux de l'Allemagne. « [...] nous ne serons débarrassés de toute inquiétude que lorsque parallèlement

⁹⁵ *Ibid.*, 4 août 1934, p. 1.

⁹⁶ « Le président d'Empire, Maréchal Hindenburg qui vient de mourir à l'âge de 87 ans », *Le nouvelliste d'Alsace*, 4 août 1934, p. 1.

⁹⁷ Georges Kuhlmann est un journaliste occasionnel du *Nouvelliste d'Alsace*.

⁹⁸ « L'Allemagne réarme », *Le nouvelliste d'Alsace*, 23 mars 1935, p. 2.

aux moyens matériels de défense, on se décidera à penser aux ressorts moraux ».⁹⁹ Meyer semble encore croire au pouvoir de la SDN, mais ses craintes envers l'Allemagne nazie sont de plus en plus visibles à travers ses écrits. Ainsi, *Le nouvelliste d'Alsace* et *L'éclair de l'Est* sont les deux seuls journaux qui espèrent des réactions au niveau international pour faire reculer l'Allemagne. Ils ne s'attendent pas spécifiquement à une action du gouvernement français.

Ainsi, les presses libérale et régionaliste sont différentes des presses de centre et de centre droit. D'abord, *L'éclair de l'Est* et *Le nouvelliste d'Alsace* sont beaucoup moins inquiets de l'avènement de Hitler au pouvoir. Même si leur crainte est grandissante tout au long de la période, elle n'atteint pas les mêmes proportions que dans *Les dernières nouvelles de Strasbourg* et *Le Lorrain*. De plus, leur compréhension des actes du Führer aux événements internes et externes de l'Allemagne n'est pas aussi claire que celle du reste de la presse alsacienne.

Impact sur la France de l'avènement de Hitler au pouvoir

Au fil des premières années hitlériennes en Allemagne, les journaux alsaciens commencent à regarder leur voisin au moyen d'un miroir qui leur renvoie le reflet de leur propre gouvernement à Paris. Si la montée du nazisme aurait pu soulever un élan de patriotisme pour la France en Alsace, la situation se révèle être tout autre. Les problèmes économiques et politiques, tout comme le passé tortueux que partagent la région et Paris, minent l'opinion qu'ont les Alsaciens du gouvernement français. À travers la presse francophone alsacienne, la critique commence à se faire sentir dès la prise de pouvoir de Hitler en janvier 1933. Sans le dire jamais ouvertement, les éditeurs des journaux semblent insatisfaits des choix politiques qui s'offrent à eux. Néanmoins, les commentaires qui blâment la France pour ses choix en matière de relations internationales ne s'accompagnent que rarement de solutions. L'Alsace se contente de regarder, de commenter, mais ne propose que peu de réponses. Cela est d'autant plus visible dans la presse régionaliste ou d'orientation de droite. La presse nationale, elle, ne blâme que très peu le gouvernement français. Ses critiques s'orientent davantage vers tous les pays européens dans leur ensemble qui se contentent d'observer les changements en Allemagne sans réagir.

⁹⁹ « Les événements d'Allemagne », *L'éclair de l'Est*, 17 mars 1935, p. 1.

Élection de Hitler en janvier 1933

Le nouvelliste d'Alsace est un des premiers journaux alsaciens qui, tout en manifestant sa désapprobation face à l'Allemagne de Hitler, voit en parallèle un problème au sein du gouvernement français. Dans un article du 5 février 1933, le journal rapporte que deux grands événements ont ponctué la semaine: l'élection de Hitler en Allemagne et la crise ministérielle en France. Or, l'hebdomadaire ajoute que pendant que le pays voisin s'unit sous un chef national-socialiste, la France, elle, est en proie aux divisions.¹⁰⁰

L'éclair de l'Est va encore plus loin dans ses propos. Dans un article titré « Contre l'Allemagne unie- France unie! », le directeur du journal, Paul Sordoillet, atteste que les Allemands, eux, n'ont pas tergiversé sur des détails et se sont unis sous la droite parce qu'ils sont des patriotes. « Voilà leur mérite, voilà leur force, voilà pourquoi nous devons les admirer! ».¹⁰¹ Il estime que le parti socialiste français a tort de ne pas vouloir d'alliance avec le parti radical, même si celui-ci paraît trop bourgeois. Il est d'avis que l'heure est grave, que l'Allemagne militaire se réveille et qu'il est temps pour la France de s'unir. Sordoillet, dès l'arrivée de Hitler au pouvoir, voit déjà les problèmes que pourrait causer l'Allemagne. En tant que journal républicain libéral, *L'éclair de l'Est* se positionne clairement en faveur d'un gouvernement fort et propose, en quelque sorte, un affaiblissement du parti socialiste à la faveur du parti radical. Il est d'autant plus clair que Sordoillet n'apprécie pas de voir que les querelles politiques entre les partis français donnent une image négative de la France au niveau international.

Le 14 mars, Sordoillet revient à la charge. Cette fois, il ne critique pas la France et semble même trouver des arguments qui viendraient justifier son inaction. Il s'interroge plus particulièrement sur la nature des Allemands. Selon lui, il est évident que leurs voisins sont faux; reste à savoir s'ils le sont consciemment ou pas. C'est la seule raison, à ses yeux, qui peut expliquer l'impossibilité de s'entendre avec eux. Il ajoute que l'Allemagne est maintenant unie, qu'il n'y a plus d'opposition et que les Allemands obéissent dorénavant de façon aveugle. « Nous avons le respect du droit et des serments. Les Allemands honorent le sabre et le char d'assaut. Comment peut-on espérer concilier deux natures si contraires? ».¹⁰² Dans ce plaidoyer contre la population allemande, nous pouvons saisir que Sordoillet tente, en quelque sorte, de défendre le

¹⁰⁰ « La semaine », *Le nouvelliste d'Alsace*, 5 février 1933, p. 1.

¹⁰¹ « Contre l'Allemagne unie: France unie! », *L'éclair de l'Est*, 2 février 1933, p. 1.

¹⁰² « Français et Allemands », *L'éclair de l'Est*, 14 mars 1933, p. 1.

gouvernement français pour son inaction dans le passé. En même temps, il prône un changement d'attitude de sa part au vu des conclusions qu'il tire sur la véritable nature des gens outre-Rhin.

Les seuls événements allemands qui font réagir les journalistes du *Figaro* sur la position de la France par rapport au régime nazi sont les deux élections du début de l'année 1933. Le 31 janvier, Raymond Henry ne voit pas d'un bon œil l'élection de Hitler. Selon lui, le III^e Reich n'est pas seulement menaçant pour la France, mais pour toute l'Europe au complet. Le journaliste termine son article en disant: « le cabinet Hitler, c'est une mèche à un tonneau de poudre ». ¹⁰³ En mars, il revient à la charge avec une mise en garde pour la France. « L'Allemagne est "réveillée". Puissions-nous, tandis qu'elle étire ses griffes, ne pas nous endormir complètement ». ¹⁰⁴ Même si *Le Figaro* paraît craindre l'Allemagne nazie, le journal parisien se distingue de la presse alsacienne par son ton beaucoup moins alarmiste. Le gouvernement français n'est jamais accusé directement dans le déroulement des événements dans la politique intérieure allemande.

Seule la gauche française est critiquée dans les pages du *Figaro* au début du mois de février 1933. Le journaliste Jacques Ditte ¹⁰⁵ s'empresse de rappeler les propos du député Léon Blum qui avait prédit une défaite inévitable pour le parti national-socialiste aux élections de janvier 1933. Pour expliquer cette prédiction erronée, le journaliste ne voit que deux options: « ... ou M. Blum est le dernier des imbéciles ou c'est un misérable qui, cherchant à désarmer la France, la trompe consciemment et volontairement sur l'état d'esprit du peuple allemand, comme pour faire le jeu de la revanche prussienne. Il est impossible de sortir de ce dilemme. Et nous devons à la vérité d'ajouter que les amis de M. Blum assurent que ce n'est pas un imbécile ». ¹⁰⁶ Cette attaque directe contre le député socialiste en dit long sur l'opinion du *Figaro* à l'égard de la gauche française, mais contrairement à la presse alsacienne, elle n'implique pas tout le gouvernement français dans cette critique.

L'Allemagne quitte la SDN et la conférence de désarmement

Le deuxième coup dur pour le gouvernement français dans la presse alsacienne est lors du retrait de l'Allemagne de la SDN. Charles Ritz du *Lorrain* est plutôt mitigé sur le résultat des actions de Hitler, mais il estime que la France doit rapidement avoir une politique étrangère

¹⁰³ « Hitler chancelier devient maître de l'Allemagne », *Le Figaro*, 31 janvier 1933, p. 1.

¹⁰⁴ « Les élections allemandes. Le triomphe de Hitler. Le Chancelier à la majorité absolue », *Figaro*, 6 mars 1933, p. 1.

¹⁰⁵ Jacques Ditte est un collaborateur occasionnel du *Figaro*.

¹⁰⁶ « Le prophète Léon Blum ou la fin d'Hitler », *Le Figaro*, 2 février 1933, p. 1.

active et se trouver des alliés parmi les pays de la Petite Entente et auprès de la Pologne. Ritz prône donc l'action plutôt que la passivité.¹⁰⁷ Dans *L'éclair de l'Est*, Paul Sordoillet, lui, ne mâche pas ses mots.

Maintenant, Paris, Londres, Washington, voyez et comprenez! Vous avez tout fait pour capter les faveurs germaniques. Vous vous êtes trainés aux pieds de tous ses gouvernements, les uns après les autres. Vous vous êtes persuadés, malgré l'in vraisemblance, que vous amèneriez à une politique de raison et de paix la nation de proie qui, depuis toujours, a ensanglanté l'Europe.¹⁰⁸

Selon lui, l'échec de la SDN est dû à la politique apathique du gouvernement de cartel. Il ne demande qu'une seule chose: un gouvernement fort et stable. De tous les directeurs des journaux alsaciens que nous avons étudiés, il est le premier à suggérer un réarmement massif de la France en guise de solution.

À cet égard, *Le Figaro* désire également une réaction proactive de la République. James Donnadien critique indirectement un ancien gouvernement français. « De là, pour la France, un double avantage si elle ne se confie plus aux aveugles qui se font guides. Après avoir été trop longtemps à la remorque dans les nuages, qu'elle profite de l'occasion pour reconquérir sa liberté et sortir du rêve pour rentrer dans le réalité ». ¹⁰⁹ Le journaliste voit l'acte de Hitler comme une mise en garde pour la France qui doit maintenant reprendre ses esprits et retrouver ses alliés que Donnadien qualifie de « naturels », incluant l'Allemagne elle-même. Il se dit heureux si, au final, cette alarme réussit à unir les Français. Implicitement, nous pouvons comprendre que les fréquents changements de gouvernements à Paris irritent *Le Figaro*. Néanmoins, il ajoute que la responsabilité de freiner l'Allemagne n'incombe pas seulement à la France, mais à tous les pays européens.

Si nos voisins nous sentent hésitants, s'ils comprennent que l'Angleterre n'est pas disposée à prendre avec nous des sanctions, ils nous attaqueront bientôt. Si, au contraire, les puissances, soucieuses de maintenir la paix, font savoir à l'Allemagne qu'elles procéderont éventuellement - après investigations - non seulement à des sanctions économiques, mais à la réoccupation d'une partie du territoire allemand, Hitler abandonnera sa politique d'intimidation et laissera le monde en repos.¹¹⁰

¹⁰⁷ « Un nouveau coup de théâtre du Reich. L'Allemagne quitte la SDN et la Conférence de Désarmement », *Le Lorrain*, 15 octobre 1933, p. 1.

¹⁰⁸ « En face de l'Allemagne hitlérienne », *L'éclair de l'Est*, 15 octobre 1933, p. 1.

¹⁰⁹ « Le gouvernement du Reich quitte la SDN et la conférence de désarmement », *Le Figaro*, 15 octobre 1933, p. 1.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 4.

Contrairement aux journaux alsaciens qui critiquent le gouvernement français sans proposer de solution, *Le Figaro* est le premier des journaux étudiés à suggérer une intervention militaire de la France en Allemagne.

Les dernières nouvelles de Strasbourg semble être le seul journal qui défende un tant soit peu les actes du gouvernement français. Lorsque l'Allemagne quitte la SDN, Jean Knittel rappelle que Hitler vient de détruire vingt mois de travail à Genève. Il ne croit pas du tout aux promesses de paix du chancelier allemand. Surtout, il mentionne clairement que rien ne peut être reproché à la France qui, elle, « a un gouvernement de gauche et pacifiste ». ¹¹¹ Ainsi, en analysant les actes de l'Allemagne, Knittel voit le reflet d'une France juste, honnête et qui respecte ses engagements. *Les dernières nouvelles de Strasbourg* est le seul journal étudié qui est de centre et qui ne condamne jamais le gouvernement français pendant la période de 1933 à 1935 sur sa politique étrangère avec le Reich. Même si le quotidien est conscient de la menace que représente l'Allemagne hitlérienne, il semble comprendre aussi l'inaction de la France, ou du moins sont incapacité à réagir convenablement dans les circonstances politiques et économiques.

Le référendum en Sarre

L'événement qui semble donner lieu à la plus grande vague d'hostilité envers le gouvernement français dans toute la presse alsacienne est la récupération de la Sarre par l'Allemagne. *Les dernières nouvelles de Strasbourg* demeure le journal le moins alarmiste quant aux futures relations entre la France et l'Allemagne, et surtout le moins critique face au gouvernement français sur cette question. Jean Knittel affirme que la clause du traité de Versailles qui sépare la Sarre de l'Allemagne n'a jamais été populaire en Alsace-Lorraine. Selon lui, il n'y a maintenant plus de question territoriale à régler entre la France et le Reich. Tout ce à quoi il aspire, c'est la paix. ¹¹²

Le Lorrain tient des propos très similaires. Charles Ritz en profite quand même pour mettre de l'avant que la France, elle, n'a pas de plan pour récupérer la Sarre. Il affirme que les Sarrois n'ont qu'à regarder la piètre façon dont le gouvernement français traite la question de l'éducation dans les provinces retrouvées et ils auraient un avant-goût de ce qui les attend.

La France, au lieu de rester ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être: la France victorieuse et pacifique, devenait peu à peu la vache à lait pour certains

¹¹¹ « L'Allemagne va réarmer et quitte la SDN », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 15 octobre 1933, p. 1.

¹¹² *Ibid.*, 16 janvier 1935, p. 1.

particuliers, le pays des occasions idéales pour d'autres, et devant l'Europe et surtout devant elle-même, un pays qui n'avait plus qu'une ambition au monde: se débarrasser vaille que vaille de ce dernier vestige de la victoire - avant l'Alsace-Lorraine - qui s'appelait le problème sarrois.¹¹³

Charles Ritz croit que la France s'est tirée dans le pied en ne faisant rien pour retenir la Sarre dans sa zone d'influence.

Pour sa part, Émile Meyer dans *L'éclair de l'Est* fait remarquer deux faits importants. Dans un premier temps, le journal revient sur les propos de von Papen qui aurait dit que la situation de la Sarre était une anomalie depuis quinze ans. Or, Meyer rappelle que c'était une décision de Versailles et que l'Allemagne a signé ce traité. Il dit qu'au moins la France, elle, a laissé le choix à la population, tandis que le Reich ne l'avait pas fait avec l'Alsace-Lorraine en 1871. Meyer oublie de mentionner que la France n'a pas voulu, elle aussi, faire de plébiscite pour le retour de l'Alsace et de la Lorraine en 1919. Dans un deuxième temps, il met en garde la France contre une amitié hâtive avec l'Allemagne. Il dit qu'il ne faut pas oublier l'esprit germanique puisque la Sarre n'est peut-être que le début d'un plan plus vaste concernant l'Autriche, Danzig, Malmedy, etc.

Malheureusement, un des journaux les plus intéressants sur cette question de par son orientation plus régionaliste, *Le nouvelliste d'Alsace*, n'a pas pu être consulté pour les mois de janvier et février 1935. Néanmoins, un en-tête du journal daté du 23 mars 1935 révèle l'opinion de l'hebdomadaire en ce qui concerne l'attitude que devrait avoir la France face à son voisin.

Il est temps que cessent: *la veulerie* des hommes au pouvoir, devant les éléments du désordre; *la lutte fratricide* des classes et des partis. Pendant que les Français s'entredéchirent, l'Allemagne armée, avec sa discipline et sa mystique farouche, constitue *le plus formidable potentiel de guerre entre les mains d'un chef absolu*, dont nous connaissons les haut-le-corps et les colères...
*Si nous voulons la paix, soyons unis, pour être forts!*¹¹⁴

Encore une fois, il est question d'inquiétude, mais surtout de riposte, même si elle n'est que symbolique, de la part du gouvernement français. Cette vision des choses est très représentative de la presse alsacienne francophone à ce moment. Celle-ci craint l'Allemagne qui se relève de ses cendres, mais n'est pas prête à encourager officiellement une intervention armée. Ce qui est clair, c'est que l'Alsace est d'avis que la France est faible pour le moment et qu'il est impératif, au pire,

¹¹³ « Une majorité de 90,6% a demandé le retour à l'Allemagne », *Le Lorrain*, 16 janvier 1935, p. 1.

¹¹⁴ Les mots en italique sont en majuscule dans le texte original. « Pour sauver la paix », *Le nouvelliste d'Alsace*, 23 mars 1935, p. 1.

qu'elle fasse bonne figure au niveau international, au mieux, qu'elle pose des gestes concrets pour ralentir les choses en Allemagne.

Étonnamment, l'opinion du *Figaro* diverge complètement de celle de la presse alsacienne en général. Selon Wladimir d'Ormesson, la Sarre a fait un choix patriotique et non idéologique lors du référendum de janvier 1935. Il relève que la France a bien agi en restant loin du problème sarrois et en n'insistant pas pour y faire une propagande profrançaise. Il croit qu'il aurait été vain d'agir autrement et il se réjouit de savoir que la République a conservé toute sa dignité dans cette affaire.¹¹⁵ Le ton du *Figaro* est ainsi nettement différent des journaux alsaciens qui, eux, voient dans le résultat référendaire pro-Allemagne une problématique. Pour ces derniers, il est évident que le gouvernement français aurait dû faire un minimum d'efforts pour retrouver la Sarre alors que pour le journal parisien, la région n'était pas du tout un enjeu majeur qui requérait une quelconque démarche de la part de la France. Ces deux visions opposées marquent bien la distance culturelle qui sépare *Le Figaro* des journaux alsaciens.

La question des minorités allemandes

Dans la presse alsacienne francophone, la question de la violence faite aux minorités en Allemagne se limite à trois groupes principaux: les juifs, les catholiques et la gauche allemande. Quelques groupes comme les protestants, les Témoins de Jéhovah et les associations franc-maçonniques sont également présents, mais leur couverture médiatique est plus marginalisée dans les journaux consultés.

Les lois contre les juifs vues par la presse catholique

Ce qui distingue les journaux catholiques que nous avons étudiés, soit *Le nouvelliste d'Alsace* et *Le Lorrain*, du reste de la presse alsacienne, c'est la couverture que chacun accorde aux événements concernant les catholiques et les juifs. La presse religieuse n'hésite pas à mettre l'accent sur les exactions qui sont commises contre les catholiques. Même si les autres journaux analysés traitent aussi de ce problème, la couverture n'est pas quotidienne comme elle l'est dans la presse catholique. En comparaison, la question juive, elle, n'est que très peu abordée, voire complètement absente des pages du *Nouvelliste d'Alsace*. *Le Lorrain* fait meilleure figure à ce

¹¹⁵ « La Sarre s'est prononcée pour le retour au Reich », *Le Figaro*, 15 janvier 1933, p. 1.

niveau. En comparaison de la presse alsacienne, *Le Figaro* élabore rarement sur les exactions commises à l'égard des juifs en Allemagne. Les faits sont rapportés souvent sans analyse approfondie et, même si le journal se défend d'être antisémite, son approche froide de la situation n'encourage pas ses lecteurs à croire à ce plaidoyer. Au final, même si *Le Figaro* n'est pas un journal catholique, il traite la question juive allemande de façon similaire à la presse alsacienne chrétienne, c'est-à-dire avec beaucoup de parcimonie.

Le premier acte d'envergure du Reich contre les juifs se passe le 1er avril 1933, lors d'un boycott des magasins organisé par le NSDAP. *Les dernières nouvelles de Strasbourg* et *L'éclair de l'Est* rapportent les faits de la journée, c'est-à-dire la dissuasion que font les chemises brunes auprès des passants pour qu'ils évitent les commerces juifs et le congé forcé décrété par le parti national-socialiste pour tous les instituteurs juifs. *Le Lorrain* pour sa part, traite la nouvelle de façon similaire à *L'éclair de l'Est*. Il rapporte que le NSDAP approuve le boycott et qu'il désire retirer les juifs des domaines de la magistrature et du fonctionnariat.¹¹⁶ Absolument aucun mot n'est écrit dans *Le nouvelliste d'Alsace* sur toute la question. Le boycott allemand des magasins juifs n'est pas du tout traité, ni même mentionné.

Le Figaro publie un court article en page 3 expliquant ce qui se déroule en Allemagne, mais ce qui retient surtout notre attention, c'est la une où le directeur du journal, François Coty fait écho à une lettre d'un lecteur lui demandant s'il est antisémite. Coty répond franchement. Pour lui, il n'est pas question de laisser entrer les juifs d'Allemagne en France, non pas parce qu'ils sont juifs, mais parce qu'ils sont Allemands. « Les Juifs d'Allemagne ne peuvent pas se présenter chez nous en disant qu'ils ne sont pas des Allemands mais des Juifs parce qu'une telle prétention se retournerait logiquement contre les Juifs de France qui entendent bien être des Français. Si les Juifs de France sont des Français, les Juifs d'Allemagne sont des Allemands ».¹¹⁷ Coty fait bien comprendre à ses lecteurs qu'un juif ne peut être à la fois juif et d'une nationalité distincte. Il est soit l'un, soit l'autre, mais les deux sont incompatibles. Même si le directeur du *Figaro* explique son point de vue de façon pragmatique, il n'en demeure pas moins que sa vision ne correspond pas à la réalité des événements dans la mesure où le régime hitlérien, lui, ne fait pas de distinction entre un juif allemand et un juif français.

¹¹⁶ « La liberté dans le 3e Reich. Aujourd'hui commence le boycottage officiel des Juifs », *Le Lorrain*, 1er avril 1933, p. 1.

¹¹⁷ « En face d'une invasion allemande », *Le Figaro*, 2 avril 1933, p. 1.

Quelques jours plus tard, le 7 avril 1933, une nouvelle loi est promulguée et donne raison au *Lorrain*. Les juifs sont définitivement expulsés de la fonction publique allemande. Le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* rapporte que les Israélites n'ont plus le droit d'exercer des professions libérales dans plusieurs villes d'Allemagne et un visa est maintenant obligatoire pour toute personne de confession juive désirant partir pour l'étranger. Le quotidien atteste que beaucoup d'Allemands ignorent qu'ils ont du sang juif jusqu'à ce qu'ils reçoivent un avis leur interdisant de pratiquer leur métier. De plus, il mentionne que de nouvelles lois sont en préparation: l'interdiction aux juifs d'exercer dans la fonction publique et l'interdiction de mariage entre Allemands et Israélites.¹¹⁸ Par ces propos, nous pouvons voir que le journal de centre comprend l'idée générale derrière les intentions allemandes, c'est-à-dire la stigmatisation des juifs.

Le Lorrain et *L'éclair de l'Est* publient des articles similaires sur le sujet. Ils expliquent que seuls les Aryens garderont leur emploi dans la fonction publique, excluant toute personne ayant au moins un grand-parent juif. Ceux qui ne répondent pas aux nouvelles exigences sont congédiés ou mis à la retraite.¹¹⁹ *Le nouvelliste d'Alsace*, pour sa part, se contente de rapporter la nouvelle dans un tout petit paragraphe en page deux de son édition du dimanche en disant simplement que de « nouveaux décrets évincent de l'administration tous les fonctionnaires israélites et ceux qui ne souscriront pas à la politique hitlérienne ». ¹²⁰ *Le Figaro* n'est guère plus étoffé. Le journal mentionne rapidement que l'antisémitisme allemand va s'étendre aux banques, mais aucun mot n'est écrit sur la fonction publique.

La proclamation des lois de Nuremberg en septembre 1935 concrétise la volonté du Reich de restreindre la présence juive dans la vie sociale des Allemands. Par ces lois, le NSDAP prétend purifier le sang du peuple. Chaque journal alsacien ainsi que le *Figaro* rapportent fidèlement les mesures qui ont été annoncées au congrès annuel du NSDAP à Nuremberg, soit l'adoption du drapeau nazi comme drapeau national, l'abolition de l'égalité des droits qui existait

¹¹⁸ « Sous un calme apparent la tension persiste », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 8 avril 1933, p. 2.

¹¹⁹ « Ça continue. Le 3e Reich s'organise par des décrets et des assassinats », *Le Lorrain*, 9 avril 1933, p. 2; *L'éclair de l'Est*, 9 avril 1933, p. 1.

¹²⁰ « La semaine », *La croix du dimanche*, 16 avril 1933, p. 2.

entre les Allemands et les juifs faisant de ces derniers des « sujets » et la mise en place de lois interdisant le mariage et le concubinage entre les Israélites et les Allemands.¹²¹

Charles Ritz, directeur du *Lorrain*, va même jusqu'à titrer son article « Rigolade? Sérieux? Démence? » tellement le congrès du parti national-socialiste et ses aboutissements lui semblent invraisemblables.¹²² Pour sa part, *Le nouvelliste* résume la nouvelle à sa manière dans un petit paragraphe de la une du 21 septembre. « Le nouveau drapeau allemand est rouge, comme celui des Soviets. Il ne s'en distingue que par l'emblème, la croix gammée au lieu de la faucille et du marteau. Faut-il en conclure au même despotisme inhumain, au même régime de terreur? ». ¹²³ Rien n'est dit sur les lois concernant les juifs allemands ni sur leur nouveau statut au sein du Reich. Ainsi, *Le nouvelliste d'Alsace* évoque très peu le problème des Israélites en Allemagne. Il est difficile d'attribuer ce silence à autre chose qu'à un choix éditorial volontaire puisque le journal publie des articles détaillés sur les actions qui vont à l'encontre des catholiques allemands à chaque semaine.

Le Figaro, lui, traite la nouvelle de façon relativement détaillée en comparaison des journaux catholiques alsaciens. Néanmoins, ce qui surprend, c'est le ton de la chronique du journaliste Wladimir d'Ormesson. « [...] quand le monde apprendra que "désormais tout rapport sexuel hors mariage" est interdit entre juifs et Allemands sous peine d'emprisonnement et qu'aucun juif n'a le droit d'engager une domestique allemande "âgée de moins de 45 ans", il ne se scandalisera pas... il sourira! Que les Allemands sont curieux! Même dans leurs plus farouches emportements, ils ne peuvent s'empêcher de verser dans le comique ». ¹²⁴ L'attitude presque désinvolte du *Figaro* fait contraste avec le ton scandalisé du *Lorrain* par exemple.

Si la question juive est traitée de façon partielle dans la presse catholique alsacienne, c'est tout le contraire en ce qui concerne les exactions qui sont commises contre le clergé catholique et l'Église en général. Le Concordat signé entre le Reich et le Vatican en juillet 1933 est le parfait exemple de ce constat. Alors que *Les dernières nouvelles*, *Le Lorrain*, *L'éclair de l'Est* et *Le Figaro* ne rapportent l'événement que dans un petit paragraphe, *Le nouvelliste* publie plusieurs

¹²¹ Dreyfus, *op.cit.*, p. 184-185.

¹²² « À Nuremberg, après une revue des forces du parti, M. Hitler fait intégrer 3 lois nouvelles dans la Constitution », *Le Lorrain*, 16 septembre 1935, p. 1.

¹²³ « Le Reichstag vient de proclamer seul drapeau national: le drapeau hitlérien », *Le nouvelliste d'Alsace*, 21 septembre 1935, p. 1.

¹²⁴ « Adolf Hitler prononce devant le Reichstag une brève harangue », *Le Figaro*, 16 septembre 1935, p. 1.

colonnes sur le sujet. L'hebdomadaire se dit heureux de cette signature puisqu'elle signifie que la Kulturkampf ne sera pas dommageable aux catholiques allemands.¹²⁵

Ce qui retient davantage l'attention de tous les journaux, c'est l'annonce de l'obligation, pour les Allemands atteints de maladies mentales ou d'infirmités, de se faire stériliser. Cet événement survient à peine quelques jours après la signature du Concordat entre Berlin et Rome. La presse alsacienne en général est d'avis que ce nouveau décret a été mis en vigueur après que le Concordat a été paraphé par les deux États afin de ne pas nuire aux négociations de celui-ci. Nous avons pu voir que les journaux qui ne s'identifiaient pas à la religion catholique de façon plus prononcée ont eu une manière bien différente de présenter la nouvelle en comparaison de la presse catholique. Le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, centriste, rapporte que le gouvernement allemand justifie ses actes du fait que les personnes souffrant de maladies mentales et d'infirmité sont très coûteuses à la société. Ainsi, le Reich croit purifier la race allemande.¹²⁶ Aucune notion religieuse n'est mentionnée dans ce plaidoyer qui se contente d'accuser l'Allemagne d'opportunisme politique dans la date de diffusion du décret. *L'éclair de l'Est*, journal à tendance libérale, ne parle pas du tout de la nouvelle loi. *Le Figaro*, lui, ne fait pas le lien moral entre la signature du Concordat et la politique de stérilisation de l'Allemagne. Le journal de centre droit mentionne simplement que le Reich veut consciemment perfectionner physiquement la qualité de la race allemande.¹²⁷

Le nouvelliste d'Alsace et *Le Lorrain*, pour leur part, écrivent tous les deux que la stérilisation obligatoire va à l'encontre de la morale catholique. *Le nouvelliste* atteste que cela est une violation du droit naturel et une atteinte à la dignité humaine. Selon la direction du journal, il n'y a que « la Providence qui peut accorder ou refuser le bonheur de la vie familiale ».¹²⁸ *Le Lorrain* tient des propos similaires. Ainsi, la presse catholique alsacienne prête peu d'attention à la signature du Concordat entre le Reich et le Vatican. C'est davantage la loi sur la stérilisation obligatoire qui fait réagir. La presse comprend que l'Église catholique allemande n'est pas du tout protégée puisque le NSDAP continue de manœuvrer à sa guise en matière religieuse.

¹²⁵ *Ibid.*, 12 août 1933, p. 1.

¹²⁶ « La loi sur la stérilisation a été adoptée par le conseil des ministres », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 27 juillet 1933, p. 2.

¹²⁷ « Le gouvernement du Reich a promulgué hier la loi sur la stérilisation », *Le Figaro*, 27 juillet 1933, p. 3.

¹²⁸ « Après le Concordat allemand: une loi inique », *Le nouvelliste d'Alsace*, 12 août 1933, p. 1.

La répression du clergé catholique en Allemagne sera un thème récurrent dans la presse alsacienne jusqu'en 1935. Pourtant, la question des Églises protestantes allemandes n'est abordée que rarement dans les journaux francophones. *Le nouvelliste*, dans un article du 19 août 1934, évoque d'abord des persécutions du gouvernement national-socialiste à l'égard des catholiques, puis termine le tout en mentionnant, en quelques lignes seulement, que les protestants aussi vivent une répression sévère du Reich.¹²⁹ Cet exemple n'en est qu'un parmi tant d'autres, mais il illustre bien notre analyse. Les journaux catholiques alsaciens, particulièrement le *Nouvelliste d'Alsace*, courent à la défense des Allemands qui s'opposent aux mesures du gouvernement national-socialiste en matière religieuse, mais les questions juives et protestantes ne sont presque pas traitées.

Finalement, certaines nouvelles allemandes concernent d'autres mouvements religieux moins importants en nombre que les catholiques ou les protestants. En juillet et août 1935, les associations de Témoins de Jéhovah et de franc-maçonnerie doivent être dissoutes. Alors que la presse alsacienne francophone est toujours très prompte à parler des problèmes religieux en Allemagne, ces groupes plus marginaux ne font pas les manchettes. Aucun des journaux que nous avons consultés ne parle de la dissolution des Témoins de Jéhovah. En date du 14 juillet, *Le nouvelliste d'Alsace* et *Le Lorrain* parlent à nouveau de la guerre que livre le national-socialiste au catholicisme.¹³⁰ *L'éclair de l'Est*, pour sa part, revient sur l'arrestation de juifs et leur envoi en camp de concentration, mais rien n'est dit à propos des Témoins de Jéhovah.¹³¹ Pour ce qui est des associations de franc-maçonnerie, *Les dernières nouvelles de Strasbourg* est le seul journal qui aborde le sujet dans une demi-colonne.¹³² *Le Lorrain* rapporte les propos de M. Streicher, éditeur antisémite du journal *Der Stürmer*, qui prononça un discours haineux à l'endroit des juifs.¹³³ *L'éclair de l'Est*, pour sa part, écrit que le docteur Schacht, ministre de l'Économie du Reich, a prononcé un discours contre l'antisémitisme désordonné de certains politiciens qui commence à ternir l'image de l'économie allemande à l'étranger.¹³⁴

¹²⁹ *Ibid.*, 19 août 1934, p. 2.

¹³⁰ « L'Allemagne hitlérienne en guerre contre le catholicisme », *Le nouvelliste d'Alsace*, 20 juillet 1935, p. 4; *Le Lorrain*, 13 juillet 1935, p. 1.

¹³¹ « Manifestations antisémites en Allemagne », *L'éclair de l'Est*, 16 juillet 1935, p. 2.

¹³² « Choses d'Allemagne », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 18 août 1935, p. 2.

¹³³ « La campagne antisémite en Allemagne », *Le Lorrain*, 17 août 1935, p. 2.

¹³⁴ « Le docteur Schacht ministre de l'économie du Reich parle à Königsberg », *L'éclair de l'Est*, 19 août 1935, p. 3.

Ainsi, il est évident que la presse alsacienne dans son ensemble ne porte pas attention aux exactions qui sont commises à l'encontre de groupes religieux qui sont minoritaires autant en Allemagne qu'en Alsace. Dans une moindre mesure, les attaques contre les juifs sont aussi évacuées de certains journaux, principalement du *Nouvelliste d'Alsace*. Le reste de la presse alsacienne francophone relate les faits avec beaucoup plus d'exactitude. La violence faite aux Églises catholiques et protestantes est celle qui est la mieux couverte et paraît même parfois complètement disproportionnée par rapport à la couverture de la répression des autres groupes religieux. La presse alsacienne catholique semble écrire d'abord sur ce qui touche de plus près ses lecteurs, soit les Églises catholiques et protestantes. *Le Figaro*, lui, évacue presque tout sujet touchant à la religion chrétienne. Le journal parisien n'aborde qu'en surface la question des juifs en Allemagne sans tenter de comprendre jusqu'où ces politiques intérieures peuvent affecter la France dans une certaine mesure.

La couverture des exactions contre la gauche allemande

Les groupes religieux n'ont pas été les seuls visés par le parti national-socialiste pour la mise au pas de la société allemande. Toutes les personnes de gauche (socialistes, bolchevistes, marxistes, communistes et syndicalistes) ont été des cibles du gouvernement allemand.

L'incendie du Reichstag dans la nuit du 27 au 28 février 1933 représente un premier tournant dans la politique intérieure du Reich depuis la dissolution du parlement au début du mois. Les historiens ne s'entendent pas sur la question du responsable de cet acte criminel. Si certains attestent que seul le communiste Marinus van der Lubbe, accusé par les nazis à l'époque, fut l'auteur du crime, d'autres avancent l'hypothèse d'une conspiration du clan hitlérien. Quoiqu'il en soit, l'incendie du Reichstag fut utilisé par le gouvernement comme raison pour établir des mesures radicales contre les communistes.¹³⁵

Même si les faits ne sont pas clairement éclaircis par les journaux alsaciens, la plupart comprennent la causalité entre l'incendie et la répression mise en place par Hitler. *Les dernières nouvelles de Strasbourg* se demandent d'abord si cela n'est pas un attentat contre le parlementarisme ou un acte de vengeance de la part des communistes qui ont vu leurs bureaux occupés la veille par la police. Ces interrogations prennent fin dès le 1er mars lorsqu'on

¹³⁵ Fischer, *op.cit.*, p. 271-272.

comprend que Hitler utilise l'incendie pour supprimer les libertés individuelles et procéder à des arrestations de masse. Le journal est catégorique dans ses propos, « La terreur qui existait de fait en Allemagne, existe maintenant de droit ». ¹³⁶ Dans *Le nouvelliste d'Alsace*, le dénommé « S » signe un article dans lequel il s'inquiète de la tournure des événements en Allemagne. L'incendie du Reichstag ne tient qu'une petite partie de l'article dans lequel l'auteur s'interroge sur la nécessité des révolutions sanglantes lorsqu'un pays amorce un changement historique. *Le Lorrain* et *L'éclair de l'Est* rapportent la nouvelle de façon similaire. Ils voient l'incendie comme étant peut-être un attentat terroriste. La journée même de l'événement, *Le Lorrain* n'en fait pas grand cas. Selon la rédaction, depuis que le gouvernement est dirigé par Hitler, le Reichstag n'est plus tellement utile de toute façon. Les deux journaux s'accordent pour dire que l'accusé a agi ainsi dans le but de faire éclater une guerre civile en Allemagne. On rapporte surtout les mesures extraordinaires en spécifiant qu'elles s'appliquent principalement contre les communistes et les socialistes. *L'éclair de l'Est* ajoute que, dorénavant, toute la population allemande est d'accord pour chasser les communistes.

Rapidement, les arrestations s'enchaînent. Quelques jours seulement après l'incendie, le chef du Parti communiste allemand, Ernst Thälmann est appréhendé ainsi que plusieurs politiciens, des chefs de syndicats, des avocats et des écrivains. ¹³⁷ C'est ce que rapporte sur plusieurs pages *Les dernières nouvelles de Strasbourg*. *Le nouvelliste* parle de 200 personnes qui ont été arrêtées par la police pour être interrogées. ¹³⁸ *Le Lorrain* va même jusqu'à prédire qu'il n'y aura plus de socialistes ni de communistes dans le prochain Reichstag. ¹³⁹ Étonnamment, seul *L'éclair de l'Est*, journal libéral, reste muet sur la situation problématique de la gauche allemande. Sans qu'elle ait à se prononcer clairement comme étant anti gauchiste, nous pouvons déduire que la direction du journal n'est pas favorable au marxisme.

Dans *Le Figaro*, autant l'incendie du Reichstag que la répression de la gauche allemande ne sont que très peu traités. Les nouvelles sont rapportées succinctement, sans que les journalistes vedettes du quotidien parisien n'écrivent sur le sujet.

¹³⁶ « Vers la dictature! », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 1er mars 1933, p. 1.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ « La situation en Allemagne », *La croix du dimanche*, 5 mars 1933, p. 1.

¹³⁹ « En Allemagne, la répression contre les partis de gauche continue », *Le Lorrain*, 3 mars 1933, p. 1.

La dissolution des syndicats le 2 mai 1933 ne soulève pas beaucoup d'indignation dans la presse alsacienne, ni dans *Le Figaro* d'ailleurs. Dorénavant, les syndicats allemands sont interdits et c'est un organe du parti qui représente les travailleurs, le Deutsche Arbeitfront (le Front allemand du travail). Klaus P. Fischer est catégorique dans son analyse: la nouvelle association est davantage au service de l'État qu'au service des travailleurs.¹⁴⁰ *Le Lorrain* et *L'éclair de l'Est* ne font que rapporter les faits et les propos du gouvernement allemand, à savoir qu'il est de sa responsabilité de protéger les travailleurs ainsi que de combattre la menace que représente le marxisme.¹⁴¹ *Le nouvelliste d'Alsace*, pour sa part, ne mentionne pas du tout l'événement dans ses pages. Le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* est celui qui en parle le plus. Jean Knittel affirme que Hitler a maté l'ennemi intérieur en commençant par les communistes, puis les juifs et maintenant ce sont les syndicalistes. Le journaliste est persuadé que lorsque cette répression sera terminée et que le parti national-socialiste contrôlera toutes les sphères de la politique allemande, l'Allemagne va se retourner vers ses ennemis extérieurs. Knittel se révèle être ici très clairvoyant puisqu'il s'agit plus ou moins des plans de Hitler: contrôler l'intérieur avant de se soucier de l'extérieur du pays.

Le 14 juillet 1933, le parti national-socialiste devient le seul parti ayant le droit d'exercer le pouvoir. La loi interdit les anciens partis politiques et empêche la formation de nouveaux. L'historien Klaus P. Fischer est d'avis que les groupes socialistes et communistes allemands ont sous-estimé les nazis et surestimé leur propre destinée à gouverner un jour l'Allemagne.¹⁴² La presse alsacienne francophone, malgré cet événement majeur qui met concrètement fin à la démocratie allemande, ne réagit pas beaucoup. *Le Figaro* ne fait guère mieux avec un court paragraphe rappelant que le parti national-socialiste est désormais le parti unique en Allemagne.¹⁴³ Il n'y a que le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* qui mentionne la situation¹⁴⁴; le reste de la presse alsacienne et parisienne reste muette sur le sujet.

¹⁴⁰ Fischer, *op.cit.*, p. 280.

¹⁴¹ « À la place du plan quadriennal d'Hitler. Le 1er mai a été marqué par une action de grande envergure contre les syndicats socialistes », *Le Lorrain*, 3 mai 1933, p. 1; « Une action de grande envergure contre les syndicats socialistes », *L'éclair de l'Est*, 3 mai 1933, p. 1.

¹⁴² Fischer, *op.cit.*, p. 280.

¹⁴³ « Nouvelles lois draconiennes d'Adolf Hitler », *Le Figaro*, 15 juillet 1933, p. 5.

¹⁴⁴ « La situation intérieure en Allemagne », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 15 juillet 1933, p. 3.

Bref, en ce qui concerne la défense du communisme en Allemagne, seul le journal de centre *Les dernières nouvelles de Strasbourg* est actif. Le reste de la presse alsacienne se contente souvent d'une narration des faits. Plusieurs fois même, elle ne parle pas du tout des gestes violents posés à l'encontre de la gauche allemande. Ce phénomène n'est pas surprenant si nous réfléchissons au fait que la presse alsacienne socialiste est plutôt rare, voire même inexistante en langue française. Les journaux défendent leur idéologie et celle de leurs lecteurs. Il en va de même pour *Le Figaro* à Paris.

Les années 1933 à 1935 en Allemagne ont été une grande source d'inquiétude pour la presse alsacienne francophone. Le relèvement économique, politique et moral du III^e Reich, comme nous avons pu le voir, préoccupe toutes les sphères journalistiques en Alsace. Par son interprétation des événements allemands, la presse alsacienne est de plus en plus consciente que le gouvernement français est inactif, mais surtout faible. Les élections s'enchaînent les unes après les autres sans que rien ne change. Ce qui inquiète surtout, ce n'est pas seulement le fait que le pays voisin brise les chaînes qui l'entravent, mais surtout qu'il le fait sans que personne ne réagisse concrètement. Ces premières critiques à l'endroit du gouvernement français vont se cristalliser et se généraliser dans la période de 1936 à 1938, principalement lorsque celui-ci aura à sa tête le Front populaire. La vision du *Figaro* est quelque peu différente. Certes, le journal parisien s'inquiète de voir une Allemagne de plus en plus puissante, mais ses critiques ne sont pas dirigées contre le gouvernement français directement, comme c'est le cas dans la presse alsacienne. À plusieurs reprises, le quotidien rappelle que la France ainsi que tous les pays européens ont la responsabilité d'agir. *Le Figaro* amène des idées et des solutions, ce que ne fait pas du tout la presse alsacienne francophone.

1936-MARS 1938: LES ÉVÉNEMENTS ALLEMANDS DEVIENNENT UN ENJEU FRANCO-FRANÇAIS

Si les années de 1933 à 1935 suscitent beaucoup d'inquiétude en Alsace, la situation ne s'améliore pas durant la période suivante. La mise en place du service militaire obligatoire en Allemagne pendant l'année 1935 représente le début d'une réaction de plus en plus importante de la presse alsacienne francophone. D'abord face au Reich qui dévoile son nouveau visage suite à la mise au pas de la société et de la démocratie allemandes par le parti national-socialiste. Ensuite face au gouvernement français qui est embourbé dans les conflits internes et qui se révèle incapable de donner à la France une politique extérieure active. La situation frontalière de l'Alsace commence à peser dans les esprits des différents directeurs de la presse alsacienne. L'inquiétude que nous avons décelée pendant les premières années du gouvernement nazi laisse place à une colère de plus en plus difficile à contenir. L'Alsace ne veut plus être ce spectateur privilégié. Elle désire être entendue. L'inaction de Paris dans plusieurs crises laisse un sentiment de frustration et d'impuissance dans la région. Paradoxalement, le recours aux armes n'est pas une éventualité que les Alsaciens considèrent. Ils veulent que le gouvernement français freine l'Allemagne, mais sans combattre.

Trois grandes actions exécutées par l'Allemagne viennent ponctuer la période de 1936 à mars 1938. Chacune marque une nouvelle étape dans la prise de pouvoir de Hitler à l'extérieur des frontières allemandes. La remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936 représente le premier coup de force militaire de l'Allemagne, mais également l'élément qui vient à bout de la patience des journaux alsaciens. Le Reich justifie son action principalement par la signature d'un pacte entre la France et l'URSS, ce qui menacerait directement l'État allemand sur ses deux frontières. Hitler affirme que cet accord est une violation du traité de Locarno. En prenant la Rhénanie, il s'assure d'avoir un territoire de glacis qui le protège de la France. Le Führer dit que maintenant que cette injustice est réparée et que l'égalité des droits est complètement réalisée, l'Allemagne peut penser à un retour à la SDN. La prise de la Rhénanie est le premier exemple de l'inaction des puissances européennes, mais aussi le premier coup de poker de Hitler. Le manque de

réaction de ses adversaires lui donnera énormément de prestige en Allemagne et fera en sorte que les alliés potentiels de la France en Europe de l'Est vont se détourner d'elle.¹⁴⁵

Suite à la remilitarisation de la Rhénanie, Hitler adoptera une attitude très pacifique envers ses voisins et ce jusqu'en 1938.¹⁴⁶ Les Jeux olympiques de Berlin de 1936 sont l'occasion pour le Führer de montrer au monde que l'Allemagne a retrouvé toute sa puissance d'antan. Il n'est donc pas dans son intérêt de provoquer les autres puissances européennes quelques mois avant leur ouverture. En janvier 1937, le Reichstag donne à Hitler, dans un vote unanime, les pleins pouvoirs pour un autre quatre ans. À cette occasion, le Führer fait un discours dans lequel il dit libérer l'Allemagne de la culpabilité de la Première Guerre mondiale. Ce n'est qu'à la fin de 1937 que Hitler laissera tomber les discours de paix pour parler davantage de guerre. En septembre de cette année, il se rapproche beaucoup de l'Italie fasciste de Mussolini jusqu'à ce qu'ils deviennent alliés par le pacte anti-Komintern.¹⁴⁷

L'année de 1938 marque un tournant pour l'Allemagne nazie en ce qui a trait à ses affirmations pacifiques. Hitler veut maintenant réunir une grande Allemagne qui regrouperait toute la « race » allemande, ce qui comprend l'Autriche, les Sudètes tchécoslovaques et le couloir de Danzig en Pologne. Dès le début de 1938, il donne un ton plutôt agressif à sa politique extérieure en prenant le commandement complet de la Wehrmacht lorsque von Blomberg démissionne de son poste. Le général von Blomberg, en désaccord avec la politique du chancelier concernant le rattachement des États de l'Est avec le Reich, avait également contracté un mariage gênant pour le régime. Rien ne le retenait plus aux côtés du Führer. À partir de ce moment, Hitler a les mains libres pour agir à sa guise en politique étrangère. Absolument rien n'entrave ses actions à l'intérieur du régime.¹⁴⁸

L'Anschluss de l'Autriche n'est donc qu'une formalité pour le Reich. Le 12 février 1938, Hitler rencontre le chancelier autrichien Schuschnigg et lui lance un ultimatum qu'il s'empressera

¹⁴⁵ Dreyfus, *op.cit.*, p. 277-278.

¹⁴⁶ Marlis G. Steinert. *L'Allemagne nationale-socialiste, 1933-1945*, Paris, Éditions Richelieu, L'Univers contemporain, 1972, p. 295.

¹⁴⁷ Le Japon avait déjà signé ce pacte avec l'Allemagne en 1936. L'Italie s'ajoute à celui-ci en septembre 1937. Quelques jours plus tard, Hitler organise une rencontre avec ses généraux et leur explique qu'il désire agrandir le territoire de l'Allemagne, vital pour le développement de la race allemande. Voir Fischer, *op.cit.*, p. 412-413.

¹⁴⁸ Fischer, *op. cit.*, p. 414.

d'accepter sous la menace de voir l'Autriche se faire envahir. En mars, Schuschnigg cherche par tous les moyens à avoir l'appui des autres puissances en cas d'attaque allemande, mais ni la France, la Grande-Bretagne ou l'Italie ne répondent favorablement.¹⁴⁹ L'Anschluss est réalisé donc les 12 et 13 mars, et Seyss-Inquart est choisi comme préfet régional pour agir au nom du Reich.

Ces événements qui paraissent menaçants du point de vue de l'Alsace sont l'occasion pour la presse locale de manifester son mécontentement face au gouvernement français. À travers la période de 1936 à mars 1938, nous observons que la compréhension des visées de l'Allemagne par les journaux alsaciens donne lieu à de fortes critiques de la France.

L'opinion de la presse catholique et de centre droit

Parmi tous les journaux alsaciens francophones que nous avons analysés, les plus virulents à l'endroit du gouvernement français sont, de loin, *Le nouvelliste d'Alsace*, publié à Colmar, et *Le Lorrain*, édité à Metz.

Le nouvelliste d'Alsace

Le premier coup de force de Hitler à l'extérieur des frontières de l'Allemagne, soit la remilitarisation de la Rhénanie, suscite plusieurs réactions de la part du *Nouvelliste d'Alsace*. Le journal souhaite que la SDN prenne ses responsabilités et impose des conséquences à l'Allemagne. Il rapporte qu'Albert Sarraut, président du Conseil de l'époque et député radical-socialiste, répond négativement, et ce, de façon catégorique, aux demandes coloniales de Hitler.¹⁵⁰ André Zwingelstein, directeur du *Nouvelliste*, avoue que Hitler a très bien choisi son moment pour agir. La SDN est occupée avec le conflit entre l'Italie et l'Éthiopie, l'Italie menace de dénoncer les accords de Stresa et la France est en période électorale. De plus, l'accord franco-russe tout juste ratifié est un argument en faveur des actes de l'Allemagne. Néanmoins, Zwingelstein affirme que, même si les Alsaciens et les Français n'aiment pas leur gouvernement pour le moment, cela ne veut pas dire que le peuple n'est pas uni face au Reich menaçant. Il réitère le fait que le peuple alsacien aime la France et la soutient. La direction du journal régionaliste a donc bien compris la manœuvre du chancelier allemand qui est de diviser ses

¹⁴⁹ Bloch, *op.cit.*, p. 271-272.

¹⁵⁰ « Adolf Hitler dénonce le Traité de Locarno », *Le nouvelliste d'Alsace*, 14 mars 1936, p. 1.

adversaires et elle ne veut pas que les puissances européennes entrent dans son jeu. En ce qui concerne les causes invoquées par Hitler, le journaliste affirme que les Alsaciens, eux, n'ont jamais été en faveur du pacte franco-russe. Il n'aime pas non plus l'ambivalence de la Grande-Bretagne qui évite de dire ouvertement si elle soutiendra la France en cas d'agression non provoquée. Il estime que cette attitude rend floue la politique commune du bloc de l'ouest.¹⁵¹ Les craintes de l'hebdomadaire concernant un possible conflit entre la France et l'Allemagne sont visibles dans les propos du journal la semaine du 21 mars. On y décrit en long et en large les négociations diplomatiques qui seront réalisées en vertu des accords de principe précédemment signés entre les grandes puissances. Nous pouvons clairement voir que la guerre n'est pas du tout envisagée comme une bonne option. On met de l'avant de façon nette les pourparlers qui ont lieu à la SDN pour freiner le Reich.¹⁵²

Lors de la démission du général von Blomberg en février 1938, *Le nouvelliste d'Alsace* commence d'abord par faire part de ses idées pour d'éventuels remplaçants à la tête de la Reichswehr. Le général von Reichenau est le choix le plus plausible selon le journal puisqu'on estime qu'il accepterait mieux d'être soumis à l'autorité du général Goering.¹⁵³ Or, la semaine suivante, le journal hebdomadaire annonce avec surprise le nouveau coup de force de Hitler; le Führer prend lui-même le commandement de la Wehrmacht. *Le nouvelliste* comprend cette nomination comme étant une nouvelle, et définitive, mise au pas de l'armée allemande. Le journal estime que Hitler vient de couper la tête de son armée en éloignant les généraux monarchistes et en la soumettant complètement au parti national-socialiste. La rédaction termine en disant que c'est de cette façon brutale que fonctionne le NSDAP. Si une entité allemande commence à devenir plus grande que le parti, elle devient immédiatement une menace qu'il faut éradiquer.¹⁵⁴ *Le nouvelliste d'Alsace* n'est pas le journal qui a le mieux compris tous les événements entourant ce changement de cap dans la politique de l'Allemagne. Néanmoins, son inquiétude semble réelle quant au nouveau pouvoir que détient maintenant Hitler sur l'armée allemande.

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² « Le Conseil de la SDN a condamné le coup de force allemand », *Le nouvelliste d'Alsace*, 21 mars 1936, p. 1.

¹⁵³ « Les nazis veulent juguler l'État-major », *Le nouvelliste d'Alsace*, 5 février 1938, p. 6.

¹⁵⁴ « Un nouveau coup de force... Hitler complète la domestication de la Reichswehr », *Le nouvelliste d'Alsace*, 12 février 1938, p. 3.

L'Anschluss représente l'apogée des critiques du journal contre le gouvernement français. *Le nouvelliste d'Alsace* estime que Paris et Londres ont réagi mollement au coup de force allemand. Selon le journal, tout est de la faute de la politique du gouvernement français car, avant que le Front populaire soit au pouvoir, la France venait à la défense de l'Europe centrale. Maintenant, l'orientation prosoviétique du gouvernement a détruit le prestige de la France en Europe. « En subissant la réoccupation militaire de la Rhénanie, en acceptant, malgré les rodomontades de M. Albert Sarraut [...] que "Strasbourg reste sous le feu des canons allemands"¹⁵⁵, la France et l'Angleterre, ont donné au Reich le droit de penser qu'elles n'avaient ni le *courage*, ni la *force* de s'opposer à l'hégémonie germanique en Europe ». ¹⁵⁶ Les faibles protestations de la France et de la Grande-Bretagne face à l'Anschluss choquent le journal. La rédaction affirme même que le gouvernement de Londres a déjà accepté de fait l'annexion de l'Autriche au Reich. Même si le gouvernement allemand a assuré ne pas vouloir de la Tchécoslovaquie, le journal n'y croit pas du tout, se référant aux dernières promesses non tenues du Reich. ¹⁵⁷

Pour *Le nouvelliste d'Alsace*, l'attitude du gouvernement hitlérien entre 1936 et 1938 ne lui apparaît pas du tout encourageante pour la région. Néanmoins, le plus inquiétant à ses yeux semble demeurer l'inaction du gouvernement français et plus généralement, de l'Europe occidentale. La faute ne retombe donc pas entièrement sur Paris. Plusieurs paradoxes sont visibles dans la position du journal régionaliste. À de nombreuses reprises, il répète que le Front populaire n'est pas aimé en Alsace, mais que cela ne lui fait pas détester la France pour autant. De plus, *Le nouvelliste* réclame souvent une réaction de la part du gouvernement français, mais jamais il ne dit comment il aurait aimé que la France réagisse à tel ou tel événement. Il ne propose pas de solution non plus.

Le Lorrain

Si *Le nouvelliste d'Alsace* paraît parfois utiliser les événements allemands pour mieux critiquer le gouvernement de gauche en France, cette tendance est encore plus visible de la part

¹⁵⁵ Lors de la prise de la Rhénanie, Albert Sarraut avait prononcé un discours se voulant rassurant, attestant qu'il ne laisserait pas Strasbourg seule, à la portée de canons de l'Allemagne.

¹⁵⁶ Les propos en italique sont soulignés dans le texte original. « L'étrangement de l'Autriche », *Le nouvelliste d'Alsace*, 19 mars 1938, p. 1.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 2.

du *Lorrain*. Dès la prise de la Rhénanie, Charles Ritz fait valoir que les arguments de Hitler pour justifier son entrée dans la zone démilitarisée sont très raisonnables. Il est convaincu que c'est ce que se diront les gens de la rue en France, surtout lorsque le gouvernement français acceptera le fait accompli.¹⁵⁸ Pour lui, la faute revient à cette France faible du Front populaire. « Et voilà les conséquences d'une Paix de Versailles mal faite, voilà la politique de chien crevé qui aboutit à son but définitif, voilà la preuve que la force prime sur le droit, voilà l'aboutissement de la désunion des Français, grâce au ferment délétère du front révolutionnaire ».¹⁵⁹ Ainsi, Ritz croit que l'Allemagne fortifiera sa frontière, comme l'a fait la France en Alsace. Par ses propos durs et volontairement provocateurs, Ritz cherche à montrer son désaccord avec la politique du gouvernement français. Il pense également que l'Allemagne finira par croire qu'elle n'a pas d'opposant en France. « Et le jour où, grâce à sa ligne de défense, le Reich ne redoutera plus le passage des armées françaises, il récupérera les frères allemands de Tchéquie et d'Autriche ».¹⁶⁰ Sans désirer des affrontements directs, Ritz est conscient de ce qui se joue près de la frontière et il aimerait que le gouvernement français soit un peu plus proactif.

Le 9 mars, il affirme que la militarisation de la Rhénanie était un stratagème de Hitler pour que ce soit la France qui déclare la guerre à l'Allemagne. Plusieurs éléments le confortent dans son opinion. Selon lui, si Hitler a proposé la paix aux Français suite à ses actes, c'est parce qu'il savait pertinemment bien que la France ne pouvait pas l'accepter. Ritz affirme que le but du Führer était de provoquer la France pour qu'elle soit l'agresseur, surtout en faisant tout pour sous-entendre que la Reichswehr n'est pas prête alors que c'est tout le contraire. Au final, Ritz est persuadé qu'il n'y aura pas d'affrontements. Autrement, ils auraient dû débiter dès l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie. Il ajoute que les autres puissances qui protégeaient Locarno ne sont pas en mesure de soutenir la France. Finalement, la guerre n'est pas du tout dans les projets du Front populaire ou du Cartel des gauches. Ritz va même jusqu'à dire que le gouvernement est prêt à encaisser des humiliations répétées en faisant des concessions plutôt que d'entrer en guerre.¹⁶¹ Lorsqu'Albert Sarraut adresse un appel au peuple français quelques jours après la prise de la Rhénanie, *Le Lorrain* le qualifie de « pathétique ». Le discours déculpabilise la France des torts

¹⁵⁸ Charles Ritz prédit d'avance que le gouvernement français ne réagira pas. Il s'avèrera qu'il avait raison de parler ainsi. (« Raisonnement hitlérien », *Le Lorrain*, 8 mars 1936, p. 1.)

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ « M. Hitler veut la guerre, mais nous ne l'aurons pas », *Le Lorrain*, 9 mars 1936, p. 1.

que lui reproche Hitler et accuse l'Allemagne de se faire justice seule. Conscient d'être en période électorale, le président du Conseil appelle les Français à une union sacrée. Si ce discours paraît bien articulé pour le moment, il ne semble pas convaincre la rédaction du *Lorrain*.¹⁶²

Le 11 mars, Charles Ritz revient à la charge en affirmant que la France devrait être reconnaissante envers Hitler parce qu'il a fait réfléchir les Français, même si en sous-titre il ajoute, impatient, « Est-ce que nos gouvernants vont enfin comprendre? ». ¹⁶³ Il croit que le Führer a démontré que ce n'est pas parce que la France, elle, est pacifique que tous les autres États le sont forcément. Il estime que le gouvernement français doit agir, car le Reich trouvera toujours un prétexte pour faire ce qu'il veut. Ritz termine son article en disant que les Alsaciens-Lorrain ne veulent pas être Allemands et qu'ils ne l'ont jamais été, même pendant la période du Reichsland de 1871 à 1919. Il ajoute que la France n'a pas l'esprit revancharde et ne cherche pas à augmenter son territoire, contrairement à ce que Hitler tente de faire croire aux Allemands. Il termine son article ainsi: « Mais de grâce, que nos dirigeants s'en souviennent pour l'avenir. Un bon mur fraternel entre les Allemands et nous et, s'il faut parler, parlons par-dessus le mur ». ¹⁶⁴ Avec cette dernière pique, Charles Ritz démontre l'inquiétude qu'il ressent face à l'Allemagne hitlérienne. Ses propos sont aussi la preuve que les préjugés opposant les Allemands et les Français sont toujours tenaces, même quinze ans après la fin de la Première Guerre mondiale.

Bref, dans tous les propos du *Lorrain* dirigé par Charles Ritz, nous pouvons observer que le directeur comprend bien ce qu'implique la prise de la Rhénanie par le Reich et il est pleinement conscient que si la France ne fait rien pour l'arrêter, Hitler continuera. Néanmoins, jamais il ne mentionne clairement qu'il désire une attaque française contre cette menace. Ce qu'il semble suggérer, c'est davantage une opposition forte de tous les pays occidentaux contre l'Allemagne. Il n'en demeure pas moins que *Le Lorrain* est le journal francophone que nous avons analysé qui est le plus persistant dans ses demandes d'action. Ce qui nous laisse à penser qu'une réponse française par les armes aurait peut-être été accueillie favorablement par le journal.

En février 1938, lors de la démission de von Blomberg et de la prise en charge de la Reichswehr par Hitler, Charles Ritz affirme qu'il est difficile d'évaluer le Führer allemand parce qu'il n'arrive pas à comprendre son caractère et ce qui le motive. « On ne sait rien de l'Allemagne

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ « Merci à M. Hitler. Est-ce que nos gouvernants vont enfin comprendre? », *Le Lorrain*, 11 mars 1936, p. 1.

¹⁶⁴ *Ibid.*

[...]. On ne sait rien du budget allemand, on ne sait rien des personnes qui détiennent l'autorité, on ne sait rien du travail allemand, en particulier dans le domaine de la guerre. On voit les effets, subitement; on n'a pas connu les causes ».¹⁶⁵ Il continue en disant que tout ce qu'il connaît de l'Allemagne c'est que depuis 1933, il n'y a plus de traité de Versailles, il n'y a plus d'opposition au NSDAP et il n'y a plus de tension au sein du parti parce que le dernier mot revient toujours à Hitler. Au final, nous pouvons voir que, quoi qu'il en dise, *Le Lorrain* comprend relativement bien l'évolution de l'Allemagne. Néanmoins, c'est le seul journal alsacien francophone que nous avons analysé qui semble surpris par le changement de commandement de la Reichswehr.

L'Anschluss est l'occasion pour Charles Ritz de revenir avec un ton particulièrement tranchant dans ses critiques. Ses titres ne laissent pas de doute sur son opinion: « Pendant que M. Blum combine, les nazis sont maîtres de l'Autriche »¹⁶⁶ et « Hitler se fait acclamer, nous nous faisons moquer ».¹⁶⁷ Il condamne le gouvernement de Blum dont les seules préoccupations sont de former un gouvernement de Front populaire. « Comme si la France, qui est peut-être à la veille de la guerre, avait souci de savoir quels pitres accepteraient les exigences communistes et marcheraient avec eux dans une combinaison ministérielle sous les plis du drapeau rouge. De cela, nous autres, gens de la frontière, nous nous f... comme de notre première culotte ».¹⁶⁸

Selon lui, il faut à la France un gouvernement de salut public et un programme de redressement national. Il se dit en droit de l'exiger puisqu'il est un « annexé »¹⁶⁹ qui est resté fidèle aux valeurs françaises et qui a combattu pour la France. De plus, il ajoute que depuis leur retour à la France, cette dernière n'a jamais demandé l'avis de la région. Pire, cela fait plusieurs mois, voire des années, que le journal ne cesse de prévenir le gouvernement français de ce qui va se passer et rien n'est fait. Les propos de Ritz marquent bien la frustration que peuvent ressentir les Alsaciens face à un gouvernement inactif. C'est la première fois que le directeur du *Lorrain* met autant l'accent sur le statut plus particulier de l'Alsace et de la Lorraine en France. Ici, nous pouvons même voir une forme de régionalisme, c'est-à-dire que Ritz fait appel à son statut

¹⁶⁵ « Cinq ans de national-socialisme », *Le Lorrain*, 5 février 1938, p. 1.

¹⁶⁶ « Pendant que M. Blum combine, les nazis sont maîtres de l'Autriche », *Le Lorrain*, 12 mars 1938, p.1.

¹⁶⁷ « Hitler se fait acclamer, nous nous faisons moquer », *Le Lorrain*, 13 mars 1938, p. 1.

¹⁶⁸ *Op.cit.*, *Le Lorrain*, 12 mars 1938, p. 1.

¹⁶⁹ Par ce terme, Ritz réfère au fait qu'il a été Allemand jusqu'en 1918 et qu'il a été annexé par la suite à la France lorsque l'Alsace et la Lorraine sont redevenues des régions françaises.

d'annexé pour donner du poids à son opinion, comme si celle-ci devenait plus importante en raison de son passé personnel.

Les propos de Ritz reflètent également une lassitude, non seulement envers le Front populaire, mais aussi par rapport à l'instabilité gouvernementale qui caractérise la vie politique de la France depuis plusieurs années. « Il a fallu 24 heures à Adolf Hitler pour conquérir l'Autriche, il faudra bientôt huit jours aux malheureux parlotiers de Paris pour nous gratifier d'un ministère qui ne sera pas longtemps debout et nous enlisera davantage encore ».¹⁷⁰ La direction du *Lorrain* semble vivre très difficilement la perte du prestige français au niveau international. À l'en croire, c'est un fait qui vient toucher les cordes sensibles du patriotisme en Alsace et en Lorraine.

Ritz est de loin le directeur journalistique qui s'exprime avec le plus d'émotion, de contrariété et de colère. Même s'il comprend très bien les événements allemands pour ce qu'ils ont comme impact en France et en Alsace, il les traite de façon à souligner son désaccord avec Paris. Par exemple, en janvier 1937, il rapporte un discours de Hitler au Reichstag alors qu'il précise clairement que celui-ci n'apporte rien de nouveau à sa politique. Dans ce cas, pourquoi parler des propos du Führer à la une sur cinq colonnes? Peut-être Ritz faisait-il preuve de zèle journalistique ce jour-là. Toujours est-il qu'il réussit à lancer des piques à l'endroit du gouvernement de Front populaire, qui vient de coter en faveur de la semaine de 40 heures, alors que le Führer louange le travail des ouvriers allemands et prône l'autosuffisance du pays en ce qui a trait aux ressources naturelles. Le directeur du *Lorrain* estime que le moment est très mal choisi pour perdre 12 millions d'heures de travail par jour.¹⁷¹ Cet exemple banal reflète bien toute l'énergie dont fait preuve *Le Lorrain* pour tenter de discréditer le gouvernement de gauche.

Ainsi, *Le nouvelliste d'Alsace* et *Le Lorrain* sont les deux journaux les plus à droite dont nous avons fait l'analyse. Sans surprise, ils sont aussi les plus virulents à l'égard du Front populaire. Encore en avril 1938, les deux journaux rapportent les résultats du plébiscite autrichien qui vient valider l'Anschluss par 99% de voix favorables avec un ton exaspéré et pessimiste. *Le nouvelliste d'Alsace* affirme ironiquement que si on avait demandé 112% des voix en faveur de

¹⁷⁰ *Op.cit.*, *Le Lorrain*, 13 mars 1938, p. 1.

¹⁷¹ « Un discours de 2h au Reichstag », *Le Lorrain*, 31 janvier 1937, p. 1.

l'Anschluss, le Reich se serait arrangé pour les avoir.¹⁷² *Le Lorrain* le qualifie simplement de « farce ».¹⁷³

Là où les deux journaux surprennent surtout, c'est lorsqu'ils expriment leur fibre régionaliste. Pendant toute la période de 1936 à 1938, l'écart idéologique entre Paris et Strasbourg semble insurmontable. Cette incompréhension atteint son apogée lorsque Léon Blum signe le décret du 10 octobre 1936 rendant officielles deux lois votées ultérieurement. Le décret oblige les enfants des départements de l'Alsace et de la Lorraine à fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 15 ans pour les garçons et 14 ans pour les filles. Deux choses choquent particulièrement les deux régions. D'abord, l'âge minimum requis pour quitter l'école dans tous les autres départements français est de 14 ans. Cette loi d'exception est très mal accueillie simplement parce qu'elle différencie les Alsaciens et les Lorrains du reste des Français.¹⁷⁴ Ensuite, cette obligation de continuer l'école pour un an empêche les jeunes gens d'entrer sur le marché du travail plus tôt. Les détracteurs de la loi, dont l'abbé Charles Ritz, directeur du *Lorrain*, soutiennent que cette année supplémentaire incommode particulièrement les familles les plus pauvres, celles vivant surtout en milieu rural.¹⁷⁵ Ils croient également que les postes d'apprentis de la région pourraient être pris par des jeunes provenant de d'autres régions qui, eux, peuvent quitter l'école plus tôt.¹⁷⁶ *Le Lorrain* et *Le nouvelliste d'Alsace* réclament que ce décret s'applique non seulement à l'Alsace et à la Lorraine, mais également à toutes les régions de la France.

Le débat, purement pédagogique, prend une autre tournure lorsque Léon Blum aborde la question de l'enseignement religieux qui est toujours permis en Alsace et en Lorraine, mais pas dans le reste de la France. Dans une lettre adressée au chanoine Muller, sénateur du Bas-Rhin, le président du Conseil écrit que deux choix s'offrent aux Alsaciens et aux Lorrains. La première option, qui est également l'opinion du gouvernement, est le maintien du statut scolaire actuel avec le bilinguisme, l'enseignement religieux et une scolarité prolongée d'un an. La deuxième étant la mise en application du même système scolaire que dans le reste de la France.¹⁷⁷ Blum sous-entend ici une éducation entièrement laïque, mais qui se terminerait à l'âge de 14 ans. Dans cette

¹⁷² « Le Reich grand-allemand a voté », *Le nouvelliste d'Alsace*, 16 avril 1938, p. 6.

¹⁷³ « La farce du plébiscite grand-allemand. 99% des inscrits ont répondu par "oui" », *Le Lorrain*, 11 avril 1938, p. 1.

¹⁷⁴ Antoine Lestra, *Le conflit religieux et scolaire en Alsace et en Lorraine (1936-1937)*, Fédération nationale catholique, Paris, 1939, p. 13.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 18.

¹⁷⁶ *Le Lorrain*, 30 octobre 1936, p. 1.

¹⁷⁷ Lestra, *op.cit.*, p. 34.

lettre, le président du Conseil engage le combat à un tout autre niveau. Si les Alsaciens avaient réagi fortement lorsqu'il n'était question que d'une prolongation de la scolarité exclusive aux provinces retrouvées, ils sont encore plus mobilisés à s'opposer au gouvernement lorsque ses propos sont rapportés dans *Le Lorrain*.

Parents alsaciens et lorrains, leur dit aujourd'hui M. Blum, si vous voulez garder pour vos garçons l'école confessionnelle héritée de la France dont vous fûtes séparés en 1871, ils devront fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 15 ans pour rattraper le temps "perdu" à apprendre le catéchisme [...]. Mais si vous voulez que vos garçons, comme ceux de l'autre côté de l'ancienne frontière, quittent l'école à l'âge de 14 ans, vous devrez tous accepter l'école laïque [...].¹⁷⁸

Voilà le débat que lance Léon Blum à partir de 1937. Ce conflit entre Paris et Strasbourg à propos de la scolarité et de la religion dans les écoles alsaciennes et lorraines reflète la frustration des deux régions par rapport au gouvernement de Front populaire. La presse régionaliste et de droite, habituellement plus critique envers Blum, le sera encore plus à cause de ce différend. Bref, il y a plusieurs causes externes qui expliquent l'impopularité du Front populaire en Alsace, notamment l'inaction du gouvernement français à l'égard d'une Allemagne de plus en plus menaçante pour la région. Néanmoins, il est important de souligner que des causes internes en France sont inhérentes à ce sentiment dans la région frontalière. Les questions de la religion et de l'éducation sont deux domaines qui restent sensibles en Alsace même après la disparition du mouvement autonomiste de la fin des années 1920. Ce n'est qu'à la fin de juin 1937 que le débat se résorbera puisque le gouvernement du Front populaire tombe et Camille Chautemps devient le nouveau Président du Conseil. En quelques mois, la crise prend fin, mais ce duel entre Paris et les provinces retrouvées laisse des cicatrices. Les journaux catholiques et de centre droit continuent pendant quelque temps d'accuser le Front populaire pour ses échecs passés.

L'Allemagne tenue responsable de ses actes

Les journaux de tendance libérale et de centre, respectivement *L'éclair de l'Est* et *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, sont plus nuancés dans leurs propos au sujet du gouvernement français. Même s'ils rapportent les événements allemands avec inquiétude, leurs reproches vont directement contre le Reich ou même contre l'Angleterre et pas forcément contre le

¹⁷⁸ *Le Lorrain*, 3 février 1937, p. 1.

gouvernement français uniquement. L'élément régionaliste que nous avons perçu dans le ton du *Nouvelliste d'Alsace* et du *Lorrain* n'est absolument pas présent pour ces deux journaux.

L'éclair de l'Est

Dans *L'éclair de l'Est*, la prise de la Rhénanie suscite exactement les émotions contraires qui étaient véhiculées dans les deux journaux de centre droit. Le journal libéral, lui, rapporte que dans les derniers mois la France a tenté de contacter le Reich sans succès pour parler de paix et de réconciliation. Il est dit que, devant les actes de l'Allemagne en zone démilitarisée, le gouvernement français a demandé si cela était la réponse allemande aux demandes de réconciliation et on lui a répondu par l'affirmatif. « Ainsi l'œuvre de réconciliation devait prendre pour base la dénonciation unilatérale d'un traité librement conclu et le fait accompli que constitue l'entrée de détachements allemands dans la zone démilitarisée du Rhin ».¹⁷⁹ Le journal, par ces lignes, semble croire que l'Allemagne ne sera plus jamais digne de confiance et qu'il ne sert donc à rien de négocier avec elle. Surtout, il lui impute l'entière responsabilité de l'échec des négociations. *L'éclair de l'Est* décrit les décisions prises par Paris pour répondre à cette action armée: occupation des fortifications à l'est, réunion du Cabinet français avec son homologue britannique, avertissement donné à la SDN.¹⁸⁰ À aucun moment le journal n'accuse le gouvernement français d'inaction. Au contraire, les propos de *L'éclair de l'Est* donnent l'impression que Paris est très concerné et agit dans le but de trouver une solution conjointement avec la Grande-Bretagne.

Même s'il est de centre droit, le point de vue du *Figaro* se rapproche davantage de la ligne de pensée de *L'éclair de l'Est*. La décision unilatérale de l'Allemagne choque de par sa non-volonté de parlementer. D'Ormesson condamne Hitler sur ce choix. « Pour lui, négocier c'est asséner des coups de poing. Pour lui, s'entendre à l'amiable, c'est dicter ses volontés. Pour lui, inspirer confiance, c'est traiter les pactes comme des chiffons de papiers ».¹⁸¹ *Le Figaro* estime que si l'Allemagne avait vraiment voulu négocier, elle aurait trouvé une France ouverte au dialogue. D'Ormesson termine en mettant l'accent sur le fait que les Français ne sont pas

¹⁷⁹ « Le coup de théâtre hitlérien. Les troupes allemandes ont occupé hier la zone rhénane démilitarisée », *L'éclair de l'Est*, 8 mars 1936, p. 1.

¹⁸⁰ *Ibid.*, 8 mars 1936, p. 2.

¹⁸¹ « Dénonciation unilatérale du traité de Locarno par l'Allemagne », *Le Figaro*, 8 mars 1936, p. 1.

intimidés par les actes de leur voisin. Ainsi, le gouvernement de Léon Blum n'est pas du tout blâmé par le journal parisien. Au contraire, tous les torts sont donnés à l'Allemagne.

La concertation entre Paris et Londres revient à nouveau dans les propos de *L'éclair de l'Est* lors du changement de commandement de la Wehrmacht et la prise de l'Autriche par l'Allemagne. Le journal se contente de rapporter les faits, souvent de façon très détaillée, mais jamais il n'accuse quiconque des agissements de Hitler. Le seul qui est critiqué est le Führer allemand. À plusieurs reprises, le quotidien dénonce la situation en Allemagne où tous les pouvoirs sont cumulés dans les mains du parti national-socialiste.¹⁸² L'esprit républicain libéral du journal est clairement visible dans cet argument. Il est vrai que le républicanisme est mort depuis longtemps en Allemagne, mais *L'éclair de l'Est* ne semble pas s'être habitué à la dictature allemande. D'autre part, certains événements à caractère économique sont abondamment traités par le quotidien de Nancy alors que les autres journaux alsaciens et lorrains leur portent moins d'attention. C'est le cas en ce qui concerne les différentes grèves qui ont lieu en France en décembre 1937 et qui apparaissent à la une presque chaque jour pendant ce mois. D'une certaine façon, ce choix journalistique pourrait refléter une animosité du journal envers le Front populaire. Or, nous croyons que la situation de *L'éclair de l'Est* est bien différente des journaux de centre droit dans la mesure où il ne se sert pas des événements allemands pour critiquer le gouvernement français. Il s'oppose plutôt aux réformes économiques internes que le Front populaire tente de mettre en place en France.

À nouveau, *Le Figaro* se rapproche de la position de *L'éclair de l'Est* en ce qui concerne la prise de l'Autriche par l'Allemagne nazie. Le journal ne blâme pas du tout le gouvernement français et se contente de faire le point sur la situation politique de l'Europe après ce coup de force hitlérien. Lucien Romier écrit que dorénavant la Tchécoslovaquie est presque complètement entourée par les frontières allemandes. Le journaliste estime que si l'Allemagne réussit à agir à sa guise, c'est parce qu'elle n'a pas de contreponds politique en Europe; l'Italie est dispersée, la France est divisée, l'Angleterre tirillée et la Russie minée. Néanmoins, il croit que le Reich finira par faire face à ce qu'il appelle des « contreponds sentimentaux », c'est-à-dire des rébellions en Allemagne ou dans les régions annexées.¹⁸³ Encore une fois, l'inaction de la France

¹⁸² « Que se passe-t-il en Allemagne? », *L'éclair de l'Est*, 5 février 1938, p. 2.

¹⁸³ « Ce qui est changé », *Le Figaro*, 15 mars 1938, p. 1.

n'est pas du tout mentionnée. *Le Figaro* ne cherche pas à connaître les causes des succès allemands comme c'est le cas dans les autres journaux alsaciens. Il tente plutôt de comprendre les prochains mouvements que pourrait faire le gouvernement du Reich et d'analyser comment l'Europe doit se préparer à agir.

Les dernières nouvelles de Strasbourg

Tout comme *L'éclair de l'Est*, le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* rapporte en détail la prise de la Rhénanie par les troupes allemandes. À nouveau, le quotidien de centre, sans défendre le gouvernement français, ne le rend pas responsable de cet acte. Le journal met plutôt l'accent sur le fait que le traité de Locarno a été violé et que la France a saisi la SDN à ce sujet. Le discours d'Albert Sarraut qui est rapporté dans les premières pages laisse à penser que le journal soutient les efforts du gouvernement pour condamner l'action militaire de l'Allemagne. On y affirme que la France fera triompher le « Droit sur la Force » en faisant appliquer toutes les mesures prévues par les traités.¹⁸⁴ Ces propos nous laissent croire que la rédaction des *Dernières nouvelles de Strasbourg* n'est pas du tout en faveur d'une réplique armée, mais plutôt qu'elle préconise des pourparlers entre les différents gouvernements européens impliqués dans les traités de Versailles et de Locarno ainsi qu'à la SDN. De ce fait, même si l'Allemagne paraît de plus en plus insistante pour réparer les torts du Traité de Versailles, le journal continue de privilégier les négociations pacifiques.

Lorsque von Blomberg démissionne de son poste de commandant en chef de la Wehrmacht, Jean Knittel émet plusieurs hypothèses sur la façon dont est géré le Reich par le parti national-socialiste. Selon le journaliste, il semble encore y avoir des dissensions dans le NSDAP entre les socialistes et les nationalistes. La retraite anticipée de von Blomberg vient prouver que ce sont ces derniers qui ont eu gain de cause dans le débat, ceux que le journaliste qualifie de plus extrémistes.¹⁸⁵ Knittel explique son raisonnement par le fait que le gouvernement et l'État allemands sont de plus en plus autarciques. Il fait remarquer que la Wehrmacht a officiellement

¹⁸⁴ « Après le coup de force du chancelier Hitler. La France est fermement décidée à défendre le Droit contre la Force », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 9 mars 1936, p. 1.

¹⁸⁵ « Le maréchal von Blomberg aurait démissionné... », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 4 février 1938, p. 1-2.

perdu le peu d'indépendance qu'il lui restait.¹⁸⁶ Le journaliste est convaincu que Hitler va tenter un grand coup par la suite.

L'entrée des troupes allemandes en Autriche ne semble donc pas une surprise pour *Les dernières nouvelles de Strasbourg*. Avec justesse, Knittel fait remarquer que le livre écrit par Hitler, *Mein Kampf* est un ouvrage très instructif. Le journaliste affirme que les États européens devraient immédiatement avertir Hitler sur leur seuil de tolérance. Autrement, il craint que l'Autriche ne soit qu'un hors-d'œuvre et que la France et la Grande-Bretagne soient les desserts.¹⁸⁷ Pour lui, il est pressant d'agir pour le freiner, mais il n'est pas encore question de prendre les armes. Le journal prend également la défense du gouvernement de Front populaire. Alors que *Le nouvelliste d'Alsace* et *Le Lorrain* accusaient Blum de tout faire pour ralentir les pourparlers au sein du Cabinet ministériel afin d'y conserver le pouvoir, la rédaction des *Dernières nouvelles* amène un point de vue complètement différent. Knittel croit plutôt que c'est l'opposition qui ne veut pas collaborer avec Blum et qui lui met des bâtons dans les roues. Tandis que le parti socialiste ne lui accorde qu'un mandat limité, le journaliste est frustré de voir la France toujours sans gouvernement pour prendre des décisions pendant que les Allemands prennent Vienne.¹⁸⁸

Ainsi, les journaux alsaciens *L'éclair de l'Est* et *Les dernières nouvelles de Strasbourg* semblent davantage préoccupés par la menace que représente l'Allemagne pour la France plutôt que par celle que représente Paris pour la région. Au contraire de l'opinion du *Nouvelliste d'Alsace* et du *Lorrain*, certains passages laissent croire que les deux journaux sont exaspérés par les changements de gouvernement trop fréquents, mais ils n'en blâment pas un plus spécifiquement qu'un autre.

Pour ce qui est du *Figaro*, son point de vue est un mélange des deux tendances observées dans les journaux alsaciens. En effet, le quotidien parisien accuse l'Allemagne pour ses actions militaires autant en Rhénanie qu'en Autriche. Le gouvernement français n'est pas remis en

¹⁸⁶ « La nouvelle révolution national-socialiste. Hitler se proclame chef suprême des armées », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 5 février 1938, p. 2.

¹⁸⁷ « L'Anschluss est réalisé. "Le Reich est le suzerain de tous les Allemands" », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 14 mars 1938, p. 1-2.

¹⁸⁸ « Sur ordre de Hitler, la Reichswehr et les SS ont envahi l'Autriche », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 13 mars 1938, p. 1.

question sur ses réactions face au IIIe Reich. La responsabilité des actes hitlériens est mise sur la passivité de l'Europe entière. Néanmoins, le cabinet de Léon Blum n'échappe pas complètement aux critiques. Il est vivement décrié, non pas pour des raisons de politique extérieure, mais pour des événements internes. Ainsi, *Le Figaro* estime que les prétentions communistes de Blum font peur aux alliés de la France en mars 1937. En parlant du mouvement de grève généralisé dans la République à cette époque, d'Ormesson écrit: « Le parti communiste prend l'offensive sous un prétexte insoutenable, et déclenche l'émeute et la grève générale... Ainsi tout devient clair. Les communistes ne veulent ni redressement économique ni apaisement français. Ils jouent la politique du pire. Voilà ce que pensent les étrangers qui regardent de loin... ».¹⁸⁹ Le journaliste est convaincu que tant que la France sera sous l'emprise des communistes, elle sera isolée et l'Europe demeurera prohitlérienne. Ainsi, *Le Figaro* fait tout de même preuve de critique envers le gouvernement de Léon Blum, mais jamais sur son inaction face aux actes de Hitler entre 1936 et mars 1938.

La question des minorités allemandes

Les événements politiques en Allemagne et en France ne sont pas les seuls à intéresser la presse alsacienne. La question de minorités allemandes inquiète beaucoup les différents journaux que nous avons analysés. Même s'ils ne sont pas nombreux pour la période de 1936 à mars 1938, les exactions du Reich touchant les chrétiens et les juifs allemands font toujours couler beaucoup d'encre en Alsace, sauf à quelques exceptions. Néanmoins, ces minorités violentées par l'Allemagne sont toujours absentes des pages du *Figaro*.

L'encyclique du pape en mars 1937 vient concrétiser ce que plusieurs savaient déjà, à savoir que l'Allemagne ne respecte pas le Concordat qu'elle a signé avec le Vatican. Comme nous l'avons vu, dès les premiers jours suivant cette ratification, les critiques contre le gouvernement national-socialiste étaient vives en Alsace. L'encyclique qui est lue dans toutes les églises chrétiennes du Reich condamne les agissements des nazis à l'endroit des croyants et des prêtres. Il y est noté également que le pape s'oppose à la théorie du sang et du sol. Le 23 mars 1937, le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* écrit que le gouvernement allemand songe à

¹⁸⁹ « L'étranger nous guette », *Le Figaro*, 22 mars 1937, p. 1.

dénoncer le Concordat alors que, selon lui, c'est ce dernier qui n'a pas respecté sa part du marché. Le journal rappelle que beaucoup de personnes en Allemagne sont envoyées en camp de concentration à cause de leur foi. L'article rapporte les propos d'une « personnalité nationale-socialiste » qui font la lumière sur les arrière-pensées du gouvernement allemand. « La fidélité à un traité [...] cesse d'être un devoir, lorsqu'elle compromet des valeurs très hautes comme le salut du peuple ou d'une race ». ¹⁹⁰ Ainsi, sans le dire explicitement, la rédaction des *Dernières nouvelles de Strasbourg* semble commencer à comprendre que plus jamais aucun traité signé avec l'Allemagne ne pourra être valide tant que celle-ci continuera de faire à sa guise. Pourtant, comme nous le verrons plus tard, tous les journaux alsaciens prôneront les négociations pacifiques avec un Reich de plus en plus affamé au niveau territorial.

Pour sa part, *Le nouvelliste d'Alsace* rapporte la nouvelle avec beaucoup de détails. Le journal est d'avis que l'Allemagne n'a pas interprété les clauses du traité comme il le faut. Le pape aurait affirmé vouloir dénoncer l'entente, mais il ne veut pas non plus laisser à eux-mêmes les centaines de catholiques incarcérés dans les prisons hitlériennes. ¹⁹¹ *Le Lorrain* explicite davantage la controverse. Charles Ritz rapporte que, voyant comment les choses se déroulent en Allemagne depuis plusieurs années, le pape s'oppose à la divinisation de l'État. Le journaliste louange également la prise de position du souverain pontife qu'il qualifie de courageuse. « Sans armée, sans canons, sans avions, uniquement fort de sa faiblesse, le Pape crie, à travers le monde, des vérités et des condamnations que n'oserait prononcer, sous peine de déclaration de guerre, aucun chef d'État ». ¹⁹² *L'éclair de l'Est* n'émet pas sa propre opinion sur les faits. Le journal de Nancy se contente de rapporter la nouvelle dans de courts paragraphes les 22 et 23 mars 1937.

Si cette réaction de l'Église catholique contre le Reich allemand est couverte par tous les journaux alsaciens et lorrains, les événements touchant les autres confessions religieuses sont, eux, moins présents. En juillet 1937, le pasteur Niemöller ainsi que plusieurs membres de l'Église confessionnelle sont arrêtés par les autorités nazies. On leur reproche leur prise de position politique contre le Reich. Le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* est le seul qui rapporte la nouvelle de façon détaillée. Il explique les différents chefs d'accusation qui pèsent sur

¹⁹⁰ « Le gouvernement allemand songe à dénoncer le Concordat », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 23 mars 1937, p. 2.

¹⁹¹ « Une Encyclique sur la situation de l'Église en Allemagne », *Le nouvelliste d'Alsace*, 27 mars 1937, p. 1.

¹⁹² « Le Pape contre la divinisation de l'État », *Le Lorrain*, 23 mars 1937, p. 1.

le pasteur: avoir fait de l'agitation contre l'État, avoir offensé des personnalités dirigeantes du Reich et du mouvement du NSDAP et avoir répandu de fausses rumeurs sur les mesures prises par le gouvernement dans le seul but de créer un désarroi dans la population.¹⁹³ Le journal est plutôt d'avis que Niemöller n'a fait que lutter en faveur de la liberté de l'Église

Le Lorrain se contente de rapporter la nouvelle de façon très sommaire dans un petit paragraphe de la une. Le journal commente simplement que « ses attaques contre la politique religieuse du troisième Reich avaient un grand retentissement ».¹⁹⁴ Pour leur part, *Le nouvelliste d'Alsace* et *L'éclair de l'Est* ne rapportent pas du tout cette arrestation. Leur compréhension de la répression religieuse allemande se limite régulièrement aux faits touchant seulement les catholiques.

Le même phénomène est visible sur d'autres arrestations pour motif religieux. Par exemple, lorsque l'Allemagne décide de dissoudre les vingt-sept organisations analogues aux loges maçonniques en août 1937, seul le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* le rapporte dans ses pages.¹⁹⁵ *Le nouvelliste d'Alsace* à ce moment n'aborde pas le sujet des loges maçonniques, mais écrit que le gouvernement allemand a de nouvelles tactiques pour intimider le clergé et les fidèles, notamment par des visites de la Gestapo dans les écoles. L'hebdomadaire raconte également que des « sœurs brunes » remplaceraient les sœurs catholiques.¹⁹⁶

Néanmoins, à la veille de Noël 1937, plusieurs journaux normalement muets concernant la répression à l'égard des chrétiens non catholiques font état de la lutte du Reich contre des pasteurs de l'Église confessionnelle. C'est notamment le cas du *Nouvelliste d'Alsace*, du *Lorrain* et de *L'éclair de l'Est*. Tous ces journaux rapportent la rumeur selon laquelle les pasteurs bénéficieraient peut-être d'une amnistie grâce à la période des fêtes religieuses qui débute. *L'éclair de l'Est* va un peu plus loin en expliquant les propos du pape qui atteste que les pasteurs allemands ne font pas de politique, mais ils parlent de la vie religieuse. Le pape est d'avis que le citoyen doit conformer sa vie civique à la loi de Dieu et que pour se faire, il n'y a que le message religieux qui soit important, pas la politique.¹⁹⁷

¹⁹³ « L'arrestation du pasteur Niemöller provoque une grande émotion parmi ses nombreux partisans », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 3 juillet 1937, p. 2.

¹⁹⁴ « En Allemagne la police secrète arrête le pasteur Niemöller de Berlin », *Le Lorrain*, 2 juillet 1937, p. 1.

¹⁹⁵ « À l'étranger. En Allemagne », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 12 août 1937, p. 2.

¹⁹⁶ « La persécution religieuse dans le IIIe Reich », *Le nouvelliste d'Alsace*, 14 août 1937, p. 1.

¹⁹⁷ « Le pape s'élève contre la persécution religieuse en Allemagne », *L'éclair de l'Est*, 25 décembre 1937, p. 2.

La compréhension de la presse alsacienne à propos de la répression religieuse en Allemagne se fait principalement à travers un seul axe. Des journaux comme *Le nouvelliste d'Alsace* et *Le Lorrain* qui sont ouvertement catholiques publient d'abord les nouvelles touchant leur lectorat. Le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, pour sa part, tente d'évacuer toute connotation religieuse de ses propos. Pour garder cette impartialité, la rédaction semble donc avoir choisi de rapporter tous les événements qui concernent la religion, peu importe s'ils sont à caractère catholique, protestant ou juif. Ainsi, nous pensons que c'est ce journal qui comprend le mieux les profonds changements qui s'opèrent dans la société allemande où le nazisme ressemble de plus en plus à un culte religieux.

En comparaison, *Le Figaro* éprouve de grandes lacunes dans la couverture des événements à caractère religieux. Rien n'est écrit sur l'arrestation du pasteur Niemöller ou sur l'interdiction pour les juifs d'avoir une profession commerciale. Aucun lien n'est établi entre la répression du christianisme ou du judaïsme et le culte du nazisme qui prend place en même temps en Allemagne. Le journal parisien ne semble simplement pas s'intéresser aux questions religieuses. Ainsi, si les événements extérieurs allemands sont bien traités et analysés en profondeur en fonction de leur impact sur l'Europe, les décisions qui ne concernent que l'intérieur du Reich, elles, ne sont pas prises en compte par *Le Figaro*.

Pour conclure, la période de 1936 à mars 1938 se révèle beaucoup plus frustrante pour la presse alsacienne francophone que la période précédente. Si elle demeure inquiète de ce qui se passe en Allemagne ainsi que des intentions du Reich, elle utilise régulièrement ce prétexte pour mieux critiquer le gouvernement français. C'est surtout le cas en ce qui concerne *Le nouvelliste d'Alsace* et *Le Lorrain*, les deux journaux les plus régionalistes et conservateurs que nous avons consultés. En raison de leur orientation politique, ils s'opposent de fait aux décisions prises par Léon Blum ou tout autre parti de gauche. Cette situation est clairement visible lorsque survient le conflit scolaire et religieux en Alsace et en Lorraine en 1936. Les autres journaux, *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, *L'éclair de l'Est* et *Le Figaro*, misent davantage sur leur côté républicain et condamnent plus facilement l'Allemagne de ses actions. Les autres puissances européennes aussi reçoivent leur lot de critique. À quelques reprises, nous avons vu que les journaux alsaciens vont même jusqu'à défendre le gouvernement de Front populaire de Léon Blum, ce qui est

impensable de voir dans la presse de centre droit. Ainsi, cette deuxième période prend fin dans le désarroi pour le spectateur qu'est l'Alsace, maintenant que l'Allemagne a réalisé l'Anschluss. Néanmoins, la chute du Front populaire suscite un regain d'espoir pour une partie de la presse alsacienne. La période d'avril 1938 à septembre 1939 apportera-t-elle des solutions aux problèmes que soulèvent les journaux de centre droit? La presse alsacienne continuera-t-elle d'être autant polarisée ou, face à la menace allemande, sera-t-elle capable de faire abstraction des différences idéologiques qui la divisent?

1938-1939: OÙ LA CRAINTE D'UNE GUERRE EFFACE LES DIFFÉRENCES IDÉOLOGIQUES

Un vœu général: la paix à tout prix

La dernière partie de ce mémoire, couvrant mars 1938 à septembre 1939, ne peut être plus dissemblable que la période précédente. En effet, si la presse alsacienne des années 1936 à 1938 est principalement marquée par une opposition farouche au Front populaire, la période qui suit détonne puisqu'un consensus s'établit entre les journaux de différentes orientations politiques. Cela coïncide également avec une appréciation plus favorable du gouvernement français dans l'ensemble de la presse. L'Allemagne reprend le rôle qu'elle avait tenu dans la première période, soit celui d'agresseur. Pourquoi ce changement d'attitude? Est-ce simplement l'arrivée d'un nouveau gouvernement qui change la donne ou est-ce l'attitude agressive de l'Allemagne qui perturbe les esprits en Alsace?

Les accords de Munich

Tout de suite après l'Anschluss en mars 1938, Hitler se tourne vers le territoire suivant dans ses plans, c'est-à-dire les Sudètes en Tchécoslovaquie. Dès le mois d'avril, le Führer atteste qu'il désire que cette région, de culture allemande à ses yeux, fasse partie du Reich. Ouvertement, le NSDAP soutient Konrad Henlein, chef du parti pro-Allemagne dans les Sudètes depuis plusieurs années. Ce n'est qu'après l'Anschluss que Hitler lui donne le feu vert pour revendiquer une séparation du reste de la Tchécoslovaquie, un acte que Prague ne peut accepter.¹⁹⁸ En effet, les Sudètes représentent l'endroit le plus industrialisé du pays ainsi que la région où toutes les défenses ont été construites. Le président Bénéš compte d'ailleurs sur son alliance avec la France pour l'appuyer en cas d'attaque. Lorsque le chancelier allemand manifeste ses intentions de prendre les Sudètes par la force dans un discours au congrès de Nuremberg du NSDAP en septembre 1938, le premier ministre britannique Neville Chamberlain réagit et demande à Hitler une entrevue pour discuter de la situation. Ce n'est qu'après de nombreux jours de négociations

¹⁹⁸ Bloch, *op.cit.*, p. 224.

et plusieurs voyages en Allemagne que les puissances arrivent à s'entendre. À la suite de l'entente, Daladier et Chamberlain paraissent comme des héros ayant sauvé la paix.

La presse alsacienne et *Le Figaro* ne font pas exception à ce constat. Le voyage de Chamberlain en Allemagne est un soulagement. Les journaux sont conscients que les tensions en Europe s'exacerbent avec la pression qu'exerce le Reich sur Prague à travers Konrad Henlein. Les journalistes de toutes les orientations politiques sont clairs; ils ne désirent pas du tout la guerre, quitte à abandonner les Sudètes aux Allemands ou à consentir à l'abolition de certaines clauses du traité de Versailles. Dans *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, Jean Knittel comprend qu'une guerre est de plus en plus possible et que l'Alsace se retrouverait directement entre l'Allemagne et la France. « Sur la frontière surtout, dans notre belle Alsace, de nos campagnes lorraines si riantes, si riches et si pacifiques, les dangers de l'heure ont été ressentis avec une angoisse décuplée. Quelle indicible horreur serait le déchaînement de l'infamie qu'est la guerre ». ¹⁹⁹ Knittel exprime avec émotions ce que tous espèrent, c'est-à-dire une paix à tout prix.

Pendant toutes les négociations en vue des accords de Munich, la presse alsacienne se montre optimiste sur l'issue du différend entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie. Charles Ritz dans *Le Lorrain* affirme que la France est ouverte à toutes les solutions, tant que le coup de force allemand est évité. Sans le dire explicitement, Ritz semble préférer un règlement à l'amiable, peu importe les conditions demandées par le Reich, afin d'éviter le conflit. ²⁰⁰ Le lendemain, Ritz affirme que la France ne peut pas entrer en guerre pour une question secondaire comme les Sudètes puisqu'elle n'aurait pas le soutien des autres puissances occidentales. ²⁰¹ Le directeur du *Lorrain* semble vouloir trouver un argument qui justifierait la défection française face à ses engagements envers la Tchécoslovaquie dans le but d'éviter le conflit.

Le même sentiment est visible dans *Le Figaro*. L'intervention de Chamberlain est accueillie avec soulagement et tous les compromis semblent une meilleure solution qu'une guerre. « Le peuple français sait que tout doit être tenté pour éviter une catastrophe européenne, et c'est pourquoi il a donné sa pleine approbation à l'initiative de M. Daladier et au geste de M.

¹⁹⁹ « L'Axe Paris-Londres au secours de la paix », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 16 septembre 1938, p. 1.

²⁰⁰ « Prague ayant cédé, le spectre de la guerre s'éloigne », *Le Lorrain*, 15 septembre 1938, p. 1.

²⁰¹ « M. Chamberlain rentre aujourd'hui à Londres alors que son retour n'était prévu que pour demain », *Le Lorrain*, 16 septembre 1938, p. 1.

Chamberlain ». ²⁰² Le journal fait preuve d'une grande lucidité par rapport aux événements. D'Ormesson écrit que plusieurs difficultés européennes sont à l'avantage de l'Allemagne; les problèmes de Prague avec les minorités vivant en Tchécoslovaquie, la France affaiblie par des années de crise économique et de dissensions internes, la Grande-Bretagne qui vient de perdre le soutien moral des États-Unis, Roosevelt voulant rassurer son électorat de la neutralité de son pays en cas de guerre européenne. Tous ces faits sont analysés par le journal qui y voit des obstacles à une paix avec l'Allemagne. Dans les jours suivants, comme pour s'en convaincre, le journaliste répète inlassablement que les Français sont tous unis devant le danger allemand. « La France éternelle n'est plus qu'une seule famille qui se groupe, tout entière, calme et forte, autour de la patrie ». ²⁰³ Deux situations peuvent justifier l'usage de ces messages d'union patriotique. D'abord, un soulagement de voir que les politiciens français sont tous unis alors que les années ultérieures avaient été chaotiques lorsque venait le temps de choisir une ligne directrice en matière de relations extérieures. Ensuite, il va sans dire que l'unité intérieure parfaite n'existe pas, ni en France, ni ailleurs. Le procédé de répétition qu'utilise *Le Figaro* a-t-il pour but de faire croire que ces dissensions sont maintenant dans le passé? Or, une propagande patriotique est justement ce qui est utilisée pendant une guerre afin de créer un sentiment national. *Le Figaro* agit-il ainsi pour galvaniser les Français en vue d'un échec des discussions avec l'Allemagne? Quoi qu'il en soit, le journal parisien fait écho à des paroles similaires écrites dans la presse alsacienne francophone.

Un autre changement s'opère dans la presse de l'Alsace par rapport à la période précédente. Pour la première fois depuis que l'Allemagne étend ses frontières vers l'Est, les journaux ont l'impression que les États européens se réveillent et agissent pour éviter une autre annexion. L'intervention de Chamberlain et la confiance que lui accorde le gouvernement français sont d'heureuses nouvelles pour tous les journaux. Jean Knittel ne réfrène pas sa joie à la une des *Dernières nouvelles de Strasbourg*. « Les vœux du peuple français accompagnent l'homme d'État anglais et nous autres Français de l'Est qui avons passé par d'affreuses angoisses, saluons chaleureusement cette courageuse initiative d'où, nous l'espérons, sortira un apaisement durable ». ²⁰⁴ La menace hitlérienne fait apprécier la protection de la France aux Alsaciens, mais

²⁰² « Réalités », *Le Figaro*, 16 septembre 1938, p. 1.

²⁰³ « Heures graves », *Le Figaro*, 24 septembre 1938, p. 1.

²⁰⁴ « Une heureuse et courageuse initiative », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 15 septembre 1938, p. 1.

elle leur fait également prendre conscience de leur différence par rapport aux autres régions françaises qui, elles, paraissent en sécurité, loin de la frontière allemande.

Le nouvelliste d'Alsace abonde dans le même sens en qui a trait à l'intervention de Chamberlain auprès de Hitler. Alors que les discussions avancent, le journal est optimiste sur le résultat, sous-entendant que la région des Sudètes serait laissée à l'Allemagne. « Le geste courageux de l'homme d'État britannique a porté. Derrière lui, il avait non seulement l'Empire britannique, mais presque le monde entier. Berlin l'a très bien senti ». ²⁰⁵ Critique à l'endroit du Front populaire, le journal ne semble pas relever le fait que le gouvernement français n'est pas impliqué directement dans les négociations. La peur de la guerre semble inciter le journal à apprécier toute action ayant le but de freiner l'Allemagne, peu importe que ce soit un gouvernement étranger qui en ait pris l'initiative.

Le Lorrain, lui aussi très virulent à l'encontre de Paris quelques mois plus tôt, adopte désormais un ton complètement différent, louangeant le premier ministre britannique pour son initiative ainsi que le gouvernement français pour son soutien. « [...] nous avons le devoir de remercier M. Chamberlain de la nouvelle initiative qu'il a prise et qui doit aboutir à arranger les choses. La conférence de Munich est son œuvre. M. Chamberlain a droit à la reconnaissance des peuples. Son nom restera gravé dans l'histoire comme celui du sauveur de la paix ». ²⁰⁶ Cet éloge est un changement radical pour le journal à l'égard des puissances occidentales. Il ajoute qu'il est maintenant nécessaire pour la France d'avoir un gouvernement d'union nationale. Il rapporte que Vincent Auriol aurait demandé à Daladier de réunir tous les chefs des différents groupes politiques dans son cabinet. Selon le journal, ce dernier a droit à toute la reconnaissance de la France dans la gestion de la crise puisqu'il a pris des mesures militaires sans nécessairement provoquer la guerre. ²⁰⁷ *Le Lorrain* est d'avis que la France a désormais besoin d'un chef. « Le pays ne suivra qu'avec un chef à sa tête. Il ne se dressera, décidé et calme, que derrière un chef, mais pas derrière des politiciens ». ²⁰⁸ Pour la première fois depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, *Le Lorrain* semble apprécier le gouvernement en place et cautionne ses prises de décisions. Le journal croit qu'il faut dorénavant montrer à son voisin que la France est prête à

²⁰⁵ « Le conflit germano-tchèque. Avant huit jours, il fallait se prononcer sur la paix ou sur la guerre », *Le nouvelliste d'Alsace*, 24 septembre 1938, p. 3.

²⁰⁶ « Nouveau coup de théâtre, MM. Daladier, Chamberlain, Mussolini et Hitler se rencontreront aujourd'hui à Munich », *Le Lorrain*, 29 septembre 1938, p. 1.

²⁰⁷ « Aux heures graves, il faut un "Homme" à la tête du pays », *Le Lorrain*, 24 septembre 1938, p. 1.

²⁰⁸ *Ibid.*

mettre ses querelles politiques de côté pour lui faire face. Ce nouvel état d'esprit ne peut découler que d'une seule chose: la crainte de la guerre.

Malgré tous ces bons sentiments envers le gouvernement français, *Le Lorrain* conserve une certaine touche régionaliste. Le 29 septembre, alors que le journal sait qu'un accord est imminent concernant les Sudètes, Ritz est fier de dire que des députés mosellans ont joué un rôle important au sein du gouvernement. Il explique que l'UPR aurait envoyé à ce dernier un message qui expliquait que l'Alsace s'oppose à la guerre. Le journaliste ajoute que les trois députés en question ont « contribué à donner au gouvernement une vue claire de la situation dans nos provinces des Marches ». ²⁰⁹ Encore une fois, la dichotomie entre l'Alsace et la France de l'intérieur est rapportée à l'avant-plan et est même utilisée par la presse régionaliste pour démontrer que l'opinion de la région compte pour beaucoup dans les plans français.

Le Figaro présente un point de vue similaire à celui de la presse alsacienne. En effet, le journal parisien est heureux de voir que la France et l'Angleterre prennent leurs responsabilités, geste que plusieurs journalistes désiraient voir depuis longtemps, et s'empresse de donner le soutien français à Chamberlain. « Ensemble, la France et la Grande-Bretagne sont sages et elles sont fortes. Le débat qu'elles ouvrent avec l'Allemagne doit s'inspirer de ces deux vertus ». ²¹⁰ Néanmoins, si la presse alsacienne met l'accent sur le travail de Chamberlain et mentionne peu celui du gouvernement français, *Le Figaro*, lui, accentue l'image de la coopération entre les deux nations dans ce dossier.

Après les accords de Munich, la prise des Sudètes par Hitler n'est qu'une formalité. À nouveau, la presse alsacienne se complait dans l'analyse des moyens employés par les puissances européennes pour éviter la guerre. Rapidement, les journalistes semblent tourner la page sur ce fâcheux incident. Knittel dans *Les dernières nouvelles de Strasbourg* évoque l'édification d'une paix durable en Europe. Le journal écrit que le gouvernement français espère reprendre de bonnes relations avec Berlin. ²¹¹ Charles Ritz, lui, affirme qu'à la vue des événements récents, la France ressort plus forte de ces négociations grâce à Chamberlain. « D'aucuns diront que la France sort humiliée de l'algarade. Nous répondons qu'elle était en bonne compagnie et que si le grand homme d'État Chamberlain a fait ce qu'il a fait nous pouvions, de notre côté, faire ce que nous

²⁰⁹ *Op.cit.*, *Le Lorrain*, 29 septembre 1938, p. 1.

²¹⁰ « Réalités », *Le Figaro*, 16 septembre 1938, p. 1.

²¹¹ « Au lendemain de l'accord de Munich... », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 1er octobre 1938, p. 1.

avons fait ». ²¹² Les négociations menées par le premier ministre britannique sont utilisées pour justifier l'inaction française sur le plan militaire. Ritz estime qu'il aurait été irréfléchi de partir en guerre pour une question secondaire comme le cas des Sudètes alors que rien n'a été fait lors de l'Anschluss. Pour lui, il est préférable de gagner la paix que de gagner la guerre. ²¹³

L'éclair de l'Est, pour sa part, écrit que Paris et Londres fêtent, mais il s'agit davantage de soulagement que d'allégresse. Émile Meyer affirme que dorénavant, le gouvernement français devra se montrer solide et qu'il doit reprendre de bonnes relations avec l'Italie. De plus, il estime que la France aura bientôt à choisir entre une alliance avec l'URSS ou une alliance avec la Grande-Bretagne. Pour Meyer, mieux vaut que ce soit les Britanniques que les Soviétiques. Ainsi, *L'éclair de l'Est* est peut-être le plus réaliste de tous les journaux analysés puisque ses propos laissent sous-entendre qu'il y aura une suite dans le dossier allemand et que la France doit se préparer à cette éventualité en contractant des alliances.

Dans *Le Figaro*, Lucien Romier écrit que la France et la Grande-Bretagne doivent poursuivre leur collaboration, que c'est la seule attitude à adopter pour prolonger la paix. ²¹⁴ Le journaliste martèle cette conclusion à plusieurs reprises dans les jours qui suivent la signature des accords de Munich. « Les réalités européennes sont devenues mouvantes. Mais l'Angleterre et la France, si elles ne cèdent pas de nouveau à un mal d'ankylose qui se console par de simples constructions de l'esprit, représentent, unies, assez de puissance pour que le mouvement [nazi] les respecte et demeure ordonné ». ²¹⁵ *Le Figaro*, tout comme plusieurs journaux alsaciens, n'est pas convaincu que l'Allemagne restera sage après la crise des Sudètes. Au contraire, cette emphase mise sur l'alliance franco-britannique laisse sous-entendre que le journal craint toujours pour la paix européenne.

Dans tous les discours de la presse alsacienne pendant et après la crise des Sudètes, il y a une certaine forme de déculpabilisation généralisée. Aucun journal ne fait mention du fait que la France n'a pas honoré ses engagements envers la Tchécoslovaquie ni qu'elle a abandonné des populations entières face aux menaces hitlériennes. La presse se contente de justifier cette trahison en disant avoir évité la guerre par des négociations pacifiques. Il semblerait que l'Alsace

²¹² « À Munich, l'accord a été signé à 1h30 », *Le Lorrain*, 30 septembre 1938, p. 1.

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ « Impasse ou issue? », *Le Figaro*, 25 septembre 1938, p. 1.

²¹⁵ « Munich et après », *Le Figaro*, 30 septembre 1938, p. 1.

soit prête à croire qu'une certaine forme de concert européen est toujours viable entre les États d'Europe pour arriver à des ententes. Également, il est surprenant de voir qu'aucun journal régional ne fait de parallèle entre la situation des Alsaciens en France et celle des habitants des Sudètes en Tchécoslovaquie. De langue et de culture allemandes tous les deux, la presse alsacienne aurait pu observer des similitudes et éprouver une certaine empathie pour le gouvernement tchécoslovaque qui n'a pas eu son mot à dire pendant toutes les négociations à Munich.

La prise de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne

L'annexion des Sudètes à l'Allemagne ne fut pas complètement satisfaisante pour Hitler. Dès février 1939, le Führer pense déjà à conquérir le restant de la Tchécoslovaquie. Il fait donc savoir au président Hacha qu'il ne pourra respecter les frontières de l'État tchèque que si celui-ci calque sa politique sur celle du Reich. Dans un même temps, il pousse les minorités slovaques à se rebeller dans le but de déstabiliser toute la Tchécoslovaquie. Le pays devient peu à peu ingérable, le gouvernement met en place la loi martiale et Hacha tente par tous les moyens d'éviter la dislocation de l'État en se rendant à Berlin discuter avec Hitler.²¹⁶ Le Führer ne prend pas la peine de négocier. Il avertit le président tchèque qu'il doit convaincre son gouvernement de ne pas résister à l'invasion allemande s'il ne veut pas que toute la Tchécoslovaquie soit détruite. Ainsi, le 15 mars, les troupes hitlériennes prennent ce qui restait de l'État tchèque.

Dans la presse alsacienne, c'est l'indignation. On s'insurge de voir que cette fois-ci, l'Allemagne a pris par la force un territoire qui n'est pas du tout allemand. Knittel dans *Les dernières nouvelles de Strasbourg* dénonce clairement ce fait, mais il prend tout de même la peine de préciser que la France, elle, n'a pas à s'inquiéter de sa sécurité.²¹⁷ Entre les lignes, nous pouvons comprendre que Knittel est bien content que l'Allemagne se concentre sur l'Europe de l'Est.

Dans *Le Lorrain*, Marcel Grosdidier de Matons²¹⁸ explique qu'il y a une grande différence entre les Latins et les Germains, ce qui viendrait expliquer les agissements des Allemands depuis plusieurs années. Selon lui, les Latins ne sont pas capables de bafouer un contrat ou une parole

²¹⁶ Fischer, *op.cit.*, p. 432.

²¹⁷ « Il n'y a plus de Tchéco-Slovaquie », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 16 mars 1939, p. 1.

²¹⁸ Marcel Grosdidier de Matons est historien, spécialiste de l'histoire de la Lorraine.

donnée. Or, pour les Germains, les engagements sont « des actes momentanés que l'intérêt, l'occasion peuvent immédiatement détruire. Ils sont souvent une ruse, un moyen de prolonger l'attente ».²¹⁹ Ainsi, l'historien se demande où s'arrêteront les ambitions de Hitler. Il estime que la France doit améliorer sa défense et se préparer pour le jour où l'empire allemand s'effondrera, car les Empires finissent toujours par tomber. Grosdidier de Matons semble vouloir faire prendre conscience qu'aucune négociation n'arrivera à bout de la détermination du chancelier allemand et que la guerre, tôt ou tard, finira par devenir inévitable. L'intervention de l'historien dans *Le Lorrain* met en lumière l'opinion du journal à propos de la mentalité du peuple allemand. Ainsi, les actions de Hitler sont expliquées aux Alsaciens de façon à montrer qu'elles ne sont pas surprenantes compte tenu du tempérament des Allemands.

L'éclair de l'Est fait partie des journaux qui amorcent une analyse des événements européens dans leur ensemble. Le quotidien rapporte que pour les deux premières invasions, soit pour l'Autriche et les Sudètes, l'Allemagne s'était justifiée par des arguments ethniques, mais il atteste que les Tchèques ne sont pas des « frères de race » du Reich. Émile Meyer se fait critique envers tous les gouvernements impliqués. Il dit que la faute de ce nouveau coup de force revient principalement à Bénès qui préférait l'Anschluss de l'Autriche plutôt que le retour des Habsbourg. La politique faible de la France et les erreurs de la Grande-Bretagne sont également mises en cause dans l'échec pour freiner la dangereuse Allemagne.²²⁰ *Le nouvelliste d'Alsace* tient des propos similaires, mentionnant que la France et la Grande-Bretagne ne réagissent pas.²²¹ Les deux journaux sont les seuls qui accusent des gouvernements européens des actions de Hitler ou qui condamnent leur inaction lors de la prise de la Tchécoslovaquie. Pourtant, quelques mois plus tôt, lors de la signature des accords de Munich, *L'éclair de l'Est* et *Le nouvelliste d'Alsace* n'étaient pas en faveur d'une réaction armée de la France. Cela nous amène à nous questionner sur leurs véritables volontés. S'opposent-ils aux coups de force de Hitler en préférant des négociations pacifiques ou souhaitent-ils que le gouvernement français prenne les armes? Rien ne nous permet de conclure que cette dernière option est réellement leur vœu.

Pour sa part, *Le Figaro* tient des propos similaires à *L'éclair de l'Est*. D'Ormesson explique que c'est la première faute de l'Allemagne depuis 1933 puisqu'elle vient d'annexer un peuple qui

²¹⁹ « L'Allemagne envahit et annexe la Tchéquie », *Le Lorrain*, 16 mars 1939, p. 1.

²²⁰ « Double invasion », *L'éclair de l'Est*, 16 mars 1939, p.1.

²²¹ « La Tchécoslovaquie a cessé d'exister. Hitler agit pendant que nous discutons », *Le nouvelliste d'Alsace*, 18 mars 1939, p. 3.

n'est pas germanique. Il atteste que plus aucun pays ne va croire le gouvernement allemand dorénavant et que même les Allemands eux-mêmes pourront se rendre compte de la valeur des promesses de Hitler.²²² De plus, le journal rappelle encore une fois que la France doit être unie et démontrer une résistance face aux agissements de l'Allemagne. Concrètement, *Le Figaro* ne suggère pas d'actions de la part du gouvernement français et ses propos restent vagues. D'Ormesson parle de « résister par la réalité de sa puissance, de son énergie ». ²²³ Même si cette volonté ne signifie rien de tangible, il est tout de même clair que le journal parisien désire que les dissensions politiques soient, encore une fois, oubliées. Le journaliste veut que la France se montre résolue.

Bref, la réaction au problème tchécoslovaque représente l'exact opposé de la période précédente en ce qui concerne la presse alsacienne. Alors qu'auparavant la faute des agressions allemandes était imputée au gouvernement français, cette fois-ci les journaux comprennent bien que les torts reviennent en grande partie à l'Allemagne. Néanmoins, cette meilleure compréhension des enjeux européens cache une faiblesse plus profonde de la presse. La volonté de paix occulte les lacunes des gouvernements européens. Alors que Hitler viole les accords de Munich signés quelques mois plus tôt, aucun journal alsacien ne suggère explicitement une intervention militaire alors que cette demande aurait été totalement justifiée. La presse se contente de mentionner que le gouvernement français ne réagit pas à la nouvelle, mais elle ne condamne pas Paris aussi violemment que lors des années 1936-1938. Au contraire, l'inaction semble accommoder les rédacteurs des différents journaux alsaciens puisqu'elle suppose une prolongation de la paix. Il faut néanmoins spécifier que même si la presse veut éviter la guerre à tout prix, elle prend conscience que la région vit en sursis et que le conflit armé deviendra inévitable.

Le pacte de non-agression germano-soviétique: qui est le traître?

Après la Tchécoslovaquie, il n'y a plus qu'une seule chose qui entrave la route de l'armée allemande vers le couloir polonais de Danzig et c'est la menace potentielle que représente l'Union soviétique si jamais elle s'allie avec l'Occident. « Pendant tout le printemps et l'été 1939

²²² « Reniements », *Le Figaro*, 16 mars 1939, p. 1.

²²³ « Mobilisation civique », *Le Figaro*, 17 mars 1939, p. 1.

Berlin, Londres et Paris vont “faire la cour” à Moscou. En réalité, on peut penser que dans une large mesure les jeux sont faits: en attendant que l’accord avec Moscou soit conclu, les Allemands font semblant de négocier avec la Pologne ». ²²⁴ Le Reich laisse croire qu’il veut discuter du problème de Danzig de façon pacifique. En août 1939, après de longues négociations, l’Allemagne et l’URSS signent un pacte de non-agression de 10 ans.

La trahison soviétique

La presse alsacienne francophone, en général, n’est pas surprise par la nouvelle. André Zwingelstein dans *Le nouvelliste d’Alsace* affirme que cela fait plusieurs années que le journal met en garde ses lecteurs contre une alliance de la France avec l’URSS. Pour lui, l’Allemagne nazie et la Russie soviétique ont le même jeu anti-français et elles ont les mêmes méthodes, c’est-à-dire celles qui consistent à ne pas respecter leurs engagements. Il ne croit pas que c’était réaliste de la part du gouvernement français de compter sur les Russes pour freiner les Allemands. « Faire fond sur Moscou, pour opposer un barrage à l’expansion allemande: c’est compter sur le parapluie du cousin Chamberlain pour arrêter les chutes du Niagara ». ²²⁵ Ainsi, la position du *Nouvelliste d’Alsace* est ambiguë sur la question. Le journal ne pensait pas que l’URSS ferait un bon allié pour la France, il est donc difficile de dire qu’il encaisse la signature du pacte de non-agression comme une trahison de la part des Soviétiques. Néanmoins, la renonciation à une alliance franco-soviétique vient consolider son opinion et il a beau jeu d’accuser l’Union soviétique de trahison.

Le Lorrain estime qu’il est difficile d’analyser la situation globale puisque beaucoup de choses bougent et rien de concret n’en ressort. Paul Durand écrit que si Berlin et Moscou n’ont signé qu’un pacte de non-agression entre eux, cela n’est pas tellement grave, car la Pologne les sépare toujours. Néanmoins, s’il s’agit d’un accord de non-intervention de l’URSS en cas de guerre, le directeur du journal croit qu’il y a trahison de la part des Russes. Il réplique que Hitler se trompe s’il croit intimider la Pologne et ses alliés, car les pays européens sont bien décidés à arrêter les coups de force du Führer. ²²⁶

Finalement, *L’éclair de l’Est* croit qu’après la signature de ce pacte, la question de la Pologne va se régler rapidement. Le journal est convaincu que l’Allemagne retrace la carte

²²⁴ Dreyfus, *op.cit.*, p. 289.

²²⁵ « L’accord russo-germanique », *Le nouvelliste d’Alsace*, 26 août 1939, p. 1.

²²⁶ « De Berlin à Moscou. Que se passe-t-il? », *Le Lorrain*, 23 août 1939, p. 1.

européenne en se dessinant une frontière commune avec l'URSS. Néanmoins, Émile Meyer pense que si Hitler a voulu un pacte de non-agression avec les Soviétiques c'est parce qu'il n'avait plus rien dans son jeu, sous-entendant qu'ils ne sont pas des alliés dignes de confiance. Il explique que si l'Allemagne cherchait à semer le désarroi parmi les puissances occidentales, elle a échoué. « Le Japon a été trahi par l'Allemagne, tout comme les démocraties ont été trahies par la dictature rouge ».²²⁷ Dorénavant, Meyer croit que la France ne peut plus compter sur l'Union soviétique pour freiner l'Allemagne. Il est convaincu que le Reich a agi ainsi parce qu'il voulait paralyser les démocraties pendant un certain temps pour avoir le champ libre en Pologne.

D'une part, il est étonnant que la majorité de la presse alsacienne considère le pacte de non-agression germano-soviétique comme une trahison de la part de l'URSS. La période de 1936 à 1938 a bien démontré que l'Alsace et la Lorraine ne sont pas favorables aux idées socialistes et communistes. La perte de l'Union soviétique comme allié aurait dû, au contraire, les réjouir, voire les laisser indifférents. Néanmoins, la peur d'une guerre avec l'Allemagne nazie semble l'emporter sur tous les autres sentiments négatifs à l'égard du régime de Staline. D'après sa réaction, la presse alsacienne semble penser que mieux valait un allié moins apprécié plutôt que pas d'allié du tout. D'autre part, il est également possible que l'aversion de l'Alsace pour la Russie soviétique ait incité les journaux alsaciens à accuser gratuitement celle-ci de trahison. Comme nous l'avons vu pendant la période de 1936 à 1938 avec le Front populaire au pouvoir en France, la presse est prompte à condamner toute idée socialiste, quelle qu'elle soit.

Toujours la faute au Front populaire

Le Lorrain se positionne de façon inattendue par rapport à la signature de pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne. Revenant à ses habitudes prises lors de la période 1936-1938, le journal accuse l'ancien gouvernement de Front populaire d'être responsable de l'ambiance qui pèse maintenant sur toute l'Europe. Paul Durand estime que Léon Blum n'a pas su empêcher l'Anschluss lorsqu'il était au pouvoir puisque son gouvernement, en ne s'alliant pas à Mussolini, encourageait l'Italie à se jeter dans les bras de l'Allemagne nazie. Selon le directeur du *Lorrain*, les pertes des Sudètes et de la Tchécoslovaquie ne seraient pas survenues si la France

²²⁷ « Le pacte germano-soviétique a été signé cette nuit à Moscou », *L'éclair de l'Est*, 24 août 1939, p. 1.

était restée amie avec le Duce italien.²²⁸ De plus, sur le plan intérieur, c'est aussi de la faute de Blum s'il y a eu des révolutions sociales et économiques, affaiblissant ainsi la société française et son gouvernement à un moment critique.

Ces affirmations sont quelque peu dérisoires dans la mesure où l'amitié de l'Italie pour l'Allemagne n'a sans doute pas pesé pour beaucoup dans les prises de décisions de Hitler. De plus, rien n'empêchait le gouvernement en poste d'agir immédiatement avant que la situation ne dégénère après les crises des Sudètes et de la Tchécoslovaquie. Ainsi, Paul Durand n'étaye pas son opinion, se contentant arbitrairement de désigner un coupable. Il est également le seul parmi tous les journaux alsaciens francophones qui fait cette chasse aux sorcières. Alors qu'il nous semblait que *Le Lorrain* comprenait bien les situations européenne et allemande depuis 1938, cette accusation contre un gouvernement qui n'est plus au pouvoir nous laisse perplexes. Se rend-il compte que, par ses propos, il minimise la culpabilité de l'Allemagne? Cherche-t-il à prouver que son journal avait raison de se méfier de la gauche française dans les années 1936-1938? Veut-il simplement trouver un coupable, une explication à la guerre qui se dessine à l'horizon?

La fin de l'article de Paul Durand nous éclaire un peu sur sa vision des choses. Le directeur du *Lorrain* termine en faisant le lien entre le parti de gauche de Léon Blum et les Soviétiques « En français, on appelle ça une lâcheté et une trahison. Et cette trahison, elle vient d'être commise par les tenants mêmes de cette idéologie que le Front populaire prétendait nous faire adopter ». ²²⁹ Ainsi, l'association entre les deux gouvernements de gauche est achevée dans cette dernière pique à l'endroit du Front populaire et c'est justement ce lien idéologique que condamne le journal.

Quelques jours plus tard, les prédictions de plusieurs journaux se réalisent: les troupes allemandes envahissent la Pologne. Ce qui choque surtout la presse alsacienne est que l'Allemagne ait agi sans même lancer un ultimatum au gouvernement polonais. La manœuvre sournoise du Führer est condamnée par tous. Paul Durand dans *Le Lorrain* est fier d'annoncer que la France honorera ses promesses envers la Pologne. En parlant de l'engagement des Lorrains, il dit: « notre devoir, nous le ferons pleinement, jusqu'au bout, pour qu'avec la France, vive la civilisation chrétienne ». Il affirme que les gens de sa région sont unis pour servir

²²⁸ « Le pacte de non-agression germano-soviétique est conclu », *Le Lorrain*, 25 août 1939, p. 1.

²²⁹ *Ibid.*

courageusement la patrie.²³⁰ Émile Meyer dans *L'éclair de l'Est* tient des propos similaires. Il est fier que la France aille défendre la Pologne. Il veut montrer à l'Allemagne que les Français ont du caractère.²³¹ Il affirme que les mobilisés ne sont pas haineux, mais manifestent une forte détermination à en finir avec la dictature hitlérienne.²³² Apparemment, l'immobilisme du gouvernement français jusque-là commençait à peser sur les consciences. *Le nouvelliste d'Alsace* est le seul journal qui manifeste toujours un espoir, certes mince, d'arriver à des négociations et d'éviter le conflit armé.²³³ Ainsi, les quelques convictions régionalistes qui survivaient en Alsace disparaissent complètement lorsque la France entre en guerre contre l'Allemagne. La fidélité à la mère patrie est un thème récurrent dans tous les journaux alsaciens suite à la signature du pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne.

Le Figaro, lui, emprunte une ligne directrice qui est sienne depuis le début des agressions allemandes: le Reich apparaît comme le seul responsable de la guerre. « Dieu nous est témoin que nous n'avons pas voulu cette guerre; que nous avons tout fait depuis des années pour sauver une paix sans cesse bafouée, sans cesse compromise, sans cesse trahie. Notre conscience est nette. Notre devoir aussi. Nous vaincrons ». ²³⁴ Par ces derniers mots, d'Ormesson tente-t-il de convaincre ses lecteurs que la France n'a rien du tout à se reprocher dans les événements européens? Pourtant, le journal avait fait mention à plusieurs reprises que l'Europe aussi avait ses torts, ne prenant pas assez ses responsabilités en matière de relations internationales. Il est fort possible que ce manque de précision ait pour but de galvaniser le peuple français à combattre l'Allemagne, comme il est possible de le voir également dans la presse alsacienne.

La « question juive »

La couverture par la presse alsacienne des lois antijuives en Allemagne ne se distingue pas beaucoup de la première période que nous avons analysée, soit de 1933 à 1935. Les journaux catholiques, représentés par *Le nouvelliste d'Alsace* et *Le Lorrain*, manifestent un peu plus d'intérêt pour la cause juive qu'auparavant, mais leur couverture médiatique des événements

²³⁰ « Sans déclaration de guerre. L'armée allemande a franchi la frontière polonaise », *Le Lorrain*, 2 septembre 1939, p. 1.

²³¹ « Nous sommes vraiment fiers que la France ait déclaré la guerre à l'Allemagne », *L'éclair de l'Est*, 5 septembre 1939, p. 1.

²³² « Par trahison, sans ultimatum », *L'éclair de l'Est*, 2 septembre 1939, p. 1.

²³³ « La Pologne attaquée », *Le nouvelliste d'Alsace*, 2 septembre 1939, p. 1.

²³⁴ « Le crime », *Le Figaro*, 2 septembre 1939, p. 1.

demeure lacunaire en comparaison des autres journaux alsaciens. Cependant, ils mettent beaucoup moins l'accent sur les crimes commis à l'égard des Allemands catholiques. Pour ce qui est du *Figaro*, les articles concernant les événements antisémites en Allemagne ne vont qu'à l'essentiel du sujet et très peu d'espace médiatique leur est accordé.

Plusieurs lois sont mises en vigueur dans le but d'exclure le plus possible les juifs de la société allemande. Ainsi, le 15 octobre 1938, le Reich interdit aux avocats juifs d'exercer leur métier. Ils sont exclus du barreau et seulement certains d'entre eux peuvent continuer de pratiquer uniquement pour des clients juifs. Alors que le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, *L'éclair de l'Est* et même *Le Lorrain* rapportent la nouvelle dans son intégralité, commentant le fait que déjà plusieurs lois interdisent aux juifs certaines professions, *Le nouvelliste d'Alsace* ne la mentionne pas du tout. Ce silence ne nous paraît pas des plus surprenants, compte tenu de l'orientation religieuse de l'hebdomadaire. Néanmoins, il est clair que le journal fait des efforts dans ce sens puisqu'il prend le temps de publier la catégorisation des races qui est faite en Allemagne.²³⁵ Ce changement de cap est une première pour *Le nouvelliste d'Alsace*. Peut-être que l'hebdomadaire fait preuve d'une plus grande rigueur journalistique à partir de 1938, mais il est plus vraisemblable de penser que les exactions allemandes à l'égard des juifs deviennent de plus en plus difficiles à ne pas voir.

Cet intérêt pour la cause juive se poursuit quelques semaines plus tard dans des propos plus ou moins ambigus. D'une part, le journal atteste que les événements en Allemagne ne doivent pas encourager la France à faire preuve d'antisémitisme. D'autre part, André Zwingelstein est d'avis que l'Alsace ne peut pas se permettre d'accueillir un nombre élevé de juifs qui fuiraient l'Allemagne.²³⁶ *Le nouvelliste d'Alsace* est le seul journal alsacien qui énonce aussi clairement son point de vue par rapport à l'émigration juive. Cela fait-il de lui un journal antisémite pour autant? C'est une possibilité, mais il est également probable que l'hebdomadaire soit plus honnête sur sa position que le reste de la presse alsacienne.

Ce n'est qu'en novembre 1938 que Hitler trouve le prétexte idéal pour afficher ouvertement sa politique antisémite. L'assassinat d'un diplomate travaillant à l'ambassade de l'Allemagne à

²³⁵ « Les excentricités racistes en Allemagne », *Le nouvelliste d'Alsace*, 1er octobre 1938, p. 4.

²³⁶ « L'Alsace et le Juif », *Le nouvelliste d'Alsace*, 29 octobre 1938, p. 1.

Paris par un juif polonais sympathisant des juifs allemands soulève la colère dans tout le Reich. Ernst von Rath devient un martyr et les exactions contre les juifs se trouvent justifiées par l'annonce de sa mort. La nuit de cristal est décrite par toute la presse alsacienne, y compris par les journaux catholiques. L'événement est beaucoup trop grand pour être passé sous silence. Des gestes antisémites et des incendies de synagogues sont rapportés partout en Allemagne.

Le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* atteste que ce sont principalement les milices hitlériennes qui causent les dommages aux commerces juifs et aux synagogues. Il met l'accent sur le fait que le gouvernement allemand n'agit pas vraiment pour freiner les destructions, sauf pour émettre un appel au calme tardif.²³⁷ *Le nouvelliste d'Alsace*, pour sa part, mentionne que la presse allemande, d'abord peu concernée par la nouvelle de l'assassinat de von Rath, change d'avis lorsqu'elle apprend que c'est un juif qui a commis l'acte. L'hebdomadaire, en rapportant les propos des journaux allemands, explique que la sécurité française à l'ambassade n'est pas en cause, mais que la France devrait penser à faire des mesures d'épuration contre les immigrés et plus particulièrement contre les juifs.²³⁸ À propos de la nuit de cristal, *Le nouvelliste* écrit que la police allemande n'est jamais intervenue pour arrêter les fautifs. *L'éclair de l'Est* tient des propos similaires et ajoute que les milieux israélites en Palestine et en Pologne sont très ébranlés.²³⁹ *Le Lorrain*, lui, écrit d'abord que les violences à l'égard des juifs en Allemagne ont été réprimées par la police.²⁴⁰ Néanmoins, dès le lendemain, le journal se ravise et explique que le mouvement antisémite a embrasé toute l'Allemagne sans que les forces de l'ordre ne réagissent. Les pompiers ne font que limiter les incendies afin qu'ils ne se répandent pas à d'autres bâtiments.²⁴¹

La situation s'envenime lorsque le Reich annonce que les juifs, jugés responsables de l'attentat à Paris contre le diplomate allemand, devront payer une amende collective d'un milliard de marks. De plus, tous les juifs qui recevront un dédommagement de leur assureur pour les dégâts matériels causés lors de la nuit de cristal devront remettre ce montant au Reich et payer de

²³⁷ « Les répercussions du meurtre de M. von Rath », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 11 novembre 1938, p. 1-2.

²³⁸ « 10 novembre. La presse allemande demande le châtement sévère de Grynszpan », *Le nouvelliste d'Alsace*, 12 novembre 1938, p. 6.

²³⁹ « De violentes manifestations contre les Israélites éclatent dans toute l'Allemagne », *L'éclair de l'Est*, 11 novembre 1938, p. 1.

²⁴⁰ « M. von Rath est mort hier après-midi », *Le Lorrain*, 10 novembre 1938, p. 2.

²⁴¹ « Explosion de terreur anti-juive dans tout le Reich », *Le Lorrain*, 11 novembre 1938, p. 1.

leur poche les réparations nécessaires. Finalement, les juifs n'ont dorénavant plus le droit de posséder de commerce, ni de fréquenter les théâtres, les cinémas et les salles de spectacles. La réaction de la presse alsacienne est vive suite à ces différentes lois. Un journal comme *Le nouvelliste d'Alsace* qui se fait habituellement discret lorsque des événements allemands touchent les juifs est sans doute l'un des plus éloquents par rapport à leur situation. « Il est impossible de décrire le désespoir des juifs. La police continue à les traquer. Les arrestations se poursuivent à un rythme accéléré. Beaucoup ont abandonné leur appartement, n'osant plus rentrer chez eux, et errent on ne sait où ». ²⁴²

D'autres journaux sont plus pragmatiques, mais tout aussi alarmistes. C'est le cas du *Lorrain* et de *L'éclair de l'Est* qui calculent les coûts que ces nouvelles lois entraînent pour les juifs. Les journaux estiment que l'amende d'un milliard de marks équivaut entre 10% à 15% de la fortune juive allemande, ce qui revient à demander environ 3000 marks par ménage, ²⁴³ le tout avec l'interdiction de faire du commerce à partir du 1er janvier 1939. *Le Lorrain* est catégorique: il s'agit d'un coup mortel porté à l'économie juive allemande. ²⁴⁴

Tous ces propos concernant la nuit de cristal et ses retombées sous-tendent deux constats. D'abord, la presse alsacienne prend conscience, peut-être pour la première fois, que le malaise à l'égard des juifs en Allemagne est beaucoup plus profond et généralisé qu'il n'y paraissait. Il ne s'agit plus seulement de les exclure de la société allemande par des lois racistes. La violence et les destructions gratuites n'améliorent pas du tout l'image que se font les Alsaciens de leurs voisins. En deuxième lieu, tout comme pour la couverture des événements politiques, il est possible de voir que les journaux alsaciens oublient leur orientation politique respective pour montrer le vrai visage de l'Allemagne nazie.

Les lois antijuives se poursuivent en décembre 1938 par l'interdiction pour les Israélites de se trouver dans certains lieux publics selon des heures précises. De plus, ils n'ont plus le droit de posséder de carte grise, les empêchant ainsi de conduire une voiture de façon légale. Malgré sa couverture de la nuit de cristal, *Le nouvelliste d'Alsace* est étrangement muet sur les deux nouvelles lois alors que le reste de la presse alsacienne s'empresse de condamner ces restrictions supplémentaires. Le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* titre à la une « Où l'odieux

²⁴² « 14 novembre. La persécution des Juifs dans le 3e Reich », *Le nouvelliste d'Alsace*, 19 novembre 1938, p. 6.

²⁴³ « La lutte antisémite en Allemagne », *L'éclair de l'Est*, 13 novembre 1938, p. 1.

²⁴⁴ « M. Goering entend extirper les Juifs », *Le Lorrain*, 13 novembre 1938, p. 2.

rejoint le ridicule »²⁴⁵, faisant référence à la décision précédente obligeant la communauté juive à payer un milliard de marks au Reich en guise de dédommagement suite à l'assassinat de von Rath. Visiblement, le journal trouve la politique allemande de plus en plus absurde. Il fait état d'associations juives à travers le monde qui se mobilisent afin d'aider les israélites allemands à émigrer dans leur pays. C'est notamment le cas du Docteur Goldman, président du comité administratif du Congrès mondial juif, qui vient de proposer un plan au gouvernement américain pour l'évacuation de 400 000 juifs sur cinq ans.²⁴⁶ Ce fait divers repris par le journal *Les dernières nouvelles de Strasbourg* ne fait qu'illustrer son opposition à l'antisémitisme et son empathie face à la misère que vivent les juifs allemands.

L'éclair de l'Est, pour sa part, relève toute l'ironie de la relation qui existe dorénavant entre les juifs et le Reich. « Le lâche assassinat commis par le juif Grunspan contre tout le peuple allemand fait apparaître les juifs comme ne donnant pas les garanties suffisantes pour pouvoir avoir et conduire des automobiles ».²⁴⁷ Les mesures de plus en plus restrictives contre les juifs en Allemagne vont tellement loin dans leur interdiction que le journal finit par en rire. Sa réaction indique qu'il n'est clairement pas en faveur de ces lois.

Dans son ensemble, la presse alsacienne est très concernée par ce qui se passe en Allemagne concernant les juifs. Même *Le nouvelliste d'Alsace*, qui ne commente que rarement les exactions à l'endroit des juifs, raconte en long et en large les événements de la nuit de cristal. Il est vrai que, par leur ampleur, ils sont difficiles à ignorer, mais la réaction plutôt énergique du journal catholique reste très surprenante. Néanmoins, cette publication singulière n'a pas de suite puisque les lois suivantes n'ont pas été pointées par l'hebdomadaire. Il est tout de même à noter qu'à quelques reprises *Le nouvelliste d'Alsace* mentionne l'exode des juifs qui fuient l'Allemagne. Les autres journaux de la presse alsacienne francophone relèvent également ces faits à plusieurs occasions dans les mois suivants, et ce, jusqu'au déclenchement de la guerre en septembre 1939.

Ainsi, les carences du *Figaro* sur plusieurs lois émises par le Reich contre les juifs allemands sont gênantes. La courte couverture médiatique de la nuit de cristal et de ses retombées n'aide pas non plus le quotidien parisien à redorer son image. Là où les journaux alsaciens ont su

²⁴⁵ « Où l'odieux rejoint le ridicule... », *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 4 décembre 1938, p. 1.

²⁴⁶ *Ibid.*, 4 décembre 1938, p. 2.

²⁴⁷ « En Allemagne, de nouvelles mesures sont prises contre les Israélites », *L'éclair de l'Est*, 4 décembre 1938, p. 1.

passer par dessus leur allégeance politique pour écrire la vérité sur les exactions commises en Allemagne, *Le Figaro*, lui, continue d'entretenir son antisémitisme par son silence.

Pour conclure, la dernière période de ce mémoire se distingue par l'uniformité des points de vue dans la presse alsacienne. Le ton envers l'Allemagne est beaucoup plus accusateur qu'il ne l'était dans la période précédente. Le gouvernement français pris pour cible entre 1936 et 1938 est maintenant louangé pour ses actions en vue de sauvegarder la paix par des négociations. L'attitude de la presse alsacienne à cet égard est surprenante. Pour la première fois, les journaux apprécient les efforts de la France au sein de la communauté européenne pour freiner Hitler lors des accords de Munich. Néanmoins, très peu de critiques viennent blâmer le gouvernement lorsque la Tchécoslovaquie devient allemande à son tour et que les puissances se contentent de protester faiblement. Ce paradoxe met en lumière une réalité régionale qui persiste jusqu'en septembre 1939: la presse alsacienne craint par-dessus tout une nouvelle guerre opposant l'Allemagne et la France. C'est cette peur qui efface les idéologies politiques pendant la dernière période et c'est ce à quoi aspire *Le Figaro* dans la plupart de ses commentaires concernant l'Allemagne. Le journal parisien désire voir une France unie dans l'adversité plutôt qu'une France qui s'entredéchire.

CONCLUSION

Pour la France ou plutôt contre l'Allemagne?

L'allégeance des presses alsaciennes et lorraines francophones envers la France à la veille de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que tout au long des années 1930, est confirmée. Les hypothèses des historiens à ce sujet se révèlent justes. Alors que Hitler s'installe à la tête d'une République allemande à l'agonie en janvier 1933, l'Alsace ne pense pas du tout à une annexion possible par le Reich. Il en va de même pour toute la période du III^e Reich qui ne s'attire que rarement la sympathie de la presse alsacienne. Néanmoins, notre analyse démontre que la vision de l'historiographie à propos de ce choix pour la France n'est pas aussi monolithique que le laissent croire plusieurs travaux historiques, notamment ceux de Christopher J. Fischer et Pierrick Zind. En effet, la question ne se pose pas clairement dans chaque journal étudié. Les contemporains de l'époque doutent et changent d'avis à plusieurs reprises dans leur vision de la France ou de l'Allemagne. L'allégeance française de l'Alsace n'est pas stable tout au long des années 1930, comme le sous-entendent plusieurs historiens. Il ne s'agit pas simplement de se dire en faveur de la France ou de l'Allemagne; ce n'est pas de cette façon que la question est vécue au jour le jour par la presse alsacienne. Pendant tout le début des années 1930, soit de 1933 à 1938, aucun journal n'établit clairement son appartenance à la nation française. Par contre, ce qui est visible c'est une aversion généralisée pour l'Allemagne sous les nationaux-socialistes. La presse alsacienne dans son ensemble n'est pas en faveur de la fin du parlementarisme allemand et de la dictature que Hitler instaure graduellement.

Cette antipathie pour l'Allemagne hitlérienne dès ses débuts paraît quelque peu surprenante pour plusieurs raisons. D'abord, les problèmes régionaux entre Paris et Strasbourg pendant les années 1920 et le début des années 1930 auraient pu favoriser une prise de distance vis-à-vis de la France, ce qui n'est pas du tout le cas. Contrairement à ce qu'expliquent Bernard Vogler, Christian Baechler, Philippe Bankwitz et plusieurs autres historiens de l'Alsace à l'effet que l'autonomisme tend à disparaître complètement pendant les années 1930, celui-ci est plutôt remplacé par un régionalisme dynamique. La crise de l'automne 1936 sur l'éducation

confessionnelle en Alsace en est un exemple. Les journaux de centre droit, *Le nouvelliste d'Alsace* et *Le Lorrain*, sont les plus prompts à défendre les droits et la culture des Alsaciens. Cette crise met à nouveau en lumière la volonté de l'Alsace de se voir attribuer davantage de liberté par rapport aux autres régions de la France. Cette conclusion vient quelque peu tempérer les explications des historiens de l'Alsace qui estiment que les Alsaciens oublient leurs aspirations régionales à cause de la montée du nazisme en Allemagne. La nuance, bien que légère, revêt un caractère important, considérant que cette dernière influence le jugement des Alsaciens dans leur perception de la France et de l'Allemagne. Notre analyse tend à démontrer que les griefs de l'Alsace envers Paris s'amenuisent à mesure que les rumeurs de guerre se dessinent à l'horizon des frontières alsaciennes entre 1938 et 1939. Il est possible que, sans cette menace, le débat sur le respect des particularités régionales n'aurait pas été abandonné par les différents partis et journaux qui luttaient pour le relancer après les années 1920. Néanmoins, comme de nombreux historiens de l'Alsace le soulèvent, il est également probable que cette réévaluation des priorités alsaciennes soit due à une acculturation des nouvelles générations à la société française.²⁴⁸ Notre étude ne permet pas vraiment de tracer une ligne distincte entre ces deux hypothèses. Quoi qu'il en soit, il est faux de dire que le régionalisme, soit l'affirmation et la revendication de droits en vertu de la spécificité de la région, disparaît complètement avec la montée du nazisme en Allemagne. Certains, comme le député Joseph Rossé, vont même tenter de continuer le combat pour les droits alsaciens après la Deuxième Guerre mondiale, sans grand succès néanmoins.

Le peu d'enthousiasme dans la presse alsacienne pour le régime nazi surprend également de par le fait que les nationaux-socialistes tentent de montrer leur tolérance envers le catholicisme dès les premiers mois du régime. Nous avons émis l'hypothèse que cette liberté religieuse pourrait séduire plusieurs Alsaciens déçus sur cette question par la mauvaise compréhension française des inquiétudes de l'Alsace. Néanmoins, notre analyse indique clairement que les éditeurs des journaux étudiés perçoivent rapidement le double jeu de Hitler à ce propos. En effet, d'un côté, le chef du NSDAP signe le Concordat avec le Vatican, et de l'autre il réprime les associations et les églises catholiques en Allemagne. Certains journaux rapportent hebdomadairement, voire quotidiennement dans quelques cas, les exactions commises à l'endroit

²⁴⁸ Strauss, *loc.cit.*, p. 50.

des leaders religieux allemands. La presse alsacienne est pleinement consciente qu'un rattachement à l'Allemagne nazie équivaudrait à une menace aux institutions religieuses régionales. Cette menace paraît plus inquiétante encore que la laïcité prônée par le gouvernement français.

Le cadre de notre recherche se limitant aux journaux francophones, il nous a été impossible de consulter la presse alsacienne soutenant le protestantisme. Étant tous de langue allemande, il est fort possible que ces journaux aient, à un moment ou à un autre, soutenu le régime nazi. La répression religieuse à l'endroit des protestants en Allemagne s'est faite un peu plus tardivement au cours des années 1930, ce qui peut laisser croire que les critiques du gouvernement allemand sur ce sujet ont pu survenir plus tard que celles des journaux catholiques. Néanmoins, les presses catholiques et celles sans orientation religieuse que nous avons consultées ont très bien couvert les événements internes en Allemagne. Il nous paraît fort peu probable que la presse protestante n'ait pas vu à son tour les exactions à l'égard des Églises chrétiennes dans leur ensemble. Cette hypothèse ne trouve pas de réponse satisfaisante dans l'historiographie alsacienne, mais nous croyons avoir démontré hors de tout doute que l'Alsace n'était pas ignorante de ce qui se passait outre-Rhin. Nous pouvons donc conclure qu'il est possible que la presse protestante alsacienne, comme la presse catholique, ait condamné le national-socialisme durant les années 1930.

Sur le plan idéologique, les journaux francophones alsaciens et lorrains ne sont pas aussi divisés que nous l'aurions cru à propos de la question identitaire. À la lumière de notre analyse, il est maintenant évident que la presse de centre droit ne partage pas du tout d'affinités avec l'Allemagne hitlérienne. Contrairement à ce que nous avons présumé au départ, *Le nouvelliste d'Alsace* et *Le Lorrain* ne sont pas attirés par les changements apportés par Hitler en Allemagne. Les réussites du régime nazi au cours des années 1930, notamment au niveau économique, semblent parfois faire l'envie des Alsaciens, mais ces derniers sont également pleinement conscients de l'envers de la médaille. La couverture des événements allemands par la presse de centre droit est complète et, même si les aboutissants de certains événements ne sont pas bien compris, il n'en demeure pas moins que les Alsaciens connaissent la répression du régime nazi à l'égard de tout opposant, politique ou religieux. La stabilité du gouvernement allemand par rapport aux fréquents changements dans le gouvernement français n'impressionne pas non plus.

L'état policier qu'est devenue l'Allemagne hitlérienne ne semble pas réveiller de passion dans la presse alsacienne de centre droit.

Il en va de même pour les journaux républicains et libéraux, respectivement représentés par *Les dernières nouvelles de Strasbourg* et *L'éclair de l'Est*. Comme nous l'avions présumé en début de recherche, la presse de centre n'est pas en faveur de l'Allemagne et marque davantage de sympathie pour la France républicaine. Le point de vue de ces quotidiens est d'autant plus intéressant dans la mesure où aucun journal de gauche de langue française n'existait en Alsace pendant les années 1930. Les lecteurs francophones socialistes ou communistes ne pouvaient donc que se référer aux journaux centristes pour se faire une opinion des événements en Allemagne. À nouveau, ni la reconstruction économique ni la stabilité politique du Reich ne marquent les esprits. En général, la presse de centre comprend mieux les manœuvres de Hitler que la presse de centre droit. Elle se permet même à quelques reprises de prédire les prochains coups du Führer, et ce, avec de bons résultats. La clairvoyance de ces deux journaux ne les incite pas à apprécier l'Allemagne nazie, mais elle leur permet également de comprendre qu'une guerre avec leur voisin deviendra inévitable. Ce constat établi, la presse de centre n'a aucun intérêt à renier son appartenance à la France avec laquelle elle partage davantage de valeurs.

La France, un choix stratégique ou patriotique?

Si l'Alsace n'est clairement pas pour un retour à l'Allemagne, il n'en demeure pas moins que le choix pour la France ne se fait pas simplement. De 1933 à 1935, l'allégeance de la presse alsacienne envers la France n'est pas précise. Les journaux étudiés semblent analyser de loin ce qui se passe en Allemagne et, même s'ils n'aiment pas ce qu'ils y voient, aucun d'eux ne proclame une allégeance particulière. L'instabilité du gouvernement français ne plait pas du tout aux Alsaciens qui ont l'impression que, pendant que le pays voisin crée de lui-même un dynamisme interne qui le fait avancer, la France, elle, stagne et s'enfonce toujours un peu plus dans la crise économique. Aucun gouvernement en particulier n'est ciblé dans ces premières critiques, mais la presse alsacienne francophone se fait l'écho d'un sentiment d'impuissance dans la région. Le profond malaise des années 1920 semble se prolonger dans une forme d'attentisme, un peu morose et cynique à la fois.

La période suivante, soit de 1936 à mars 1938, est beaucoup plus révélatrice de l'opinion de la presse alsacienne francophone sur le gouvernement français. Les critiques apparaissent presque quotidiennement pendant les différents mandats du Front populaire. La presse de centre droit est virulente à l'endroit de Léon Blum, mais pas pour les raisons que nous pensions être problématiques entre Paris et l'Alsace. L'économie chancelante de la région, la politique de glacis ou la mise en place de la ligne Maginot sont des sujets rarement mentionnés par la presse. Néanmoins, le gouvernement du Front populaire est particulièrement décrié par presque l'ensemble des journaux étudiés. Après analyse, nous pouvons conclure que ces critiques n'ont pas nécessairement de fondements solides, mais qu'elles ne font que refléter un mécontentement ambiant face à la situation entre la France et l'Allemagne et entre Paris et Strasbourg. Le gouvernement de Léon Blum devient un prétexte pour évacuer toutes les frustrations régionales. L'incapacité de l'Alsace à se faire entendre en tant que région distincte en France ainsi que les fréquents changements au sein du gouvernement par rapport à une Allemagne de plus en plus forte et menaçante sur le plan international sont les raisons qui soutiennent l'animosité de la presse alsacienne à l'égard des politiques de Paris.

Néanmoins, il est justifié de s'interroger sur la profondeur du sentiment antisocialiste en Alsace. En effet, la presse alsacienne reproche au gouvernement de gauche son inaction face aux avancées allemandes, mais ne propose pas de solution. Pourtant, les journaux étant tous profondément pacifiques, une réaction armée de la France n'aurait probablement pas été bien accueillie non plus. Le véritable souhait de la presse alsacienne n'est pas clair et nous amène à réitérer notre conclusion: les critiques par rapport au gouvernement de Léon Blum n'existent que parce que dernier est un gouvernement de gauche.

La seule période pendant laquelle la France paraît avoir nettement l'avantage sur l'Allemagne dans les esprits alsaciens est celle de 1938 à 1939. Pour la première fois, la presse proclame haut et fort son allégeance à la République française, et ce, de façon décisive. Cette résolution est particulièrement visible le 15 octobre 1938, notamment dans *Les dernières nouvelles de Strasbourg* et *Le Lorrain*. En effet, les éditeurs rapportent que le député du Haut-Rhin, Joseph Rossé, a écrit une lettre à Chautemps, alors vice-président du Conseil et chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine. Cette lettre est une réponse aux rumeurs qui circulent à l'effet que la région alsacienne voudrait être rattachée à l'Allemagne. Or, les deux journaux, le premier

de centre et le deuxième à tendance régionaliste, défendent ardemment leur appartenance à la France. *Le Lorrain* écrit qu'un autre député du Haut-Rhin, M. Fuchs, s'est joint à ce plaidoyer. « La mobilisation partielle récente a trouvé la population alsacienne et lorraine à ses postes, fidèle à son devoir, certes sans enthousiasme à la pensée d'un conflit tragique qui aurait anéanti en premier lieu ses propres foyers, mais calmement résolu à défendre le sol national contre tout agresseur ». ²⁴⁹ La hâte de ces deux journaux d'orientations politiques différentes à défendre l'image d'une Alsace française est typiquement caractéristique de la dernière période étudiée dans ce mémoire.

De plus, le fait qu'un journal comme *Le Lorrain* laisse tomber ses récriminations régionalistes pour revendiquer une appartenance aussi nette à la France est un élément nouveau dans le contexte alsacien des années 1930. Comme nous l'avons soulevé plus tôt, la peur d'une guerre France-Allemagne qui positionnerait l'Alsace directement entre les deux fronts n'est pas sans rappeler la situation compliquée des militaires et des civils alsaciens lors de la Première Guerre mondiale. À l'époque, ces derniers n'étaient pas considérés comme des éléments surs dans l'armée allemande du fait de leur ancienne appartenance à la France. Ils étaient couramment envoyés sur le front est pour éviter qu'ils ne trahissent l'Allemagne en manigançant secrètement avec les Français. ²⁵⁰ Il est évident que l'allégeance des différents journaux alsaciens à la France à la veille du déclenchement d'une nouvelle guerre ne se fait pas sans arrière-pensées. L'Alsace veut éviter de se retrouver dans le même rôle que vingt ans plus tôt, c'est-à-dire celui de traître aux yeux des deux nations belligérantes. Néanmoins, ce choix n'est probablement pas seulement opportuniste. Toutes les preuves tendent à montrer que les Alsaciens des années 1930 oublient peu à peu les griefs entre la région et le gouvernement français. De plus, l'aversion pour l'Allemagne hitlérienne est réelle. La presse alsacienne démontre son patriotisme pour clarifier la situation de la région, mais rien n'indique qu'elle le fait simplement pour flatter l'égo français.

Au final, l'allégeance à la France ou à l'Allemagne de la presse alsacienne francophone avant 1938 reste ambiguë. Comme l'ont décrit les historiens Alfred Wahl et Jean-Claude Richez, l'Alsace est une région difficile à cerner dans son ensemble. Les années 1930 sont définitivement très différentes des années 1920, principalement dans la relation Paris-Strasbourg, et l'allégeance

²⁴⁹ « L'Alsace est française et veut le rester », *Le Lorrain*, 15 octobre 1938, p. 1.

²⁵⁰ Vogler, *op.cit.*, p. 242.

de la région envers la France n'est que plus ardue à saisir. Cette ambiguïté nous amène à nous demander si les Alsaciens n'ont pas simplement désiré un certain statu quo de 1933 à 1938, sans avoir à se prononcer clairement sur leur allégeance à l'une ou l'autre des nations. Le questionnement sur l'appartenance s'est peut-être fait inconsciemment, sans même que les différents éditeurs des journaux ciblés par notre mémoire ne se soient rendu compte qu'ils pouvaient faire un choix. Il ne s'est révélé nécessaire de prendre parti que lorsque les rumeurs de guerre se sont précisées. La presse alsacienne est complètement unanime sur sa décision finale; elle choisit de faire confiance à la France.

Notre recherche nous amène à la conclusion que la question primordiale pour les journaux alsaciens francophones n'est pas tant de savoir laquelle des nations, de la France ou de l'Allemagne, répondrait le mieux aux exigences régionales de l'Alsace. Il s'agit plutôt de connaître laquelle des orientations politiques, de la droite ou de la gauche, est la plus apte à faire entendre les revendications de la région.

Il est vrai que la France a toujours eu ses partisans passionnés et quasi inconditionnels; que l'Allemagne a eu les siens, qui s'exprimaient de façon moins ostentatoire et plus sereine. Mais les fréquents changements d'appartenance nationale ont conduit beaucoup d'Alsaciens à se montrer indifférents à l'égard de la France comme de l'Allemagne. D'autres, très nombreux, ont choisi de ne rien révéler de leur préférence. Il a toujours existé une masse d'Alsaciens prêts, à chaque instant, à changer de drapeau [...]. Les notables et les élus étaient bien représentés parmi ces opportunistes. [...] Certains conservèrent leur position ou leur mandat d'un régime à l'autre parce qu'ils étaient d'abord et alternativement des Français de raison et des Allemands de raison, à la manière dont Stresemann avait été un républicain de raison, c'est-à-dire réaliste et pragmatique. [...] ²⁵¹

Ce constat fait par les historiens Alfred Wahl et Jean-Claude Richez est exactement celui auquel nos recherches nous ont nous-mêmes amené. Il s'agit de la seule étude consultée qui dépeint un tableau nuancé de l'Alsace. Ce sont surtout les différences idéologiques entre les journaux alsaciens que nous avons analysés qui imprègnent les opinions de chaque éditeur de la presse francophone, pas l'appartenance nationale. Ces joutes idéologiques supposent d'abord la présence d'une démocratie vivante et libre de toute entrave, ce qui n'est pas le cas en Allemagne à partir de 1933. Étonnamment, l'historien Christian Hallier, dont nous trouvons le côté anti-

²⁵¹ Wahl et Richez, *op.cit.*, p. 241 à 243.

français un peu trop vindicatif, résume bien la pensée de la presse alsacienne francophone. Celle-ci ne recherche que la paix entre les deux nations et s'oppose à tout ce qui peut l'entraver.²⁵²

L'historiographie sur l'Alsace était juste. La région reste et veut rester française pendant les années hitlériennes. Néanmoins, il est dorénavant clair que la presse francophone de la région se fait l'écho d'un mécontentement par rapport au gouvernement français. Nous pensons d'abord que les passions alsaciennes seraient soulevées par la montée du nazisme en Allemagne et même si c'est partiellement le cas, il ne s'agit pas du sujet le plus chaud en Alsace. Il est davantage question du manque de réaction de la France face aux menaces hitlériennes et du sentiment d'impuissance qui est latent dans la région. L'Alsace ne se reconnaît pas dans le gouvernement français et a l'impression de ne pas être entendue à Paris. De par sa culture allemande et française, la presse alsacienne francophone sous-entend pouvoir faire le pont entre la France et l'Allemagne de façon pacifique. L'incapacité du gouvernement français à écouter l'Alsace reflète également son inaptitude à comprendre les besoins de l'Allemagne aux débuts des années 1930. C'est cette revendication qui teinte le discours de tous les journaux que nous avons étudiés et qui n'est que très peu visible dans les travaux historiques concernant la région.²⁵³

Ce constat, jumelé à notre analyse du *Figaro* nous amène à la conclusion que l'Alsace possède bel et bien un regard particulier sur l'Allemagne hitlérienne et le gouvernement français pendant les années 1930. Le passé de la région entre les deux nations favorise-t-il ce point de vue d'exception? Notre recherche ne permet pas de le définir avec précision. Ce qui est certain c'est que la proximité géographique, et sans doute culturelle également, ont favorisé le développement d'une vision unique chez les éditeurs et journalistes alsaciens.

En effet, même si *Le Figaro* traite très bien de la politique extérieure de l'Allemagne, c'est-à-dire celle qui implique directement les intérêts de la France, la politique intérieure, elle, est souvent moins couverte, voire ignorée lorsqu'il s'agit des persécutions à l'endroit des catholiques, des protestants ou des juifs. Et lorsqu'ils sont traités, ces sujets ne font jamais l'objet d'un éditorial. Pourtant, ces événements prennent une large part dans la couverture journalistique des quotidiens alsaciens, par exemple dans *L'éclair de l'Est* qui partage la même orientation politique

²⁵² Hallier, *op.cit.*, p. 136-137.

²⁵³ L'historien Stephan Wolff fait mention de ce désir alsacien de créer des ponts entre la France et l'Allemagne pendant les années 1930. Parmi tous les travaux consultés, il est le seul à suggérer un tel constat. Voir Wolff, *op.cit.*, p. 62.

que le journal parisien. Ces lacunes du *Figaro* ne peuvent s'expliquer que par un oubli volontaire de la part de la direction du journal. À ce niveau, la presse alsacienne est plus complète et donc davantage en mesure d'évaluer l'évolution de l'Allemagne tout au long des années 1930.

L'animosité marquée de l'Alsace pour le gouvernement de Léon Blum ne se retrouve presque pas dans *Le Figaro* malgré son orientation politique de centre droit. Au contraire, le journal parisien estime que toute l'Europe porte la responsabilité de freiner l'Allemagne. Il n'incombe donc pas à la France de réagir seule à la menace. L'emphase est d'ailleurs mise sur le couple que forment Paris et Londres dans la lutte aux prétentions territoriales nazies à partir de septembre 1938. Ce postulat est très distinct de celui des journaux alsaciens et nous démontre bien la différence entre la situation de la presse régionale par rapport à la presse nationale. *Le Figaro* perçoit l'Allemagne du point de vue de la France; les journaux alsaciens, eux, l'analysent à partir de l'Alsace et de leur culture alsacienne. Cette différence très nette de leur perspective s'explique peut-être par un sentiment d'appartenance plus fort à la région plutôt qu'à la nation. Les journaux alsaciens défendent les intérêts des Alsaciens avant de défendre ceux des Français.

C'est sans doute aussi ce qui explique le ton de la presse alsacienne qui se montre davantage préoccupée par la menace que représente le IIIe Reich. Même si *Le Figaro* met en garde ses lecteurs contre une guerre possible en Europe, il ne demande pas de réponse nette ou drastique de la France. Les journaux alsaciens, eux, se font pressants à l'endroit du gouvernement français. En effet, la position géographique de l'Alsace la place directement sur la route de l'Allemagne en cas de guerre et c'est une perspective qui est rappelée à plusieurs reprises par la presse régionale dès les débuts de Hitler au pouvoir. Comme nous l'avions présagé, les journaux alsaciens préfèrent que la France ait de bonnes relations avec l'Allemagne, quitte à lui concéder des territoires, afin d'éviter le conflit armé. Cette volonté de paix à tout prix n'est pas du tout visible dans le discours du *Figaro*. Indéniablement, la proximité géographique de la région avec l'Allemagne est un facteur important pour la presse alsacienne. Elle l'est beaucoup moins pour la presse parisienne.

Notre mémoire est une lecture partielle de la perception du nazisme en Allemagne par l'Alsace, mais il ouvre sur d'autres horizons de recherche. L'étude de la presse francophone limite notre point de vue à certains courants idéologiques et occulte, malgré nous, une partie de l'opinion alsacienne. La presse germanophone, elle, évoque une plus grande diversité de

jugement puisque des journaux de tous les horizons politiques y sont représentés, notamment l'extrême gauche et l'extrême droite. Ces deux courants sont d'autant plus fascinants dans la mesure où Samuel Goodfellow avance que le premier finit par se fondre dans le deuxième au fil des années 1930.²⁵⁴ L'étude en profondeur de ces journaux pourrait révéler une tout autre facette de la perception du nazisme, mais surtout de l'allégeance de la région envers la France ou l'Allemagne. Si la presse de droite a été bien analysée par le passé, il semble que l'historiographie ait laissé de côté la gauche alsacienne.

Il y a également l'opinion des journaux protestants qui n'est pas reflétée dans notre mémoire et qui n'a suscité aucune recherche jusqu'à maintenant. Comme nous l'avons expliqué, il est possible que la presse protestante véhicule les mêmes idées que la presse catholique, mais la culture commune qui la lie à l'Allemagne est beaucoup plus forte et pourrait venir jouer sur la fibre nationaliste. Certains historiens, notamment François G. Dreyfus²⁵⁵, ont également avancé l'idée que l'Allemagne nazie avait financé le mouvement autonomiste pendant les années 1930. En contrepartie, d'autres historiens²⁵⁶ affirment que c'est la France qui finança la presse alsacienne pour transmettre son point de vue et ainsi concurrencer la propagande allemande. Ces allégations ne font pas l'unanimité parmi la communauté historique et seraient des sujets qui mériteraient d'être étayés par des recherches plus approfondies.

²⁵⁴ Goodfellow, *Between the swastika and ...*, *op.cit.*, p. 83.

²⁵⁵ Voir François G. Dreyfus, *La vie politique en Alsace, 1919-1936*, Paris, A. Collins, 1969, 327 pages.

²⁵⁶ Voir Christian Hallier, *La lutte de l'élément ethnique allemand d'Alsace et de Lorraine pour son existence*, 1918-1940, Bruxelles, Maison internationale d'édition, 151 pages.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

France, Colmar, *Le nouvelliste d'Alsace*, 1933-1939.

France, Metz, *Le Lorrain : écho de Metz et d'Alsace-Lorraine*, 1933-1939.

France, Nancy, *L'éclair de l'Est*, 1933-1939.

France, Paris, *Le Figaro*, 1933-1939.

France, Strasbourg, *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 1933-1939.

Témoignages

Hugues, Pascale. *Marthe et Mathilde*, Paris, Éditions les Arènes, 2009, 312 pages.

Husser, Philippe. *Un instituteur alsacien. Entre France et Allemagne, journal 1914-1951*, Paris, Éditions Hachette, 1992, 493 pages.

Valentin, René. *C'était notre grand-père - Trois guerres ont bouleversé sa vie : 1870-1871, 1914-1918, 1939-1945*, Paris, L'Harmattan, 2005, 242 pages.

Ouvrages généraux

Béllanger, Claude *et als.* *Histoire générale de la presse française, tome III : de 1871 à 1940*, Paris, Presses universitaires de France, 1972, 688 pages.

Brunois, Richard. *Le Figaro face aux problèmes de la presse quotidienne*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, 222 pages.

Charle, Christophe. *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, Collection Univers historique, 2004, 399 pages.

Derieux, Emmanuel et Jean C. Texier. *La presse quotidienne française*, Paris, A. Collin, 1974, 312 pages.

Demaison, André. *La voix de la France. La presse de province au XX siècle*, Paris, Hachette, 1932, 249 pages.

Krapoth, Stéphanie. *France-Allemagne : du duel au duo, de Napoléon à nos jours*, Toulouse, Éditions Privat, 2005, 232 pages.

Lienhard, Marc. *Histoire & aléas de l'identité alsacienne*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2011, 241 pages.

Vogler, Bernard. *Histoire politique de l'Alsace: de la Révolution à nos jours, un panorama des passions alsaciennes*, Strasbourg, La Nuée bleue, 1995, 431 pages.

Vogler, Bernard. *Nouvelle histoire de l'Alsace : une région au cœur de l'Europe*, Toulouse, Privat, 2003, 381 pages.

Monographies

Badia, Gilbert. *Les bannis de Hitler : accueil et luttes des exilés allemands en France : (1933-1939)*, Paris, Études et documentation internationales, 1984, 411 pages.

Bankwitz, Philip C. *Alsationist leaders 1919-1947*, Lawrence, Regents Press of Kansas, 1977, 203 pages.

Bariéty, Jacques. *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale: 10 novembre 1918-10 janvier 1925 - de l'exécution à la négociation*, 1977, 797 pages.

Bernadac, Christian. *La montée du nazisme*, Paris, Éditions France-Empire, 1996, 369 pages.

Bloch, Charles. *Le IIIe Reich et le monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986, 545 pages.

Bracher, Kari Dietrich. *Hitler et la dictature allemande : naissance, structure et conséquences du National-socialisme*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1995, 681 pages.

Carr, Wiliams. *Arms, autarky and aggression: a study in German foreign policy, 1933-1939*, London, 1972, 136 pages.

Dreyfus, François. *La vie politique en Alsace, 1919-1936*, Paris, A. Collins, 1969, 327 pages.

Dreyfus, François-Georges. *Le IIIe Reich*, Paris, Librairie générale française, 1998, 351 pages.

Evans, Richard J. *Le Troisième Reich*, Paris, Flammarion, 2009, volumes 1 et 2.

Fischer, Christopher J. *Alsace to the Alsationists?: visions and divisions of Alsatian regionalism, 1870-1939*, New York, Berghahn Books, 2010, 235 pages.

Fischer, Klaus P. *Nazi Germany: a new history*, New York, Continuum, 1995, 734 pages.

- Goodfellow, Samuel Hudson. *Between the swastika and the Cross of Lorraine: fascisms in the interwar Alsace*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 1999, 230 pages.
- Goriely, Georges. *1933 : Hitler prend le pouvoir*, Bruxelles, Complexe, 1985, 217 pages.
- Hallier, Christian. *La lutte de l'élément ethnique allemand d'Alsace et de Lorraine pour son existence, 1918-1940*, Bruxelles, Maison internationale d'édition, 1944, 151 pages.
- Harvey, David Allen. *Constructing class and nationality in Alsace, 1830-1945*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2001, 249 pages.
- Hoyndorf, Roland et Willy Schneider. *1870, la perte de l'Alsace-Lorraine*, Strasbourg, Éditions Coprur, 2000, 83 pages.
- Jackson, Peter. *France and the Nazi menace: intelligence and policy making, 1933-1939*, Oxford, Toronto, Oxford University Press, 2000, 446 pages.
- Leitz, Christian. *Nazi foreign policy, 1933-1941: the road to global war*, London, Routledge, 2004, 192 pages.
- Lestra, Antoine. *Le conflit religieux et scolaire en Alsace et en Lorraine (1936-1937)*, Fédération nationale catholique, Paris, 1939, 143 pages.
- Morrison, Jack G. *The intransigents: Alsace-Lorrainers against the annexation, 1900-1914*, 1970, 518 pages.
- Raymond-Laurent, Jean. *Le parti démocrate populaire, 1924-1944; La politique intérieure et extérieure de la France entre les deux guerres, 1919-1939*, 1965, 189 pages.
- Schirmann, Sylvain. *Les relations économiques et financières franco-allemandes : 24 décembre 1932- 1er septembre 1939*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1995, 304 pages.
- Schoenbaum, David. *La révolution brune : la société allemande sous le III Reich : 1933-1939*, Paris, Gallimard, 2000, 419 pages.
- Schonenbaum, David. *Hitler's social revolution : class and status in Nazi Germany, 1933-1939*, London, 1967, 336 pages.
- Soucy, Robert. *French fascism: the second wave, 1933-1939*, New Haven, Yale University press, 1995, 352 pages.
- Steinert, Marlis G. *L'Allemagne nationale-socialiste, 1933-1945*, Paris, Éditions Richelieu, L'Univers contemporain, 1972, 398 pages.

Steinweiss, Alan E. et Rogers, Daniel E. *The impact of nazism: new perspectives on the Third Reich and its legacy*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2003, 260 pages.

Wahl, Alfred et Richez, Jean-Claude. *L'Alsace entre France et Allemagne (1850-1950)*, Paris, Éditions Hachette, 1994, 347 pages.

Wolff, Stefan. *Disputed territories: the transnational dynamics of ethnic conflict settlement*, New York, Berghahn Books, 2003, 258 pages.

Zind, Pierre. *Elsass-Lothringen = Alsace Lorraine : une nation interdite, 1870-1940*, Paris, Copernic, 1979, 688 pages.

Chapitres de livres

Baechler, Christian. « L'Alsace-Lorraine dans les relations franco-allemandes de 1918 à 1933 », dans Jacques Bariéty *et al.* (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales, actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV) 15-16-17 janvier 1987*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, p. 69-97.

Bariéty, Jacques. « Léon Blum et l'Allemagne », dans François G. Dreyfus, *Les relations franco-allemandes, 1933-1939, actes du colloque international*, Strasbourg, 7-10 octobre 1975, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1976, p. 33-56.

Bariéty, Jacques. « Les partisans français de l'entente franco-allemande et la "prise de pouvoir" par Hitler, avril 1932-avril 1934 », dans Jacques Bariéty *et al.* (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales, actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV) 15-16-17 janvier 1987*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, p. 21-30.

Bloch, Charles. « La place de la France dans les différents stades de la politique extérieure du troisième Reich (1933-1940) », dans François G. Dreyfus, *Les relations franco-allemandes, 1933-1939, actes du colloque international*, Strasbourg, 7-10 octobre 1975, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1976, p. 15-32.

Dreyfus, François G. « Le malaise politique », dans Philippe Dollinger *et al.* (dir), *L'Alsace de 1900 à nos jours*, Toulouse, Privat, 1979, p. 99-133.

Dollinger, Philippe. « L'Alsace contemporaine: un destin exceptionnel », dans Philippe Dollinger (dir), *Histoire de l'Alsace*, Toulouse, Privat, 1970, p. 489-500.

Dollinger, Philippe et Robert Heitz. « Introduction », dans Philippe Dollinger *et al.* (dir), *L'Alsace de 1900 à nos jours*, Toulouse, Privat, 1979, p. 7-12.

Goodfellow, Samuel. « Autonomy or colony: the politics of Alsace's relationship to France in the interwar era », dans Kevin J. Callahan et Sarah A. Curtis. *From the margins: creating identities in modern France*, Lincoln, University of Nebraska press, 2009, p. 135-157.

- Heitz, Robert. « Une belle époque », dans Philippe Dollinger *et al.* (dir), *L'Alsace de 1900 à nos jours*, Toulouse, Privat, 1979, p. 15-37.
- Le Moal-Piltzing, Pia. « L'Alsace-Lorraine dans la presse catholique de la République de Weimar. Le journal *Germania* », dans Michel Grunewald, *Le problème de l'Alsace-Lorraine vu par les périodiques (1871-1914)*, Bern, P. Lang, 1998, p. 449-461.
- Mazurowa, K. « La politique allemande des gouvernements, des principaux partis et groupements français dans les années 1938-1939 », dans François G. Dreyfus, *Les relations franco-allemandes, 1933-1939, actes du colloque international*, Strasbourg, 7-10 octobre 1975, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1976, p. 57-74.
- Mombert, Monique. « Le discours assimilationniste du « Journal d'Alsace et de Lorraine », de 1919 à 1924 », dans Hildegard Châtellier et Monique Mombert, *La presse en Alsace au XXe siècle : témoin, acteur, enjeu*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002, p. 65-86.
- Mysyrowicz, Ladislas. « L'image de l'Allemagne nationale-socialiste à travers les publications françaises des années 1933-1939 », dans François G. Dreyfus, *Les relations franco-allemandes, 1933-1939, actes du colloque international*, Strasbourg, 7-10 octobre 1975, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1976, p. 117-136.
- Orzechowski, Simone. « *La Revue alsacienne illustrée* (1898-1914). L'art paravent de la lutte contre la germanisation », dans Michel Grunewald, *Le problème de l'Alsace-Lorraine vu par les périodiques (1871-1914)*, Bern, P. Lang, 1998, p. 413-431.
- Strauss, Léon. « L'Alsace de 1918 à 1945 : d'une libération à une autre », dans Hildegard Châtellier et Monique Mombert, *La presse en Alsace au XXe siècle : témoin, acteur, enjeu*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002, p. 39-52.
- Soutou, Georges-Henri. « La France et l'Allemagne en 1919 », dans Jacques Bariéty *et al.* (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales, actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV) 15-16-17 janvier 1987*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, p. 9-20.

Articles de périodiques

- Baechler, Christian. « L'autonomisme alsacien dans l'entre-deux-guerres », *Historiens et Géographes*, Vol. 86, No. 347, janvier 1995, p. 249-256.
- Bariéty, Jacques. « Les conséquences pour l'économie française du retour de l'Alsace-Lorraine à la France en 1919 », *Francia*, Vol. 3, septembre 1975, p. 533-553.

- Carrol, Alison. « Socialism and national identity in Alsace from Reichsland to République, 1890-1921 », *European History Quarterly*, Vol. 40, No. 1, Janvier 2010, p. 57-78.
- Carrol, Alison et Louisa Zanoun. « The view from the border: a comparative study of autonomism in Alsace and the Moselle, 1918-1929 », *European Review of history*, Vol. 18, No. 4, août 2011, p. 465-486.
- Fuchs, Julien. « La jeunesse alsacienne et la question régionale (1918-1939) », *Histoire@Politique*, Vol. 1, No. 4, 2008, p. 8-18.
- Gadrat, F et P. Renouvin. « Les documents diplomatiques français (1932-1939) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, Vol. 18, No. 71, 1968, p. 1-11.
- Garraud, Philippe. « Le développement de la puissance militaire allemande dans l'entre-deux-guerres : entre mythes et réalité », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Vol. 4, No. 240, 2010, p.23-42.
- Goodfellow, Samuel. « Fascism and regionalism in interwar Alsace », *National Identities*, Vol. 12, No. 2, juin 2010, p. 133-145.
- Goodfellow, Samuel. « From Germany to France? Interwar alsatian national identity », *French history*, Vol. 7, No. 4, décembre 1993, p. 450-471.
- Grandhomme, Jean-Noël. « Le retour de l'Alsace-Lorraine », *L'Histoire*, Vol. 11, No. 336, 2008, p.60-63.
- Hiegel, Henri. « La France et l'Allemagne de 1933 à 1945, d'après les discours et déclarations de Hitler », *Information historique*, Vol. 29, No. 3, 1967, p. 118-122.
- Jackson, Peter. « French intelligence and Hitler's rise to power », *Historical journal*, Vol. 41, No. 3, septembre 1998, p. 795-825.
- Lawrence, Paul *et als.* « "Degrees of foreignness" and the construction of identity in french border regions during the interwar period », *Contemporary european history*, Vol. 10, No. 1, mars 2001, p. 51-71.
- L'Huillier, Fernand. « Sur la nazification de l'Alsace », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, octobre 1980, No. 120, p. 59-68.
- Noakes, Jeremy. « Leaders of the people? The Nazi Party and German society », *Journal of contemporary history*, Vol. 39, No. 2, avril 2004, p. 189-212.
- Schmitt, Louis. « L'Alsace et le nazisme : mise au pas et résistance », *Historiens et Géographes*, Vol. 86, No. 347, janvier 1995, p. 257-262.

Smith, Paul. « À la recherche d'une identité nationale en Alsace (1870-1918) », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, Vol. 50, No. 50, 1996, p. 23-35.

Soucy, Robert J. « French press reactions to Hitler's first two years in power », *Contemporary European history*, Vol. 7, No. 1, février 1998, p. 21-38.

Mémoires de maîtrise ou thèses de doctorat :

Bass, Geneviève, *Le malaise alsacien, 1919-1924*, mémoire de M.A. (Développement et communauté), Faculté des lettres et des sciences humaines de Strasbourg, Strasbourg, 1968, 152 pages.

Gaines, Jena-Marie. *The spectrum of alsatian autonomism, 1918-1929*, thèse de Ph.D. (Histoire), Ann Arbor, Michigan, University of Virginia, 1990, 4 microfiches de 385 vues.

Grillon, Vincent. *Les revues parisiennes et la vie politique alsacienne : 1925-1929 : Regard sur l'autonomisme*, Strasbourg, 1999, 126 pages.

Kennel, Sophie. *La presse parisienne : le malaise alsacien et la crise autonomiste, nov. 1927-déc. 1928*, mémoire de M.A. (Histoire), Université de Strasbourg, 1989, 1 microfiche de 196 images.